



2006 – 2011 - 2015

TOGO

PROFIL DE PAUVRETE

Avril 2016

TOGO : PROFIL DE PAUVRETE 2006-2011-2015

COORDONNATEUR NATIONAL

Kokou Yao N'guissan, Directeur Général de l'INSEED

DIRECTEUR TECHNIQUE

Akoly Gentry, Directeur des Échanges et de la Coordination

ÉQUIPE TECHNIQUE

Akoly Gentry, Tchilabalou Telou, Ayikoué Agbobly-Atayi, Essopha Kokoloko,
Tchapo Gbandi, Komla Houessou, Yaovi Kazoule, Toulassi Kossi

TRAITEMENT INFORMATIQUE

Akoly Gentry, Tchilabalou Telou, Ayikoué Agbobly-Atayi, Essopha Kokoloko,
Tchapo Gbandi, Komla Houessou, Yaovi Kazoule, Toulassi Kossi

ASSISTANCE INTERNATIONALE

Félicien ACCROMBESSY, Économiste Statisticien Principal
chargé du Projet Enquête QUIBB 2015 à la Banque mondiale

CONSULTANTS NATIONAUX

Ayikoué Agbobly-Atayi, Essopha Kokoloko, Komla Houessou, Yaovi Kazoule, Toulassi Kossi

(Mars 2016)

TABLE DES MATIERES

Table des matières	ii
Sigles et abréviations.....	iv
Liste des graphiques	v
Liste des tableaux	vi
LISTE DES ANNEXES	vii
INTRODUCTION.....	1
Chapitre I. Pauvreté monétaire : méthodologie	2
I.1 Sources de données	2
I.2 Construction de l'indicateur du bien-être	3
I.3 Seuil de pauvreté de monétaire	6
I.4 Seuil de pauvreté alimentaire	8
I.5 Formulation des Indicateurs de Pauvreté	9
I.5.1 L'incidence de la pauvreté	9
I.5.2 La profondeur de la pauvreté	9
I.5.3 La sévérité de la pauvreté	10
I.5.4 La contribution à la pauvreté.....	10
Chapitre II. : Situation économique et Tendances de la pauvreté monétaire	12
II.1 Aperçu de la situation économique du pays	12
II.1.1 Le Togo a un niveau de développement humain encore faible.....	12
II.1.2 Stratégie du gouvernement et croissance économique.....	13
II.1.3 Performance budgétaire.....	16
II.2 Evolution de la pauvreté au Togo.....	17
II.2.1 Incidence de la pauvreté selon le milieu de résidence.....	17
II.2.2 Incidence de la pauvreté selon le groupe socioéconomique du chef de ménage	19
II.2.3 Incidence de la pauvreté selon le sexe du chef de ménage	19
II.2.4 Incidence de la pauvreté selon la taille du ménage	20
II.2.5 Incidence de la pauvreté selon le niveau d'instruction du chef de ménage	21
II.2.6 3.6. Incidence de la pauvreté selon le groupe d'âge du chef de ménage	22
II.2.7 Incidence de la pauvreté selon le statut matrimonial du chef de ménage	22
II.3 Profondeur de pauvreté	23

II.4	Extrême pauvreté.....	24
II.5	Robustesse de la tendance de la pauvreté.....	25
Chapitre III.	Tendance des Inégalités	28
III.1	Décomposition de l'incidence de la pauvreté entre les effets croissance et redistribution.....	28
III.2	Une croissance pro-pauvre	29
III.3	Evolution de l'indice de Gini et de la part des déciles et quartiles des plus pauvres	32
Chapitre IV.	Possession des biens durables.....	34
IV.1	Réfrigérateur, climatiseur et ventilateur	34
IV.2	Téléphone mobile et Téléphone fixe	36
IV.3	Téléviseur et radio	37
IV.3.1	Téléviseur	37
IV.4	Radio.....	37
IV.5	Possession de moto, voiture et vélo.....	39
Chapitre V.	Accès aux services sociaux de base.....	41
V.1	Eau potable.....	41
V.2	Hygiène	43
V.3	Combustible pour la cuisson	44
V.4	Accès à l'électricité	46
Chapitre VI.	Educations et Alphabétisation.....	49
VI.1	Niveau primaire	49
VI.2	Niveau Secondaire	51
VI.3	Alphabétisation.....	52
Chapitre VII.	Santé	55
VII.1	Recours aux hôpitaux ou cliniques en cas de maladie.....	55
VII.2	Recours aux médecins en cas de maladie	56
Chapitre VIII.	Causes de la pauvreté en 2015	59
VIII.1	Spécification du modèle	59
VIII.2	Présentation des résultats.....	59
VIII.2.1	Caractéristiques démographiques	59
VIII.2.2	Niveau d'instruction	60
VIII.2.3	Groupe socio-économique du Chef de Ménage	61
CONCLUSION	64

SIGLES ET ABBREVIATIONS

CFA	Communauté Financière Africaine
CM	Chef de Ménage
FAO	Organisation des Nations Unies pour l'Alimentation et l'Agriculture
FCFA	Francs de la Communauté Financière Africaine
FGT	Foster, Greer et Thorbecke
IDH	Indice de Développement Humain
INSEED	Institut National de la Statistique et des Etudes Economiques et Démographiques
ODD	Objectifs de Développement Durable
OMD	Objectifs du Millénaire pour le Développement
OMS	Organisation Mondiale de la Santé
ONG	Organisation Non Gouvernementale
OTR	Office Togolais des Recettes
PIB	Produit Intérieur Brut
PNUD	Programme des Nations Unies pour le Développement
PTF	Partenaire Technique et Financier
QUIBB	Questionnaire Unifié des Indicateurs de Base de Bien-être
SCAPE	Stratégie de Croissance Accélérée et de Promotion de l'Emploi
TIC	Technologie de l'Information et de la Communication
TNS	Taux Net de Scolarisation
UC	Unité de Consommation

LISTE DES GRAPHIQUES

Graphique II-1 : Incidence de la pauvreté (P0, en %) par milieu de résidence, 2006, 2011 et 2015	17
Graphique II-2 : Part de la population en 2015 et contribution à l'incidence de la pauvreté (C0, en %) par milieu, 2006, 2011 et 2015	18
Graphique II-3 : Incidence de la pauvreté (P0, en %) par groupe socio-économique, 2006, 2011 et 2015	19
Graphique II-4 : Incidence de la pauvreté (P0, en %) selon le sexe du chef de ménage, 2006, 2011 et 2015	20
Graphique II-5 : Incidence de la pauvreté (P0, en %) selon la taille des ménages, 2006, 2011 et 2015	20
Graphique II-6 : Incidence de la pauvreté (P0, en %) selon le niveau d'instruction du chef de ménage, 2006, 2011 et 2015	21
Graphique II-7 : Incidence de la pauvreté (P0, en %) selon le groupe d'âge du chef de ménage, 2006, 2011 et 2015	22
Graphique II-8 : Incidence de la pauvreté (P0, en %) selon le statut matrimonial du chef de ménage, 2006, 2011 et 2015	23
Graphique II-9 : Ratio de l'écart de revenu (P1/P0, en %) par milieu de résidence, 2006 et 2011 et 2015	24
Graphique II-10 : Incidence de l'extrême pauvreté (P0, en %) par milieu de résidence, 2006 et 2011 et 2015	25
Graphique II-11 : Robustesse de la tendance de la pauvreté au niveau national en 2006, 2011 et 2015	26
Graphique II-12 : Robustesse de la tendance de la pauvreté par milieu de résidence, 2015 ...	26
Graphique III-1 : Décomposition de l'incidence de la pauvreté entre les effets croissance et redistribution par milieu de résidence, 2011 à 2015	29
Graphique III-2 : Courbe croissance-incidence, niveau national, 2011 à 2015	30
Graphique III-3 : Courbe croissance-incidence, Grand Lomé, 2011 à 2015	30
Graphique III-4 : Courbe croissance-incidence, Autres urbains, 2011 à 2015	31
Graphique III-5 : Courbe croissance-incidence, milieu rural, 2011 à 2015	31
Graphique IV-1 : Evolution du pourcentage des ménages possédant le réfrigérateur selon le quintile et le milieu de résidence entre 2006,2011 et 2015	35
Graphique IV-2 : Evolution du pourcentage de ménages possédant un téléphone mobile, selon le quintile et le milieu de résidence entre 2006, 2011 et 2015	36
Graphique IV-3 : Evolution du pourcentage de ménages possédant un téléviseur, selon le quintile et le milieu de résidence entre 2006, 2011 et 2015	38
Graphique IV-4 : Evolution du pourcentage de ménages possédant une radio, selon le quintile et le milieu de résidence entre 2006, 2011 et 2015	38
Graphique V-1 : Pourcentage des ménages ayant accès à l'eau potable par milieu, 2006, 2011 et 2015	41

Graphique V-2 : Pourcentage des ménages ayant accès à l'eau potable par quintile et milieu, 2006, 2011 et 2015	42
Graphique V-3 : Pourcentage des ménages utilisant la nature par milieu, 2006, 2011 et 2015	43
Graphique V-4 : Pourcentage des ménages utilisant la nature par quintile et milieu, 2006, 2011 et 2015	44
Graphique V-5 : Pourcentage des ménages utilisant du bois comme énergie pour la cuisson par milieu de résidence, 2006, 2011 et 2015	45
Graphique V-6 : Pourcentage des ménages utilisant du charbon de bois comme énergie pour la cuisson par milieu de résidence, 2006, 2011 et 2015	45
Graphique V-7 : Pourcentage des ménages utilisant du bois comme énergie pour la cuisson par quintile et milieu, 2006, 2011 et 2015.....	46
Graphique V-8 : Pourcentage de ménages utilisant l'électricité par région, 2006, 2011 et 2015	46
Graphique V-9 : Pourcentage des ménages utilisant l'électricité par quintile et milieu, 2006, 2011 et 2015	47
Graphique VI-1 : Taux net de scolarisation au primaire par quintile et milieu en 2006, 2011 et 2015	50
Graphique VI-2 : Taux net de scolarisation au secondaire par quintile et milieu, 2006, 2011 et 2015	52
Graphique VI-3 : Taux d'alphabétisation des 15 ans et plus par quintile et milieu, 2006 2011 et 2015	53
Graphique VII-1 : Services de santé consultés par quintile de bien-être et par milieu de résidence.....	Error! Bookmark not defined.
Graphique VII-2 : Personnels de santé consultés par quintile de bien-être et par milieu de résidence.....	56

LISTE DES TABLEAUX

Tableau I-1 : Décomposition des dépenses des ménages par Catégorie, 2006, 2011 et 2015 ...	6
Tableau I-2 : Evolution du seuil de pauvreté entre 2006 et 2015.....	8
Tableau III-1 : Mesure des inégalités des dépenses, 2006, 2011 et 2015	32
Tableau VIII-1 : Résultats du modèle multivarié par domaine et au niveau national.....	61

LISTE DES ANNEXES

Chapitre 3

Annexe 3. 1 : Indices de pauvreté et contribution à la pauvreté selon le milieu de résidence 2006, 2011 et 2015	67
Annexe 3. 2 : Indices de pauvreté et contribution à la pauvreté par groupe socio-économique du chef de ménage 2006, 2011 et 2015	68
Annexe 3. 3 : Indices de pauvreté et contribution à la pauvreté selon le sexe du chef de ménage 2006, 2011 et 2015.....	69
Annexe 3. 4 : Indices de pauvreté et contribution à la pauvreté selon la scolarisation du chef de ménage 2006, 2011 et 2015	70
Annexe 3. 5 : Indices de pauvreté et contribution à la pauvreté selon le statut matrimonial du chef de ménage 2006, 2011 et 2015	71
Annexe 3. 6 : Indices de pauvreté et contribution à la pauvreté selon l'âge du chef de ménage 2006, 2011 et 2015	72
Annexe 3. 7 : Indices de pauvreté et contribution à la pauvreté selon la taille du ménage 2006, 2011 et 2015	73
Annexe 3. 8 : Indices de l'extrême pauvreté et contributions par milieu de résidence, 2006 et 2011 et 2015	74
Annexe 3. 9 : Indices de l'extrême pauvreté et contribution selon le sexe du chef de ménage 2006, 2011 et 2015	74
Annexe 3. 10 : Indices de l'extrême pauvreté et contribution selon le groupe socioéconomique du chef de ménage 2006, 2011 et 2015	75
Annexe 3. 11 : Indices de l'extrême pauvreté et contribution selon le niveau d'instruction du chef de ménage en 2015	76
Annexe 3. 12 : Indices de l'extrême pauvreté et contribution selon le statut matrimonial du chef de ménage en 2015	76
Annexe 3. 13 : Indices de l'extrême pauvreté et contribution selon l'âge du chef de ménage en 2015	77
Annexe 3. 14 : Indices de l'extrême pauvreté et contribution selon la taille du ménage en 2015	77

Chapitre 5

Annexe 5. 1 : Pourcentage des ménages possédant des biens durables par domaine entre 2006, 2011 et 2015	78
Annexe 5. 2 : Pourcentage des ménages possédant des biens durables par quintile et statut de pauvreté en entre 2006, 2011 et 2015	80

Chapitre 6

Annexe 6. 1 : Principale source d'eau des ménages par milieu de résidence	82
Annexe 6. 2 : Principale source d'eau des ménages par milieu et par quintile	83
Annexe 6. 3 : Type de toilette utilisé par les ménages par milieu de résidence.....	86
Annexe 6. 4 : Type de toilette utilisé par les ménages par quintile et par milieu	87
Annexe 6. 5 : Principale source d'énergie utilisée pour la cuisson par les ménages par milieu de résidence	89
Annexe 6. 6 : Principale source d'énergie utilisée pour la cuisson par les ménages par milieu de résidence et par quintile.....	90
Annexe 6. 7 : Pourcentage des ménages utilisant l'électricité par milieu de résidence	92
Annexe 6. 8 : Pourcentage des ménages utilisant l'électricité par milieu de résidence et par quintile.....	93

Chapitre 7

Annexe 7. 1 : Taux brut de scolarisation au primaire par domaine	94
Annexe 7. 2 : Taux net de scolarisation au primaire par domaine	94
Annexe 7. 3 : Taux net de scolarisation au primaire par quintile, par milieu et par domaine..	95
Annexe 7. 4 : Taux brut de scolarisation au primaire par quintile, par milieu et par domaine	97
Annexe 7. 5 : Taux net de scolarisation au secondaire par quintile, par milieu et par domaine	99
Annexe 7. 6 : Taux net de scolarisation au secondaire par domaine.....	101
Annexe 7. 7 : Taux net de scolarisation au secondaire par quintile, par milieu et par domaine	102
Annexe 7. 8 : Taux d'alphabétisation par domaine des individus âgés de 15 ans ou plus	104
Annexe 7. 9 : Taux d'alphabétisation par domaine de résidence des individus âgés de 15-24 ans.....	104
Annexe 7. 10 : Taux d'alphabétisation par domaine des individus âgés de 25-64 ans.....	105
Annexe 7. 11 : Taux d'alphabétisation par quintile des individus âgés de 15 ans ou plus.....	106
Annexe 7. 12 : Taux d'alphabétisation par quintile des individus âgés de 15-24 ans	107
Annexe 7. 13 Taux d'alphabétisation par quintile des individus âgés de 25-64 ans	110

Chapitre 8

Annexe 8. 1 : Service de santé consulté par milieu.....	112
Annexe 8. 2 : Personnel de santé consulté par milieu	113
Annexe 8. 3 : Service de santé consulté par quintile.....	114
Annexe 8. 4 : Personnel de santé consulté par quintile	116

INTRODUCTION

Depuis 2011, le Togo a connu une croissance économique moyenne de l'ordre de 5% grâce à la reprise de la coopération internationale, à l'investissement public dans la construction d'infrastructures économiques, à la promotion de l'emploi, etc. Dans un tel contexte, la réduction de la pauvreté sera possible si la croissance générée est pro-pauvre.

Les enquêtes budget-consommation et sur le Questionnaire Unifié des Indicateurs de Base de Bien-être (QUIBB) constituent des sources de données importantes pour évaluer la situation de la pauvreté dans un pays et mesurer les inégalités dans la redistribution de la croissance générée au sein de la population.

A l'heure d'évaluer la mise en œuvre des Objectifs du Millénaire pour le Développement (OMD) et les actions gouvernementales, notamment la Stratégie de Croissance Accélérée et de Promotion de l'Emploi (SCAPE), il est important de disposer des données fiables et de répondre aux préoccupations ci-après :

Quelle est la situation de pauvreté au Togo au terme des OMD ? Dans quelle mesure les ménages togolais ont-ils bénéficié de cette croissance économique ? Quels groupes sociaux ont profité le plus de cette croissance ? Est-ce que ces résultats sont fiables ? Les Togolais les plus pauvres ont-ils bénéficié de cette croissance (croissance pro-pauvre) ?

Ce rapport dénommé « Profil de pauvreté » analyse la pauvreté au Togo sur la période 2011-2015 à travers les données du QUIBB 2015. Il vise à analyser à la fois l'évolution de la pauvreté sur cette période et sa décomposition selon les différentes caractéristiques sociales, démographiques et les différentes couches au sein de la population par domaine.

La pauvreté est un phénomène multidimensionnel, caractérisé à la fois par une faible consommation de biens privés, mais aussi par la malnutrition, la maladie, une faible scolarisation, ou par un accès difficile aux services sociaux de base. Ces différents aspects de la pauvreté sont souvent combinés et interagissent, et ainsi, isolent des ménages, et parfois même des villages entiers, dans une pauvreté persistante. Les politiques de lutte contre la

pauvreté doivent couvrir les différentes dimensions de la pauvreté et être basées sur des informations solides sur le niveau de vie des ménages.

Cette enquête, à caractère national, comme les éditions passées et les enquêtes auprès des ménages, met l'accent sur trois grandes dimensions du bien-être des ménages : la consommation, l'accès aux services sociaux de base et le capital humain. Ses résultats devraient donc aider les décideurs, les Partenaires Techniques et Financiers (PTFs), les Organisations Non Gouvernementales (ONGS) et celles de la société civile, les chercheurs, etc. à mener des actions ciblées pour lutter efficacement contre la pauvreté.

Cette enquête permet aussi de présenter la situation de référence des indicateurs à mettre en place pour le suivi des Objectifs de Développement Durable (ODD) adoptés par la communauté internationale en septembre 2015¹.

L'analyse comparée des résultats de ces enquêtes QUIBB est aussi rendue possible par la grande similitude des questionnaires et de la méthodologie utilisée pour la construction des agrégats de dépenses.

Ce rapport d'analyse est structuré en six chapitres. Le premier chapitre présente la méthodologie utilisée pour le calcul des agrégats de dépenses, ainsi que l'élaboration des seuils de pauvreté. Le deuxième chapitre rappelle le contexte macroéconomique du pays, puis analyse les principaux résultats de la pauvreté monétaire tandis que la troisième utilise la possession de certains biens durables comme mesure alternative de la consommation des ménages pour appréhender les conditions de vie des ménages.

La pauvreté étant un phénomène multidimensionnel, ces mesures de bien-être basées sur la consommation privée sont enrichies par d'autres mesures non monétaires. Les trois chapitres suivants de ce rapport évaluent la pauvreté en termes d'accès aux services sociaux de base comme mesure du capital humain.

¹ Au Sommet sur le développement durable le 25 Septembre 2015, les États membres de l'ONU ont adopté un nouveau programme de développement durable, qui comprend un ensemble de 17 objectifs mondiaux visant à mettre fin à la pauvreté, lutter contre les inégalités et l'injustice, et à faire face au changement climatique d'ici à 2030.

CHAPITRE I. PAUVRETE MONETAIRE : METHODOLOGIE

A fin de mesurer la pauvreté monétaire, il faut évaluer le niveau de vie des individus ou ménages et définir un seuil de pauvreté par lequel chaque individu ou ménage est catégorisé selon sa position (en dessous ou au-dessus) par rapport au seuil. Pour effectuer cette catégorisation, deux éléments importants sont pris en compte, à savoir :

- ✓ la mesure du niveau de vie des ménages à travers la définition d'un indicateur de bien-être ;
- ✓ la détermination du seuil de pauvreté.

Conformément aux enquêtes précédentes (QUIBB 2006 et 2011) qui ont permis de mesurer la pauvreté, le QUIBB 2015 s'est basé sur les dépenses de consommation des ménages pour la mesure du niveau de vie. Le seuil de pauvreté est défini comme le niveau de bien-être en dessous duquel un ménage ou un individu est considéré comme pauvre. Le seuil de pauvreté peut être considéré comme correspondant aux dépenses minimums requises par un individu pour répondre à ses besoins de base, alimentaires ou non.

I.1 Sources de données

Les données issues des enquêtes auprès des ménages (QUIBB) réalisées en 2006, 2011 et 2015 par l'Institut National de la Statistique et des Etudes Economiques et Démographiques (INSEED) ont, respectivement porté sur 7500, 5532 et 2335 ménages représentatifs de la population togolaise au niveau national. Lesdites enquêtes visent le même objectif principal, qui est de fournir des éléments nécessaires à l'évaluation de la pauvreté. Il s'agit :

- d'informations sociodémographiques (composition du ménage, éducation, emploi, etc.) ;
- des caractéristiques du logement (nature du sol, matériaux du mur, du toit, nombre de pièces, etc.) ;

- de la possession des biens durables (véhicules, réfrigérateurs, motos, téléphones portables, postes radios et téléviseurs, etc.) ;
- de l'accès aux infrastructures de base (eau et assainissement, école, centre de santé, électricité, etc.).

Les enquêtes QUIBB collectent des informations suffisantes pour l'estimation des dépenses (alimentaires et non alimentaires) totales de consommation de chaque ménage. Cette estimation prend en compte tous les produits alimentaires et non alimentaires qui, peuvent être achetés par les ménages ou acquis par ceux-ci (autoconsommation/autofourniture, rémunération d'un travail en nature, cadeaux reçus, etc.).

I.2 Construction de l'indicateur du bien-être

L'utilisation de la consommation des ménages comme instrument de mesure du niveau de vie des populations nécessite la prise en compte des facteurs ci-après :

- ✓ la taille du ménage ;
- ✓ la composition du ménage (enfants et adultes) ;
- ✓ les variations du coût de la vie entre les régions.

Au Togo, l'agrégat sur lequel porte l'analyse de la pauvreté est *la dépense par équivalent adulte*. Cet agrégat est obtenu en divisant la dépense totale du ménage par l'équivalent adulte, mesure donnée par l'Organisation des Nations Unies pour l'Agriculture et l'Alimentation (FAO). La variation du coût de la vie sera prise en compte pour le calcul du seuil de pauvreté.

Conformément à 2006 et 2011, c'est l'échelle d'équivalence adulte de la FAO qui a été utilisée pour calculer les dépenses au niveau du bien être par équivalence adulte. L'encadré ci-dessous montre la façon dont elle a été déterminée.

Encadré n°1 : Méthode de détermination des échelles d'équivalence adulte

L'échelle couramment utilisée est celle de la FAO et de l'Organisation Mondiale de la Santé (OMS). Elle repose sur les mêmes principes de calcul d'une unité de consommation sur la base des besoins d'un adulte de référence. Cette personne de référence est un homme, et la consommation d'une femme adulte vaut 0,8 fois celle d'un homme adulte, celle d'un enfant de moins de 15 ans équivalant à 0,5 fois la consommation d'un homme adulte. Les échelles d'Oxford font référence à une Unité de Consommation (UC), en tant qu'unité de compte dont la base est généralement le niveau des besoins ou des dépenses d'un adulte appelé « adulte de référence » ou « premier adulte ». Les besoins ou la consommation des autres membres du ménage sont exprimés en fractions de cette unité de compte. Dans la majorité des pays africains, l'échelle d'Oxford qu'on utilise attribue au premier adulte du ménage 1 U.C, aux autres adultes 0.7 U.C et 0.5 U.C pour les enfants de moins de 15 ans. La différence de 0.3 entre premier adulte et les autres adultes constitue une part fixe qui représente les dépenses incompressibles auxquelles le ménage est confronté. Le nombre d'unités de consommation est déterminé par la formule suivante :

$$m = 1 + 0,7Na + 0,5Ne$$

où m=Nombre d'unités de consommation ou l'échelle d'équivalence, Na=Nombre d'adultes âgés de plus de 15 ans et Ne= Nombre d'enfants âgés de moins de 15 ans. Cette échelle tient compte de l'accroissement de la consommation et des économies d'échelles réalisées lorsqu'un adulte ou un enfant s'ajoute.

L'agrégat de dépenses des ménages prend en compte toutes les dépenses dites « courantes ». Les dépenses en capital (ie. l'achat d'une maison ou d'une terre agricole) et les achats de biens durables (poste téléviseur, automobile etc.) ne sont pas comptabilisés dans la mesure de bien-être. Par contre, une valeur d'usage de tous les biens durables a été calculée et incorporée dans la mesure de bien-être. Cette valeur d'usage est basée sur la valeur actuelle des différents biens durables ainsi que sur un taux d'amortissement spécifique à chaque type de biens.

En ce qui concerne la consommation alimentaire, les dépenses en espèces ont été naturellement prises en compte, mais aussi l'autoconsommation alimentaire des ménages agricoles. La valeur de cette autoconsommation a été évaluée par les ménages eux-mêmes.

De même, les dépenses de loyer ont été prises en compte. Aussi, en ce qui concerne les ménages propriétaires de leur propre logement ou maison, une valeur imputée a été estimée. Cette imputation a été effectuée à l'aide d'une série de régressions dites « hédoniques ». Ces régressions, effectuées sur l'échantillon des ménages locataires, font le lien entre le loyer déboursé et les caractéristiques des logements loués. Par la suite, les coefficients de ces régressions ont été appliqués sur les caractéristiques des logements des ménages-propriétaires afin de calculer un loyer imputé.

Une fois les différents postes de dépenses annualisés, la présence de valeurs aberrantes a été détectée et ces valeurs ont été ré-estimées par la valeur médiane (item par item, milieu par milieu). Une infime proportion des dépenses (moins que 0,5%) ont été ré-estimées.

Un soin particulier a été apporté au calcul de ces agrégats, afin de s'assurer que ceux-ci soient les plus comparables possibles entre les enquêtes de 2006, 2011 et 2015.

Les différentes dépenses ont été regroupées en 12 grands postes. Le Tableau I-1 montre, pour 2006, 2011 et 2015, la proportion des dépenses pour chacun de ces grands postes. Les dépenses alimentaires représentent la plus importante des dépenses des ménages, quelle que soit l'année considérée. Comparativement à 2011, la part des dépenses alimentaires dans les dépenses des ménages a augmenté de 3,6 point de pourcentage en 2015 (44,4% des dépenses totales). Cette part est quasiment égale à celle de 2006 (44,1% des dépenses totales).

De plus sur la même période 2006-2015, la part des dépenses de santé dans les dépenses totales a augmenté de 2,7 points passant de 3,3% en 2006 à 3,9% en 2011 pour s'établir à 6,0% en 2015.

Il en est de même pour les dépenses de communication qui ont plus que doublé entre 2006 et 2015 ; ceci s'explique par la pénétration des Technologies de l'Information et de la Communication (TIC) à travers l'usage des téléphones portables, des microordinateurs, de l'internet, etc.

Par contre, des postes de dépenses tels que l'éducation, le logement, l'eau et l'électricité, les loisirs et la culture, l'alcool et le tabac ont vu leur part dans les dépenses totales des ménages diminuer.

Tableau I-1 : Décomposition des dépenses des ménages par Catégorie, 2006, 2011 et 2015

Biens (par catégorie)	2006	2011	2015
Alimentation	44,1	40,8	44,4
Alcool & Tabac	2,2	1,7	1,3
Habillement et Chaussure	4,8	5,4	3,7
Logement, Eau & Électricité	12,9	11,2	7,4
Articles et entretien du foyer	4,4	4,3	4,2
Santé	3,3	3,9	6,0
Transport	5,3	7,1	6,3
Communication	2,2	3,9	4,9
Loisir & Culture	1,0	1,0	0,8
Éducation	3,7	4,9	3,4
Hôtel & Restaurant	7,5	6,5	7,9
Biens & Services divers	8,7	9,4	9,7
Dépenses Totales	100,0	100,0	100,0

Sources : QUIBB de 2006, 2011 et 2015, estimations INSEED

I.3 Seuil de pauvreté de monétaire

Après le choix d'un indicateur de bien-être, il faut disposer d'un seuil de pauvreté. Ce seuil est conçu de manière à permettre de classer les personnes pauvres ou non pauvres et à déterminer leurs besoins minima. La difficulté est de définir ces besoins minima (alimentaires et non alimentaires).

La construction de l'indicateur du niveau de vie des ménages, qui porte que sur les dépenses de consommation courantes y compris l'autoconsommation et la valeur d'usage des biens durables (Encadré n°2), est faite en trois étapes. La première est le regroupement des dépenses de consommation. Et pour tenir compte des différences de milieu de résidence sur les modes et coûts de la vie dans les régions, la solution adoptée dans la présente analyse est de déflater les dépenses de consommation dans les différentes régions ou domaines d'études que sont Lomé (Le grand Lomé), Autres milieux urbains et Milieu rural. Enfin, la troisième étape a consisté à prendre éventuellement en compte la structure et la composition du ménage, en procédant à un dernier ajustement, c'est à dire en rapportant la dépense de consommation par le nombre d'unités de consommation.

Encadré n°2 : Méthode de détermination de la valeur d'usage des biens durables

Le QUIBB 2015, tout comme les QUIBB précédents, comprend un module (O) portant sur l'inventaire des biens durables dans le ménage, et comprenant les variables suivantes pour chaque type de bien : (i) le nombre d'unités du bien possédés (n), (ii) l'Âge du dernier bien possédé (T), (iii) la Valeur d'acquisition du dernier bien (V_0), et (iv) la Valeur actuelle du dernier bien (V_a). La valeur d'usage d'un bien durable se calculerait suivant la formule :

$V_u = V_a (r_t - \pi_t + d)$, où r_t est le taux d'inflation au temps t, π_t le taux d'inflation spécifique au bien durable et au temps t, et d, le taux de dépréciation du bien durable.

Compte tenu des informations disponibles dans le QUIBB 2015, les hypothèses et calculs suivants ont été faits :

$(d - \pi_t) = 1 - (V_a/V_0)^{1/T}$, c'est la médiane de ce taux qui est retenue pour chaque bien, compte tenu de la qualité des données disponibles.

Compte tenu de la libéralisation du marché bancaire et tenant compte des différents taux, r_t est fixé à 10%.

La valeur d'usage d'un bien durable est obtenue suivant la formule suivante :

$$n * (r + \text{MÉDIANE}(d - \pi_t)) * V_a$$

Cette valeur d'usage est calculée pour chaque type de bien durable et consolidée dans le poste "Biens et Services divers" de l'indicateur de niveau de vie.

Concernant le seuil de pauvreté de 2015, il a été obtenu en actualisant celui de 2011 par le taux d'inflation entre 2011 et la période de collecte de l'enquête (juillet et août 2015). Sachant que le seuil national en 2011 était de 323 388 francs CFA, et que le déflateur en août 2015 était de 1,065, le nouveau seuil en 2015 s'obtient en multipliant le seuil de 2011 par ledit déflateur. Le seuil de pauvreté au niveau national est alors de 344 408 francs CFA. En 2006, ce seuil était établi à 276 400 francs CFA. Ce seuil de pauvreté nationale a augmenté respectivement de 17 et 6,5 points de pourcentage sur les périodes 2006-2011 et 2011-2015. Cette augmentation est de 24,6% entre 2006 et 2011, soit une augmentation moyenne annuelle de 2,2%.

Tableau I-2 : Evolution du seuil de pauvreté entre 2006 et 2015

Année	2006	2011	2015
Seuil de pauvreté monétaire (FCFA)	276400	323388	344408
Variation		17,0	6,5
Déflateur		1,170	1,065

Sources : QUIBB de 2006, 2011 et 2015, estimations INSEED

I.4 Seuil de pauvreté alimentaire

En 2006, le calcul de pauvreté alimentaire a visé la sélection d'un panier de biens de 77 produits individualisables pour le calcul du seuil de pauvreté alimentaire. Ce panier qui représente 94,2% des produits alimentaires entrant dans l'équation de niveau de vie des ménages, est en plus composé dans toutes les régions du pays. Un seuil de pauvreté alimentaire est calculé en utilisant les prix de Lomé, et par la méthode de l'énergie nutritive basée sur un panier équilibré de produits en simulant la norme des besoins caloriques de 2100 kilo calories par personne, ou de 2300, 2400 et 2500 Kilo calories en tant que besoins pour un équivalent adulte ; ce qui correspond à une dépense journalière de 293 FCFA par équivalent adulte pour un besoin nutritionnel de 2400 Kilo calories, 107088 FCFA par an.

En 2011, une autre méthodologie de calcul du seuil de pauvreté alimentaire a été adoptée. Il est estimé sur la base de 1\$ US par jour et par équivalent adulte (ce qui donne 162 900 FCFA pour une année). C'est la même méthode qui est utilisée en 2015, le seuil est déterminé en utilisant la moyenne du coût d'un dollar US en monnaie locale sur les douze (12) derniers mois précédents l'enquête (de septembre 2014 à août 2015). Cela correspond donc à 562,67 FCFA par jour par équivalent adulte, soit un seuil de pauvreté alimentaire annuel de 202 560 F CFA.

Tableau I-3: Evolution du seuil de pauvreté alimentaire entre 2006 et 2015

Année	2006	2011	2015
Seuil de pauvreté extrême	107088	162900	202560
Variation (%)		52.1	24.4

Sources : QUIBB de 2006, 2011 et 2015, estimations INSEED

I.5 Formulation des Indicateurs de Pauvreté

La mesure de la pauvreté est en soi une fonction statistique. Elle compare l'indicateur de bien-être du ménage et le seuil de pauvreté et traduit le résultat en un seul nombre pour toute la population, ou pour un sous-groupe déterminé. Il existe de nombreuses mesures alternatives, mais les trois mesures les plus couramment utilisées sont celles des indices FGT (Foster, Greer et Thorbecke, 1984) : l'incidence, la profondeur et la sévérité.

La formule générique FGT est : $P_\alpha = \frac{1}{n} \sum_i^q \left(\frac{z-y}{z}\right)^\alpha$

Où n est le nombre d'individus sous analyse, q est le nombre d'individus pour lesquels la consommation par équivalent adulte y est sous le seuil de pauvreté z , et α est le paramètre indiquant l'importance accordée aux plus pauvres parmi les pauvres. Habituellement, les trois premières valeurs du paramètre α est utilisé.

I.5.1 L'incidence de la pauvreté

Nous obtenons pour $\alpha = 0$, l'indice suivant : $P_0 = \frac{p}{n}$. Cette mesure appelée aussi taux de pauvreté est l'indicateur standard le plus courant. Il correspond au pourcentage de la population dont les revenus ou les dépenses de consommation par habitant se situent en dessous du seuil de pauvreté, c'est-à-dire au pourcentage de la population qui n'a pas les moyens d'acheter un panier de biens de base. Cet indice a été critiqué, notamment par Sen (1976), parce qu'il n'indique que le nombre de pauvres, et non l'ampleur de la pauvreté. Ainsi, si les pauvres devenaient encore plus pauvres, l'indice P_0 ne changerait pas.

I.5.2 La profondeur de la pauvreté

Pour $\alpha = 1$, la profondeur est mesurée par : $P_1 = \frac{1}{n} \sum_i^q \left(\frac{z-y}{z}\right)$

La profondeur de la pauvreté mesure la gravité de la situation des pauvres. Il indique à quel niveau au-dessous du seuil de pauvreté se situe leur consommation. L'écart par rapport au seuil de pauvreté, qui lui est apparenté, mesure le déficit total de tous les pauvres : leur insuffisance de ressources par rapport au seuil de pauvreté. Autrement dit, il correspond au montant nécessaire pour amener tous les pauvres au seuil de pauvreté. Cet écart est donc une mesure beaucoup plus parlante que la simple comptabilisation des pauvres parce qu'elle prend en compte la répartition de ces derniers.

I.5.3 La sévérité de la pauvreté

Pour $\alpha = 2$, la sévérité de la pauvreté est mesurée par : $P_2 = \frac{1}{n} \sum_i^q \left(\frac{z-y}{z} \right)^2$.

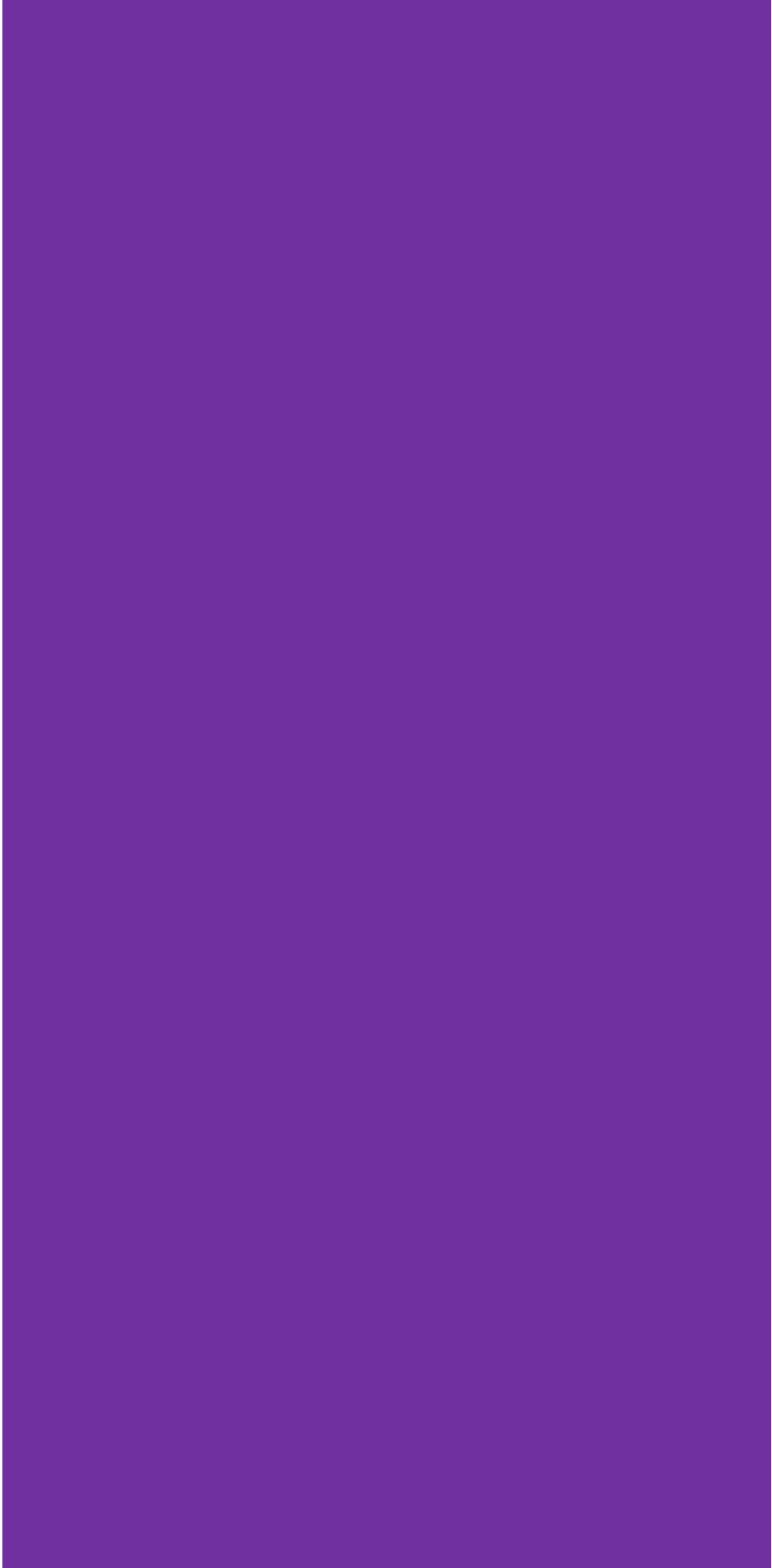
Cette mesure tient compte non seulement de la distance séparant les pauvres de la ligne de pauvreté (l'écart de pauvreté), mais aussi de l'inégalité entre les pauvres. Elle attribue une pondération plus importante aux ménages situés à plus grande distance de la ligne de pauvreté.

I.5.4 La contribution à la pauvreté

Au-delà de ces trois mesures, l'étude tient compte aussi de la contribution de chaque sous-groupe de la population à la pauvreté globale en utilisant la formule ci-après :

$$C_j = \frac{x_j * P_{\alpha j}}{P_{\alpha}}$$

Avec x_j la proportion du groupe j dans la proportion totale (les ménages), $P_{\alpha j}$ l'indice de la pauvreté du groupe j et P_{α} l'indice de pauvreté au niveau global.



CHAPITRE II. : SITUATION ECONOMIQUE ET TENDANCES DE LA PAUVRETE MONETAIRE

Ce chapitre permet de faire la classification des ménages selon les différents indices de pauvreté, après une revue de la situation macroéconomique du pays. Il est divisé en trois sections.

La première section retrace un bref aperçu du contexte macroéconomique du Togo au cours de la période. La deuxième section traite de l'incidence de la pauvreté en prenant en compte les caractéristiques telles que le milieu de résidence, la taille du ménage, le groupe socioéconomique, l'âge, le niveau d'instruction, le statut matrimonial du chef de ménage. Enfin, la troisième section présente la situation des pauvres à travers l'analyse de la profondeur de la pauvreté et de l'extrême pauvreté.

II.1 Aperçu de la situation économique du pays

Cette section présente d'abord un bref aperçu du Togo et de son niveau de développement humain en référence à l'Indice de développement humain élaboré par le Programme des Nations Unies pour le développement (PNUD). Elle retrace ensuite les récents développements économiques du pays, notamment la croissance économique et les contributions sectorielles au Produit intérieur brut. La dernière partie illustre les perspectives et performances budgétaires du gouvernement du Togo.

II.1.1 Le Togo a un niveau de développement humain encore faible

Le Togo est un pays d'Afrique de l'Ouest d'une superficie de 56 785 kilomètres carrés, disposant d'un littoral d'une cinquantaine de kilomètres sur le golfe de Guinée. La population du Togo est estimée par l'institut National de la Statistique et des Etudes Economiques (INSEED) à 6,8 millions d'habitants en 2014 et environ 7 millions d'habitants en 2015. Elle est concentrée à 25,8% dans l'agglomération de la capitale Lomé.

Cette population croît à un rythme soutenu de 2,8 % par an en moyenne. La population jeune de moins de 15 ans représente un peu plus de 40 % de la population totale. Le rapport 2015 du PNUD sur le développement humain classe le Togo au 162^{ème} rang mondial sur 188 pays, au 29^{ème} rang sur 53 pays africains et au premier rang des pays de l’UEMOA.

Tableau II-1 : Evolution : Indice de développement humain (IDH) 2015 dans les pays membres de l’UEMOA

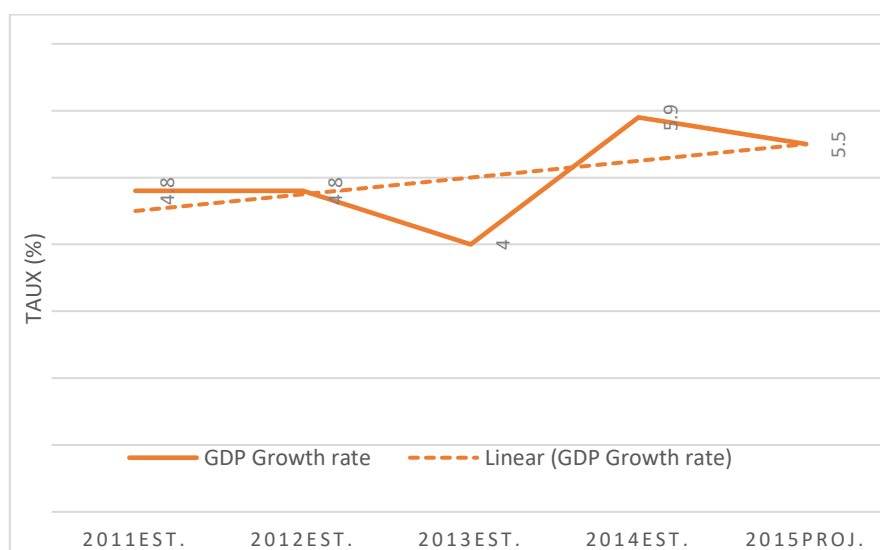
Rang	Pays	Indice
1	Togo	0.484
2	Bénin	0.480
3	Sénégal	0.466
4	Côte d'Ivoire	0.462
5	Guinée-Bissau	0.420
6	Mali	0.419
7	Burkina Faso	0.402
8	Niger	0.348

Source : rapport IDH 2015

II.1.2 Stratégie du gouvernement et croissance économique

Le Togo connaît une croissance économique rapide ces dernières années. Le taux de croissance du PIB est passé de 4,8 % en 2012 à 4.0 % en 2013 et est estimé respectivement à 5,9 % et 5,5% en 2014 et en 2015. Du coup, la croissance du revenu par tête devrait se situer à 3,1 % en 2015.

Graphique II-1 : Taux de croissance du PIB du Togo



Source: Ministère de l'Economie des Finances et la Planification et du Développement

En effet, depuis 2013, les autorités togolaises mettent en œuvre la Stratégie de Croissance Accélérée et de Promotion de l'Emploi (SCAPE). Cette stratégie repose sur cinq axes : (i) développement des secteurs à fort potentiel de croissance ; (ii) renforcement des infrastructures économiques ; (iii) développement du capital humain, de la protection sociale et de l'emploi ; (iv) renforcement de la gouvernance ; (v) promotion d'un développement participatif, équilibré et durable.

Deux facteurs essentiels expliquent cette performance de l'économie togolaise. Il y a d'abord l'ambitieux programme d'investissement mis en place par le gouvernement qui est passé de 127,3 milliards de FCFA en 2013 à 229 milliards de FCFA en 2014 et à 279,7 milliards de FCFA dans le budget 2015, soit respectivement 18,3%, 31,8% et 33,8% des budgets de 2013, 2014 et 2015.

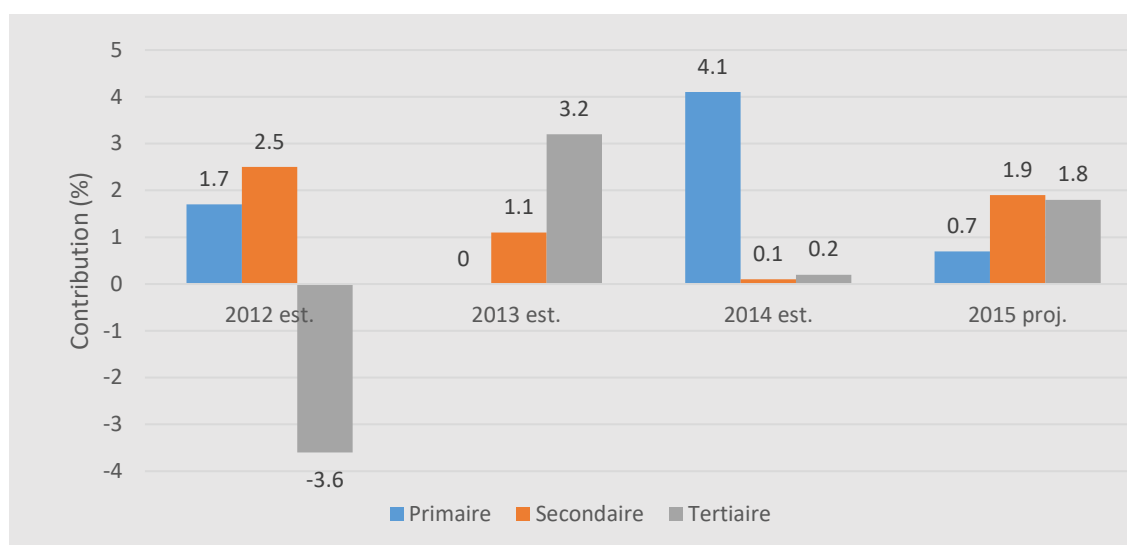
Ensuite, le secteur primaire (en particulier la production agricole), qui représentait 30,9% du PIB, a connu une très bonne récolte en 2014 à la suite de conditions climatiques excellentes et des investissements importants dans le secteur. Cependant, en 2015, la performance du secteur agricole (en termes de croissance) était nettement inférieure à celle de 2014 en raison des faibles précipitations.

La croissance du secteur primaire a augmenté de 14,3% entre 2013 et 2014, passant de 372,7 milliards de FCFA en 2013 à 426,2 milliards de FCFA en 2014. Les principaux moteurs de la croissance dans ce secteur étaient à la fois des cultures vivrières et de rente dont la production a augmenté de 20,8% et 5,1% respectivement.

En 2015, la croissance dans le secteur primaire est estimée avoir augmenté que de 2,4% seulement. Les résultats peu reluisants enregistrés en 2015 par le secteur primaire sont essentiellement dus à la faiblesse et à la variabilité des précipitations.

Il faut toutefois noter que l'économie du Togo est dominée par le secteur tertiaire. En 2014, ce secteur représentait 49,1 % du PIB, contre 30,9 et 20,0 % pour le secteur primaire et le secteur secondaire respectivement. Cette répartition sectorielle est estimée à 49,4%, 29,9% et 20,7% pour les secteurs tertiaires primaires et secondaires respectivement en 2015. L'agriculture demeure toutefois le socle de l'économie togolaise, puisqu'elle emploie environ 65,0 % de la population active du pays.

Graphique II-2 : Contribution des secteurs à la croissance économique



Sources : INSEED et Ministère de l'Economie et des Finances.

Il importe aussi de noter que la récente croissance du Togo repose essentiellement sur l'essor des secteurs secondaire et tertiaire. Le secteur secondaire est estimé avoir contribué à la croissance à hauteur de 1,9% en 2015 contre 0,1% en 2014, tandis que le secteur tertiaire est estimé à avoir contribué pour 1,8 % en 2015 contre 0,2% en 2014. Alors que la contribution du secteur primaire était de 4,1% en 2014, elle a chuté à 0,7% en 2015.

Tableau II-3: Quelques indicateurs économiques du Togo

	2012	2013	2014
Population (milliers)	6 491,0	6 648,0	6 809,0
PIB (prix courants en milliards de FCFA)	1 974,0	2 061,4	2 216,1
PIB/ha (milliers de FCFA)	304,1	303,3	325,5
Croissance économique	4,8 %	4,0 %	5,9 %
Indice des prix à la consommation (variation annuelle)	+2,6 %	+1,8 %	+0,2 %
Dette Publique Intérieure et extérieure (% du PIB)	45,6%	44,3%	52,7%
Dette extérieure (en % du PIB)	14,0%	17,3%	21,1%

Sources : INSEED et Direction de l'Economie²

Toutefois, la croissance par habitant du Togo est inférieure à celle d'autres États fragiles, comme la Côte d'Ivoire et la République Démocratique du Congo, qui ont enregistré des taux de croissance des revenus par habitant de 5,3% et 5,5 % respectivement en 2014.

² Rapport de la Direction de l'Economie intitulé « Perspectives économiques à moyen terme 2015-2019 » et daté de juillet 2015)

Tableau II-3 : Taux de croissance réel du PIB au Togo et dans les pays voisins

	2011	2012	2013	2014est.	2015est.
Benin	3,0	4,6	6,9	6,5	5,2
Burkina Faso	6,6	6,5	6,6	4,0	5,0
Cote d'Ivoire	-4,4	10,7	8,7	7,5	7,7
Togo	4,8	4,8	4,0	5,9	5,5
Senegal	1,7	3,4	3,5	4,5	4,6
Ghana	14	8	7,3	4,2	3,5

Sources : Autorités gouvernementales, Fonds Monétaire International et Banque Mondiale

II.1.3 Performance budgétaire

Au cours des années récentes, le gouvernement s'est engagé à mener des réformes pour augmenter les recettes fiscales et élargir l'assiette fiscale.

Au cours des trois derniers exercices clos la pression fiscale a augmenté de manière significative passant de 20 pourcent du PIB en 2013 à presque 22 pourcent du PIB en 2015. Cette évolution résulte de la révision du Code des Impôts et du Code des Douanes, ainsi que de la restructuration des administrations fiscales et douanières : création de l'Office Togolais des Recettes (OTR).

L'évolution des dépenses courantes a été inférieure à 1 point entre 2013 et 2014, traduisant une volonté politique de contenir ces dépenses à des niveaux compatibles avec les ressources disponibles. Par contre, pour les investissements qui ont eux aussi évolué faiblement (moins de 1 point sur deux ans) l'explication réside davantage dans les difficultés à mettre en œuvre et/ou accélérer la réalisation des projets.

Cependant, le déficit primaire est passé de 2,7% du PIB en 2013 à 4,7% du PIB et pourrait même atteindre 7.1% du PIB en 2015.

Au cours des trois derniers exercices clos les dotations budgétaires par secteur n'ont pas été généralement conformes aux priorités du Gouvernement à savoir les dépenses sur l'Education, l'Agriculture et la santé, ont représenté seulement en moyenne 27.0% du PIB de total des dépenses entre 2012 et 2014. En 2014, presque 20 pourcent du budget de l'Etat était lié aux travaux publics (investissements pour le renforcement des infrastructures économiques).

II.2 Evolution de la pauvreté au Togo

Cette analyse se fera par rapport aux différents déterminants de la pauvreté que sont le milieu de résidence, la taille du ménage, le sexe du chef de ménage, son âge, le groupe socioéconomique auquel il appartient, son niveau d'éducation, son statut matrimonial, etc.

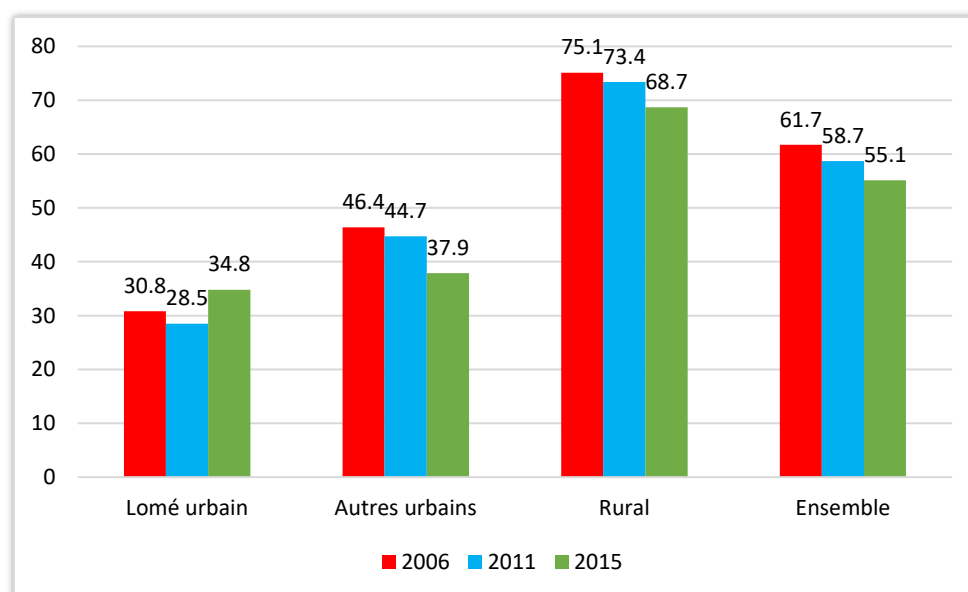
II.2.1 Incidence de la pauvreté selon le milieu de résidence

Au niveau national, la pauvreté a régressé sur la période allant de 2006 à 2015. Comme le montre le Graphique II-3, l'incidence de la pauvreté est passée de 61,7% en 2006 à 58,7% en 2011 et 55,1% en 2015.

L'analyse selon le milieu permet de constater que sur les trois années, la pauvreté est plus marquée dans le milieu rural que dans les autres milieux. Il faut noter ainsi qu'en 2015, l'incidence de la pauvreté est de 68,7% dans le milieu rural alors qu'il est 37,9% dans les autres milieux urbains et 34,8% à Lomé.

La contribution à la pauvreté est également plus élevée dans le milieu rural que dans les autres milieux aussi bien en 2006, en 2011 qu'en 2015 (Graphique II-4). Cela est dû au fait que le milieu rural rassemble la plus grande partie de la population mais également une plus grande proportion de pauvres.

Graphique II-3 : Incidence de la pauvreté (P0, en %) par milieu de résidence, 2006, 2011 et 2015



Sources : QUIBB 2006, 2011, 2015, estimations INSEED

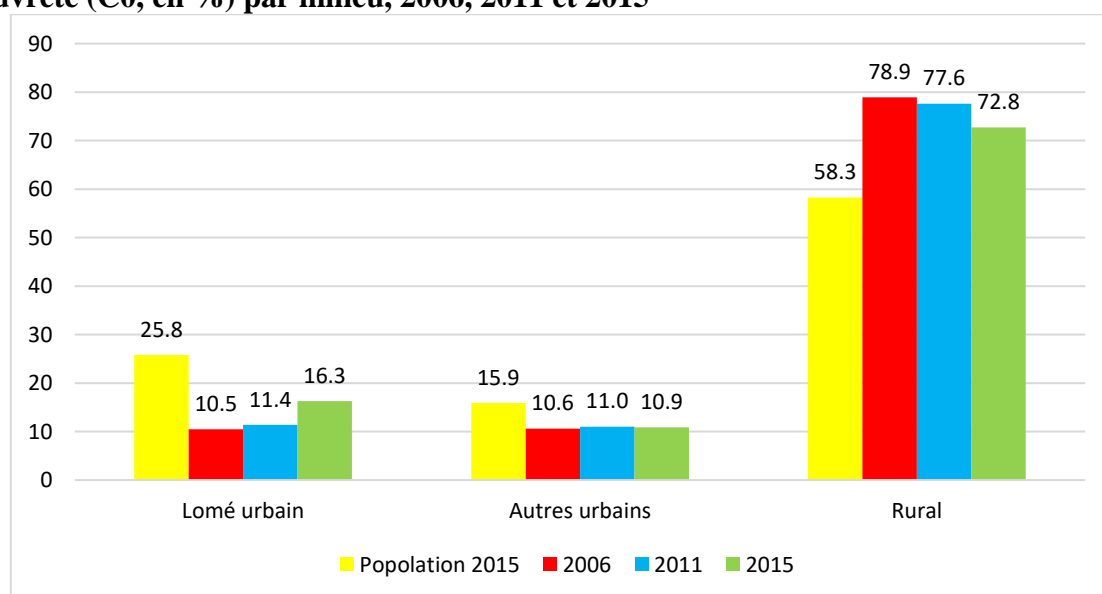
Un regard sur l'évolution de la pauvreté permet de constater qu'entre 2011 et 2015, la pauvreté a augmenté de 6,3% dans Lomé tandis qu'elle a baissé de 6,8% dans les autres milieux urbains et de 4,7% dans le milieu rural (Annexe 3. 1). La forte croissance de la pauvreté à Lomé pourrait paraître à première vue paradoxale, mais en réalité cette aggravation de la pauvreté a été surtout portée par le niveau des prix dans la capitale et dans ses environs.

Cette inflation a frappé beaucoup plus les produits alimentaires qui constituent plus du tiers de la consommation des ménages. La mauvaise récolte céréalière des suites des faibles précipitations ayant entraîné une chute de la croissance du secteur primaire pourraient aussi expliquer une telle situation.

En 2015, un individu sur quatre (25,8%) habite Lomé contre 15,9% dans les autres milieux urbains et 58,3% en milieu rural. L'accroissement de la population de Lomé de 2,3 points de pourcentage combiné à celui de la pauvreté de 6,3 points de pourcentage entre 2011 et 2015 a naturellement conduit à une forte hausse de la contribution de la ville de Lomé à la pauvreté nationale.

Cette contribution est passée de 11,4% en 2011 à 16,3% en 2015, soit un accroissement de 4,9 points de pourcentage. Du coup, le milieu rural a connu une baisse de sa contribution à la pauvreté nationale, même si celle-ci demeure élevée tandis que la contribution au niveau des autres milieux urbains a pratiquement stagné.

Graphique II-4 : Part de la population en 2015 et contribution à l'incidence de la pauvreté (C0, en %) par milieu, 2006, 2011 et 2015



Sources : QUIBB 2006, 2011, 2015, estimations INSEED

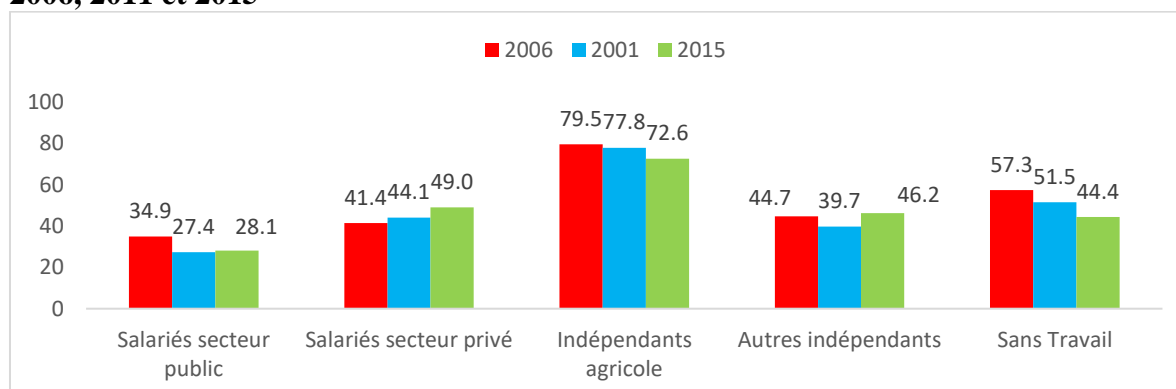
II.2.2 Incidence de la pauvreté selon le groupe socioéconomique du chef de ménage

L'analyse de l'incidence de la pauvreté selon le groupe socioéconomique du chef de ménage montre que la pauvreté est plus élevée dans les ménages dirigés par des indépendants agricoles. L'incidence de la pauvreté dans ce groupe est de 72,6% en 2015 et est plus faible que celle de 2011, 77,8% (Graphique II-5).

Les ménages dirigés par les salariés du secteur public enregistrent en 2015, l'incidence de la pauvreté la plus faible, 28,1%. Cela correspond à une légère hausse de 0,7% par rapport à la valeur de 2011. Chez les ménages dont le chef est salarié du secteur privé, cette incidence est plus élevée (49,0%) et a connu une augmentation d'une enquête à l'autre passant de 41,4% en 2006 à 44,1% en 2011 puis à 49,0% en 2015.

Les ménages dont le chef est sans travail et ceux dont le chef appartient à la catégorie « autres indépendants » enregistrent respectivement en 2015 des incidences de pauvreté de 44,4% et 46,2% (Annexe 3. 2).

Graphique II-5 : Incidence de la pauvreté (P0, en %) par groupe socio-économique, 2006, 2011 et 2015

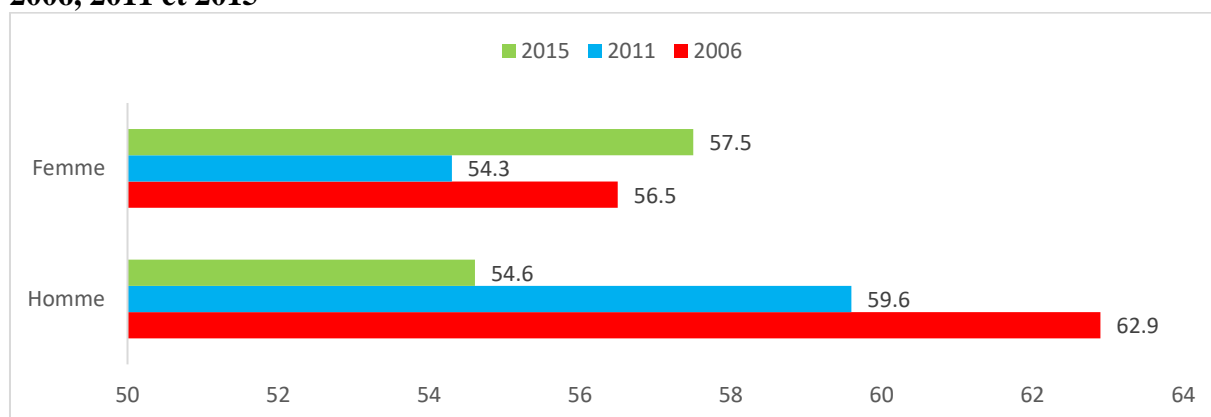


Sources : QUIBB 2006, 2011, 2015, estimations INSEED

II.2.3 Incidence de la pauvreté selon le sexe du chef de ménage

En 2015, l'incidence de la pauvreté est plus élevée dans la catégorie des ménages dirigés par les femmes (57,5%) que dans ceux dirigés par les hommes (54,6%). Tandis que la pauvreté des ménages dont le chef est un homme a diminué entre 2011 et 2015 de 3,0 points de pourcentage, celle dont le chef est une femme a paradoxalement augmenté de 3,2 points de pourcentage sur la même période, inversant la tendance constatée entre 2006 et 2011 (Annexe 3. 3). Une analyse plus approfondie devrait permettre de cerner les facteurs qui expliquent cette augmentation de la pauvreté des ménages dirigés par les personnes de sexe féminin.

Graphique II-6 : Incidence de la pauvreté (P0, en %) selon le sexe du chef de ménage, 2006, 2011 et 2015

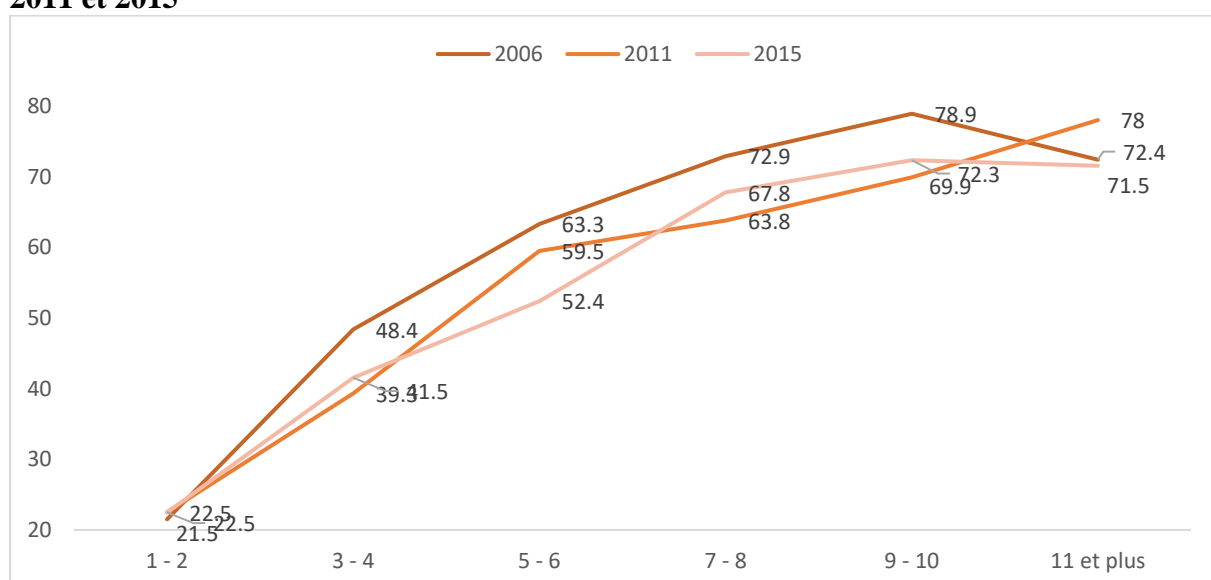


Sources : QUIBB 2006, 2011 et 2015, estimations INSEED

II.2.4 Incidence de la pauvreté selon la taille du ménage

Les résultats du Graphique II-7 montrent que l'incidence de la pauvreté augmente avec la taille du ménage ; ce constat est valable en 2006, 2011 et 2015. Chez les ménages de tailles de 1 à 2 personnes, l'incidence de la pauvreté est restée inchangée entre 2011 et 2015, elle est de 22,5%. Elle a augmenté chez les ménages de 3 à 4 personnes, 7 à 8 personnes et 9 à 10 personnes. Chez les ménages de tailles de 5 à 6 personnes, de 11 personnes et plus par contre, l'incidence de la pauvreté a diminué entre 2011 et 2015 (Annexe 3. 7).

Graphique II-7 : Incidence de la pauvreté (P0, en %) selon la taille des ménages, 2006, 2011 et 2015



Sources : QUIBB 2006, 2011 et 2015, estimations INSEED

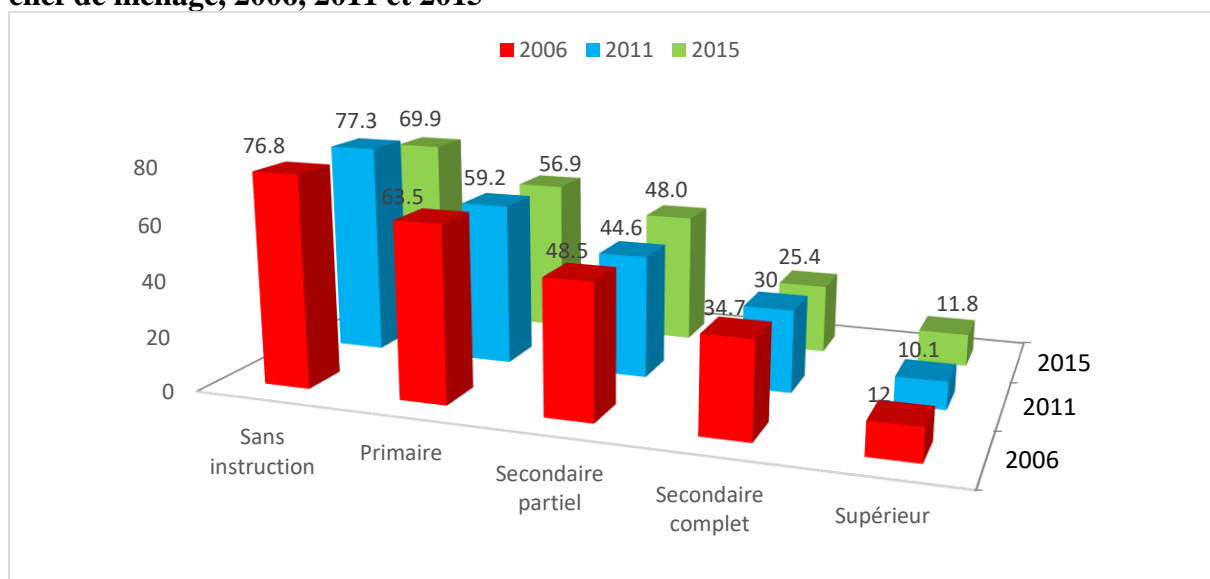
II.2.5 Incidence de la pauvreté selon le niveau d’instruction du chef de ménage

L’incidence de la pauvreté diminue lorsque le niveau d’instruction du chef de ménage augmente (Graphique II-8). Ce constat qui a été établi lors des enquêtes précédentes de 2006 et 2011 l’est également en 2015.

Ainsi, en 2015, l’incidence de la pauvreté est de 69,9% dans les ménages dont le chef n’a aucun niveau d’instruction. Ce niveau de pauvreté est environ six fois plus élevé que celui d’un ménage dont le chef a le niveau d’enseignement supérieur (11,8%). En 2015 toujours, l’incidence de la pauvreté est respectivement de 56,9%, 48,0% et 25,4% chez les ménages dont le chef a le niveau primaire, secondaire partiel et secondaire complet.

Entre 2011 et 2015, l’incidence de la pauvreté a baissé chez les ménages dont le chef ne possède aucun niveau d’instruction ainsi que chez les ménages dont le chef a atteint le niveau d’instruction primaire et le niveau secondaire complet (Graphique II-8). Sur la même période, chez les ménages dont le chef possède le niveau d’instruction secondaire partiel ou supérieur, l’incidence de la pauvreté a par contre augmenté (Annexe 3. 4).

Graphique II-8 : Incidence de la pauvreté (P0, en %) selon le niveau d’instruction du chef de ménage, 2006, 2011 et 2015



Sources : QUIBB 2006, 2011 et 2015, estimations INSEED

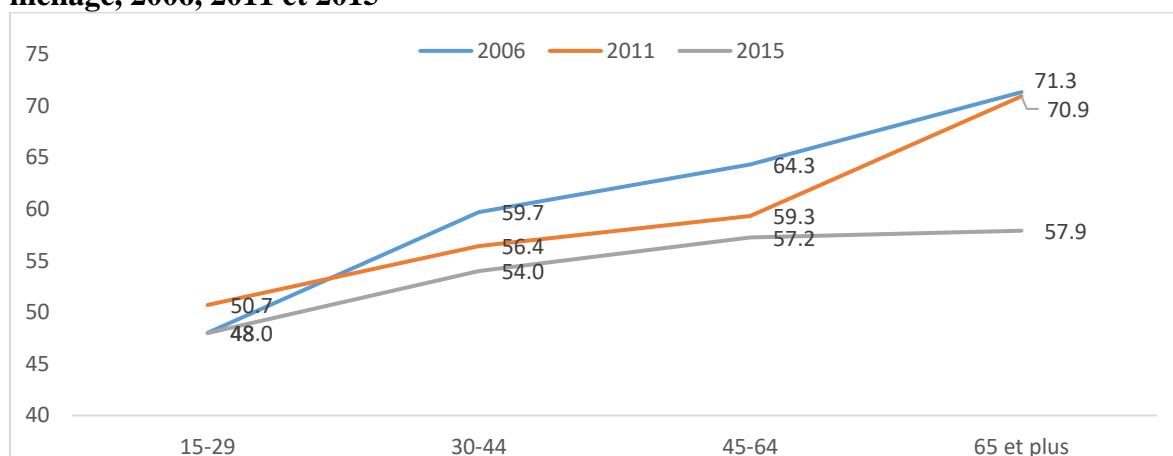
II.2.6 3.6. Incidence de la pauvreté selon le groupe d'âge du chef de ménage

L'analyse du graphique 3.7 révèle que sur les trois années 2006, 2011 et 2015, l'incidence de la pauvreté augmente avec l'âge du chef de ménage ; la pauvreté est plus faible chez les ménages dirigés par les chefs âgés de 15-29 ans et plus élevée chez ceux dirigés par les 65 ans ou plus.

En 2015, l'incidence de la pauvreté est de 48,0% chez les ménages dont le chef est dans la tranche d'âge 15-29 ans, et respectivement de 54,0%, 57,2% et 57,9%, chez ceux des tranches d'âge 30-44 ans, 45-64 ans et 65 ans ou plus. Elle a légèrement diminué de 2,7% dans le groupe des ménages dirigés par des personnes de la tranche 15-29 ans, de 2,4% dans le groupe de ceux dirigés par les 30-44 ans et de 2,1% dans le groupe de ceux dirigés par les 45-64 ans.

Chez les ménages dont le chef est âgé de 65 ans ou plus, la baisse de l'incidence entre 2011 et 2015 est plus marquée passant de 70,9% à 57,9% (Annexe 3. 6).

Graphique II-9 : Incidence de la pauvreté (P0, en %) selon le groupe d'âge du chef de ménage, 2006, 2011 et 2015



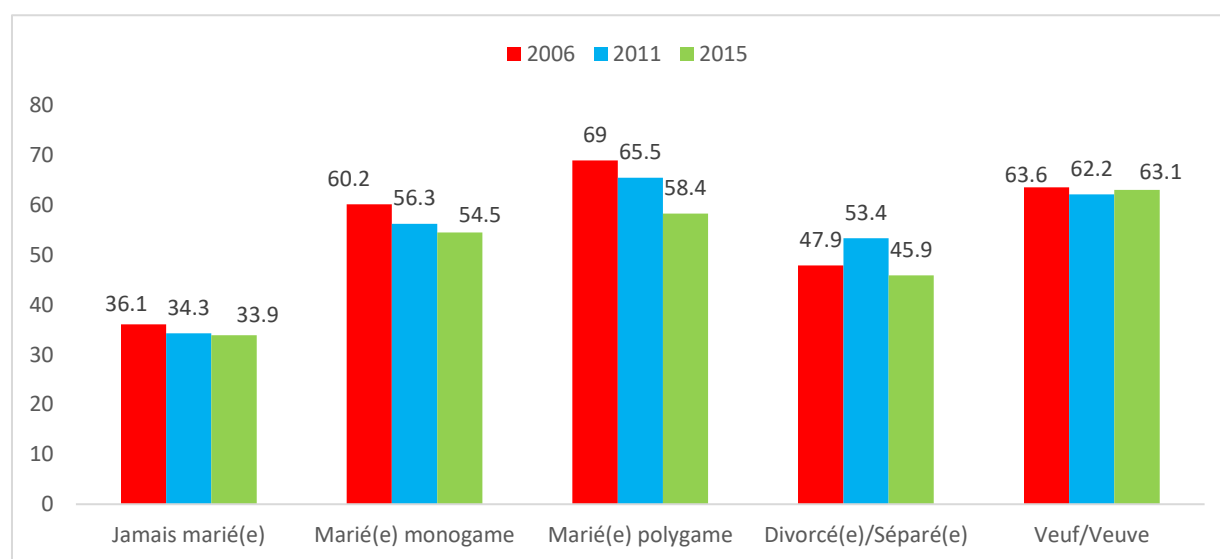
Sources : QUIBB 2006, 2011, 2015, estimations INSEED

II.2.7 Incidence de la pauvreté selon le statut matrimonial du chef de ménage

La répartition de l'incidence de la pauvreté selon le statut matrimonial révèle qu'elle est la plus élevée chez les ménages dont le chef est marié polygame (Graphique II-10). Ceux dont le chef n'a jamais marié été ont les plus faibles incidences de pauvreté, ce qui pourrait d'ailleurs être lié à la taille desdits ménages. Entre ces deux extrêmes, se répartissent par ordre décroissant de l'incidence de la pauvreté, les ménages dont le chef est « veuf/veuve », « marié monogame » et « divorcé(e)/séparé(e) ». Ces résultats sont observés aussi bien en 2006, 2011 qu'en 2015.

Entre 2011 et 2015, l'incidence de la pauvreté a diminué dans toutes les catégories de ménages définies par rapport au statut matrimonial excepté ceux dont le chef possède le statut matrimonial « veuf/veuve ». Cette baisse est surtout significative au niveau des ménages dont le chef est marié(e) polygame (de 65,5% à 58,4%) et de ceux dont le chef est « divorcé(e)/séparé(e) » (de 53,4% à 45,9%). Chez les ménages dont le chef est veuf/veuve, l'incidence de la pauvreté a connu par contre une légère hausse mais pas significative, passant de 62,2% à 63,1% (Annexe 3. 5).

Graphique II-10 : Incidence de la pauvreté (P0, en %) selon le statut matrimonial du chef de ménage, 2006, 2011 et 2015



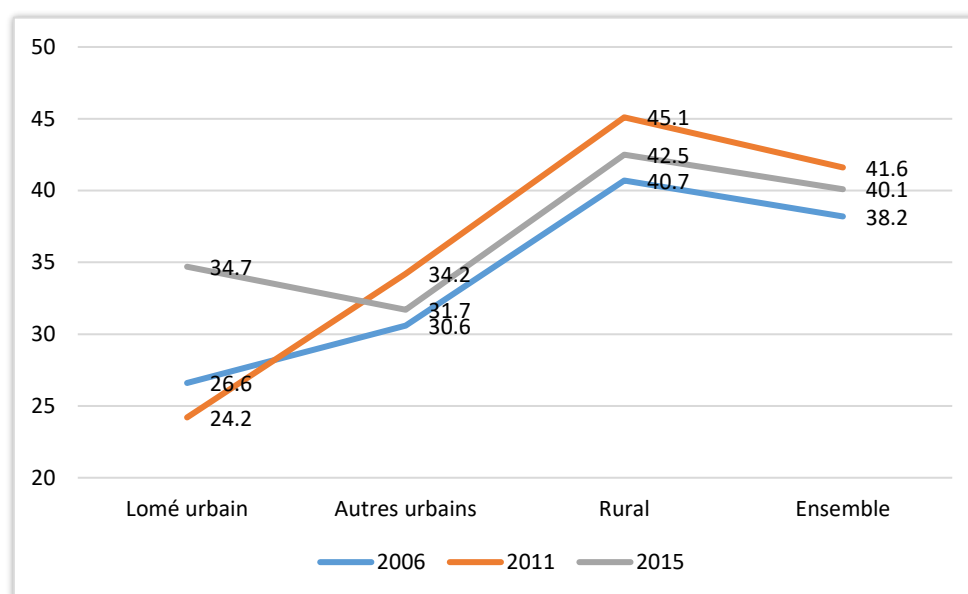
Sources : QUIBB 2006, 2011, 2015, estimations INSEED

II.3 Profondeur de pauvreté

Cette partie du rapport fait l'analyse de la pauvreté en tenant compte de la disparité entre les pauvres. L'incidence de la pauvreté permet d'identifier les pauvres selon un seuil donné. La profondeur, quant à elle, mesure l'écart entre ce seuil et la consommation des pauvres. En d'autres termes, c'est la somme totale de revenu qu'il faut donner aux pauvres pour les sortir de la pauvreté.

L'analyse du Graphique II-11 montre que la consommation moyenne des pauvres est inférieure de 40,1% au seuil de pauvreté. Cet écart de la consommation moyenne par rapport au seuil était respectivement de 38,2% et 41,6% du seuil en 2006 et 2011. Ainsi, entre 2011 et 2015, cet écart a été réduit d'un point et demi traduisant une légère amélioration de la situation des plus pauvres. Ce constat est valable pour les domaines Autres urbains et Rural.

Graphique II-11 : Ratio de l'écart de revenu (P1/P0, en %) par milieu de résidence, 2006 et 2011 et 2015



Sources : QUIBB 2006, 2011, 2015, estimations INSEED

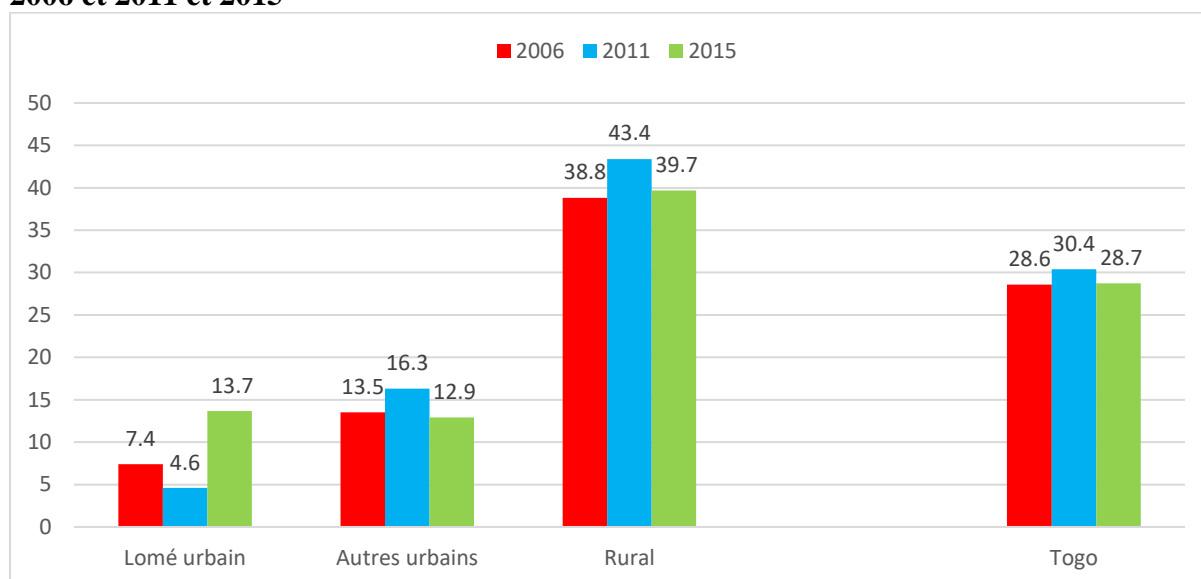
II.4 Extrême pauvreté

Les ménages qui sont dans l'extrême pauvreté sont ceux qui ne disposent pas suffisamment de ressources pour répondre à leurs besoins nutritionnels de base. Un ménage est classé dans l'extrême pauvreté si sa dépense de consommation n'atteint pas le seuil alimentaire. Les ménages qui sont dans l'extrême pauvreté sont aussi les ménages considérés comme les plus pauvres parmi les pauvres.

Le Graphique II-12 révèle une baisse de l'extrême pauvreté entre 2011 et 2015, passant de 30,4% à 28,7%.

Selon les milieux de résidence, une tendance identique est observée en milieu rural et dans les autres milieux urbains. Dans le milieu rural, l'extrême pauvreté est passée de 43,7% en 2011 à 39,7% en 2015. Au même moment dans les autres milieux urbains, elle a connu des niveaux successifs de 16,3% et 12,9% en 2011 et 2015. Par contre, dans le Grand Lomé, la tendance enregistrée est inverse. Elle a connu une forte augmentation de 9,1 points de pourcentage, passant de 4,6% en 2011 à 13,7% en 2015. Ce qui une fois encore découle de la hausse des prix des produits alimentaires notée sur la période.

Graphique II-12 : Incidence de l'extrême pauvreté (P0, en %) par milieu de résidence, 2006 et 2011 et 2015



Sources : QUIBB 2006, 2011, 2015, estimations INSEED

II.5 Robustesse de la tendance de la pauvreté

La robustesse de la tendance de la pauvreté est une analyse plus affinée dans l'étude de la pauvreté. Les études comparatives de la pauvreté en 2006 et 2011 ont conduit tantôt à une hausse tantôt à une baisse de la pauvreté selon les seuils. Ainsi, le seuil est crucial dans les conclusions.

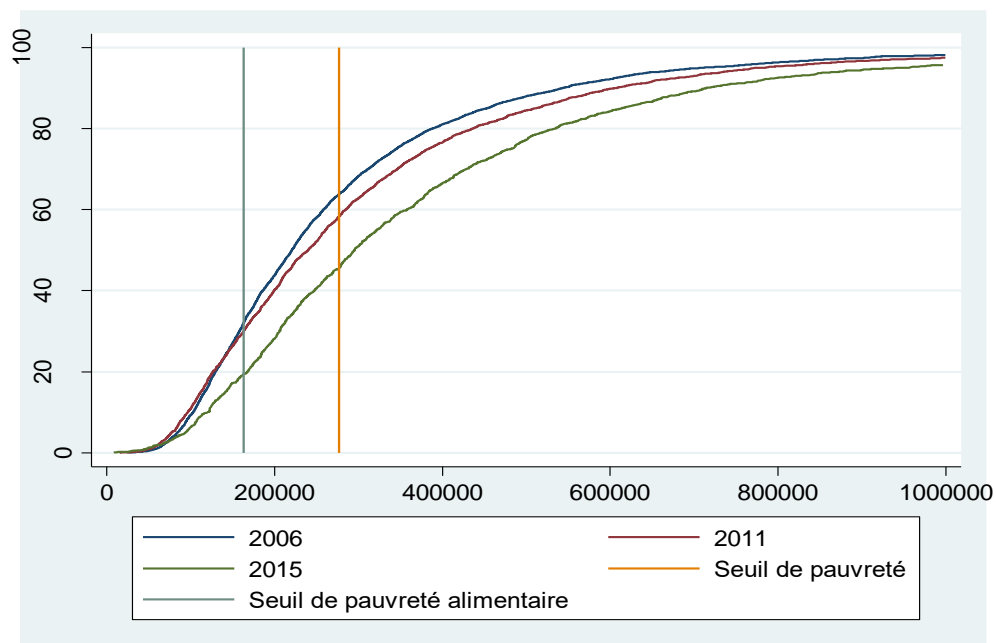
Par rapport aux seuils, l'analyste peut se poser les questions suivantes : quels sont les seuils concluant à une hausse de la pauvreté et quels sont les autres permettant d'arriver à la conclusion contraire ?

Une réponse adéquate est fournie avec l'utilisation d'un continuum de seuils possibles ; ce qui revient à faire l'analyse de l'incidence de la pauvreté en fonction de niveaux de seuils et d'obtenir une courbe par niveau cumulatif de la consommation.

Ces courbes représentent la proportion de pauvres pour différentes valeurs de la consommation. Si une telle courbe est tracée pour deux groupes distincts A et B, la courbe A domine stochastiquement la courbe B, si pour tout niveau de consommation la courbe A est au-dessus de la courbe B.

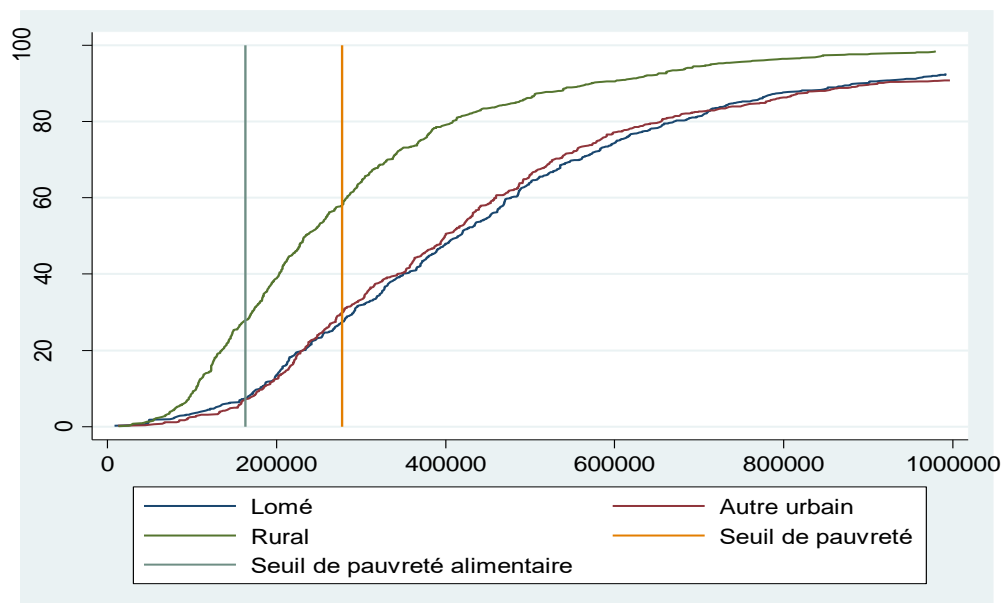
Quel que soit le niveau du seuil, la courbe de 2015 est dominée stochastiquement par celles de 2006 et 2011. Donc, la baisse de la pauvreté observée en 2015 est indépendante du seuil.

Graphique II-13 : Robustesse de la tendance de la pauvreté au niveau national en 2006, 2011 et 2015

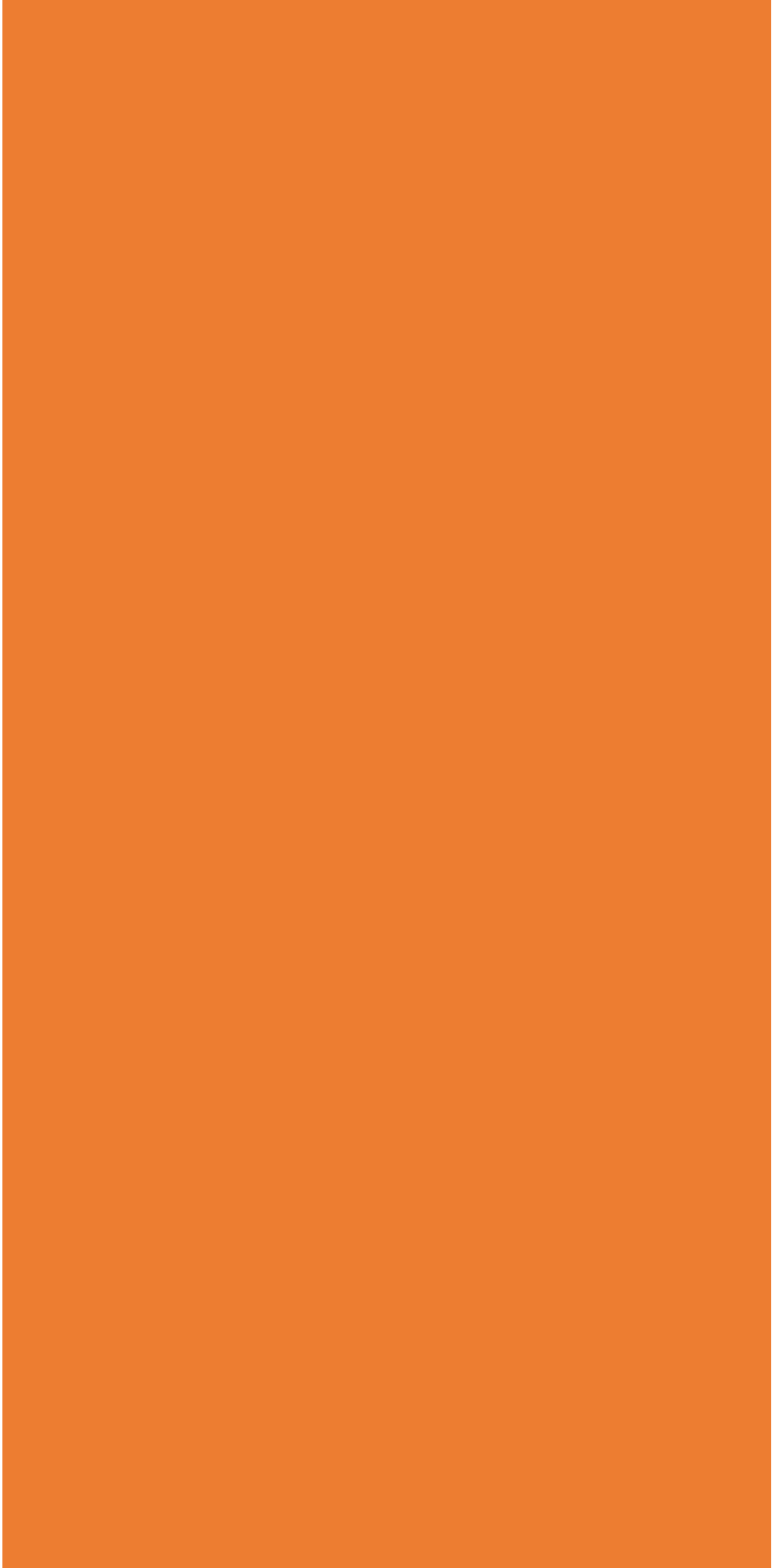


Sources: QUIBB 2006, QUIBB 2011, 2015, estimations INSEED

Graphique II-14 : Robustesse de la tendance de la pauvreté par milieu de résidence, 2015



Sources: QUIBB 2011, 2015, estimations INSEED



CHAPITRE III. TENDANCE DES INEGALITES

III.1 Décomposition de l'incidence de la pauvreté entre les effets croissance et redistribution

Dans l'étude de la pauvreté, il est pertinent de décomposer la variation de l'incidence de la pauvreté entre deux périodes. La décomposition est faite suivant deux effets à savoir : l'effet « croissance » et l'effet « redistribution ». Elle permet de calculer la part de chacun de ces effets dans la variation du taux de pauvreté.

L'effet croissance mesure le taux de pauvreté que le pays enregistrerait si la consommation avait augmenté au même rythme que la croissance économique observée en supposant que la distribution de la consommation n'a pas changé. L'effet redistribution calcule le taux de pauvreté qu'aurait eu le pays si la distribution de la consommation avait changé selon les données observées en supposant que la consommation moyenne n'a pas changé.

Toutes choses étant égales par ailleurs, la croissance économique devrait diminuer le taux de pauvreté. La décomposition mesure justement la force de la contribution de la croissance dans la variation de l'incidence de pauvreté.

Le **Tableau III-** présente les résultats de la décomposition de l'incidence de pauvreté entre les effets croissance et redistribution. Il montre qu'au plan national, la diminution du taux de pauvreté entre 2011 et 2015 est à la fois due à l'effet croissance (baisse de 2,2 points) et l'effet redistribution (baisse de 1,4 point).

Dans le Grand Lomé par contre, il ressort de l'analyse des résultats de la décomposition que la hausse de la pauvreté essentiellement due à l'effet croissance qui l'a fait augmenter de 7,8 points alors que l'effet redistribution l'a réduit de 1,5 point. En d'autres termes, Lomé n'a pas bénéficié des fruits de la croissance économique.

Dans les autres milieux urbains et dans le milieu rural, la baisse de la pauvreté est essentiellement due à l'effet croissance qui l'a respectivement réduite de 5,3 et de 5,5 points de pourcentage dans ces milieux. La redistribution a contribué à une diminution de la pauvreté de 1,6 points dans les autres milieux urbains alors qu'elle a induit une augmentation de 0,9 point en milieu rural.

En définitive, la diminution de l'incidence de la pauvreté est due à une plus forte contribution de l'effet croissance.

Tableau III-1 : Décomposition de l'incidence de la pauvreté entre les effets croissance et redistribution par milieu de résidence, 2011 à 2015

	Différence	Effet croissance	Effet redistribution
National	-3,6	-2,2	-1,4
Grand Lomé	6,3	7,8	-1,5
Autres urbains	-6,9	-5,3	-1,6
Rural	-4,7	-5,5	0,9

Sources: QUIBB 2011, 2015, estimations INSEED

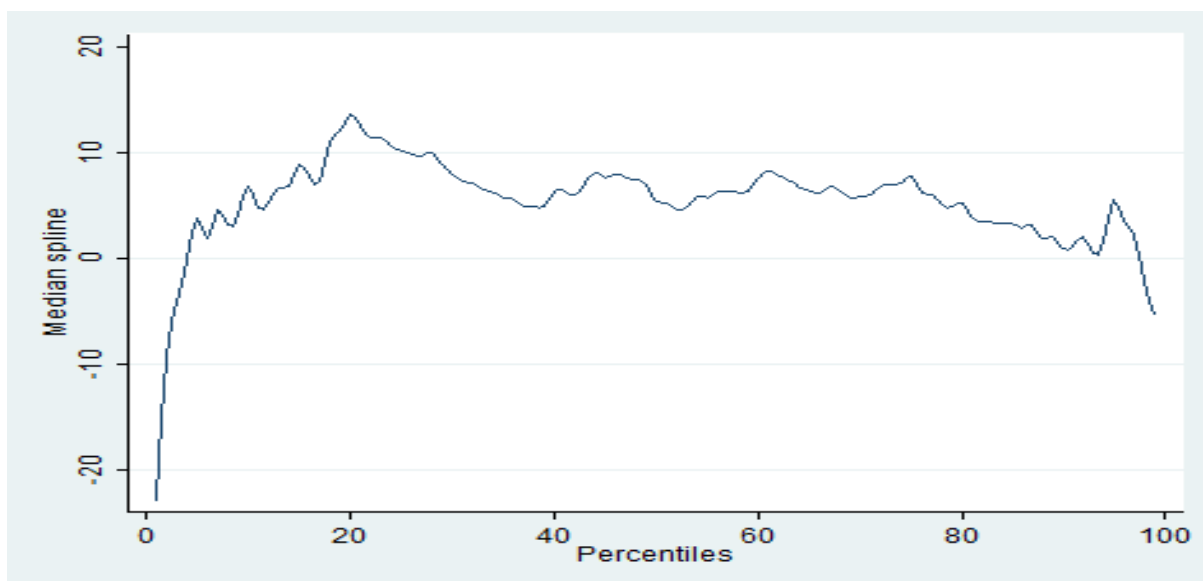
III.2 Une croissance pro-pauvre

Le but de cette section est de répondre à la question suivante : les ménages les plus pauvres ont-ils plus bénéficié de la croissance économique entre 2011 et 2015 ?

Les courbes d'incidence de croissance- (Growth incidence curve) sont une approche de réponse à cette question (Ravallion, 2003). Ces courbes présentent les taux de croissance de la consommation des ménages pour différents points de la distribution de la consommation, après avoir trié les ménages selon leur niveau de vie (mesuré par la consommation).

Le Graphique III- montre qu'au niveau national, il y a une baisse de la consommation pour les 5% des ménages les plus pauvres. Ces derniers n'ont donc pas bénéficié de la croissance économique entre 2011 et 2015. Hormis ceux-ci, la croissance a profité aux autres ménages. Il en ressort que la grande majorité des pauvres ont donc bénéficié des effets de la croissance.

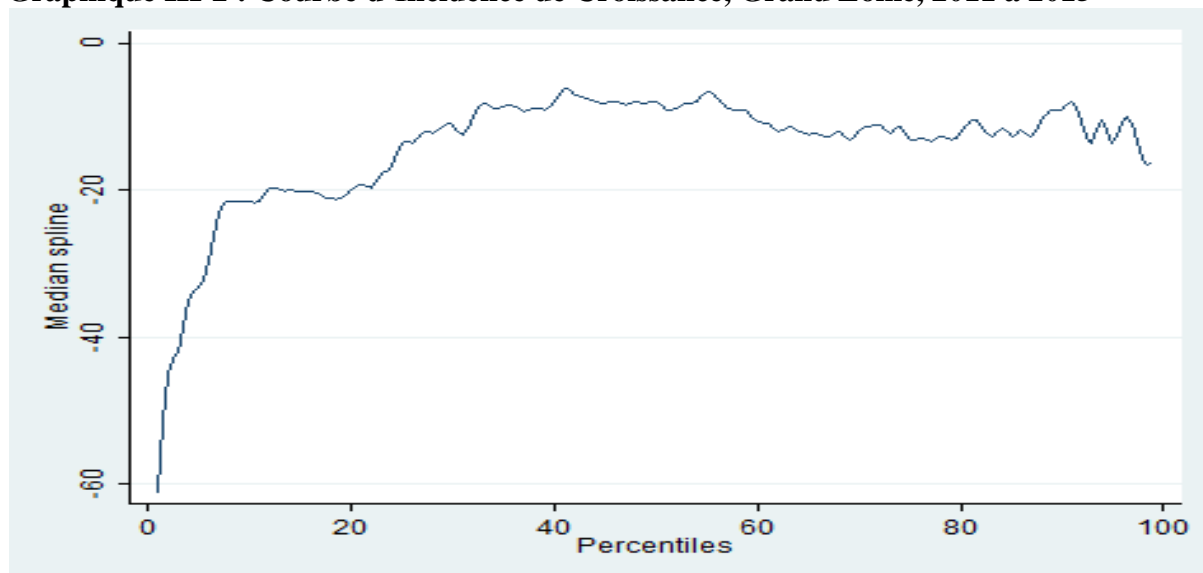
Graphique III-1 : Courbe d'Incidence de Croissance-, niveau national, 2011 à 2015



Sources: QUIBB 2011, 2015, estimations INSEED

En ce qui concerne le Grand Lomé, le taux de croissance de la consommation est négatif pour tous les centiles de consommation. Ceci traduit le fait que la croissance économique n'a pas conduit à la réduction de la pauvreté dans la capitale.

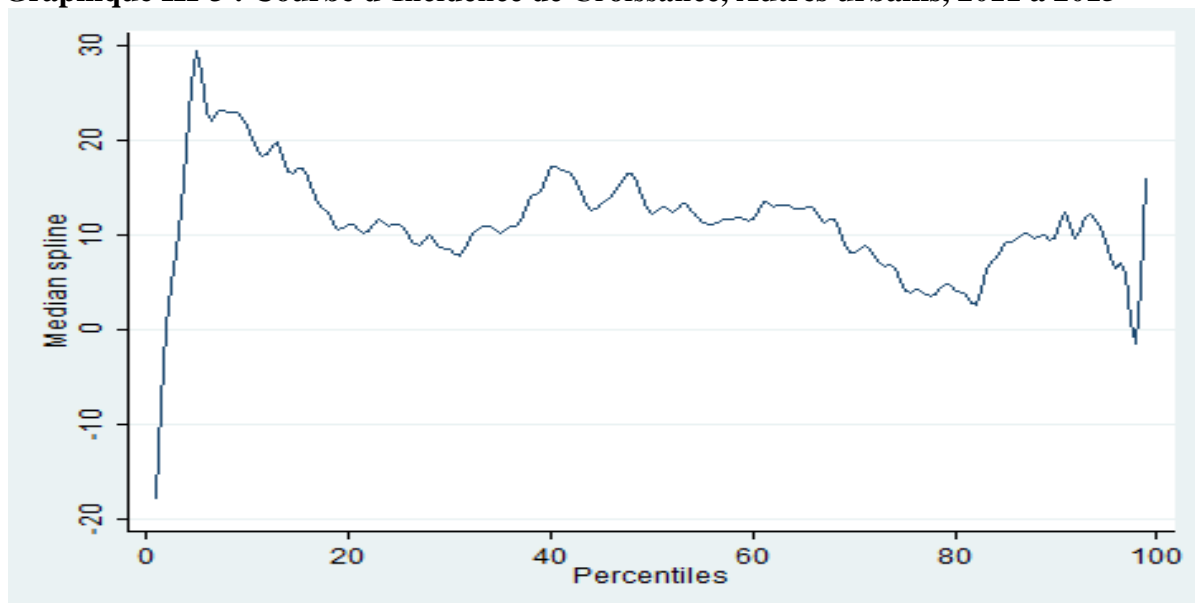
Graphique III-2 : Courbe d'Incidence de Croissance, Grand Lomé, 2011 à 2015



Sources: QUIBB 2011, 2015, estimations INSEED

Le Graphique III-3 montre que dans les autres milieux urbains, hormis les 4,0% des ménages les plus pauvres, la croissance économique a bénéficié à tous les autres. Par ailleurs, il faut noter l'effet de la croissance économique a plus profité aux plus pauvres.

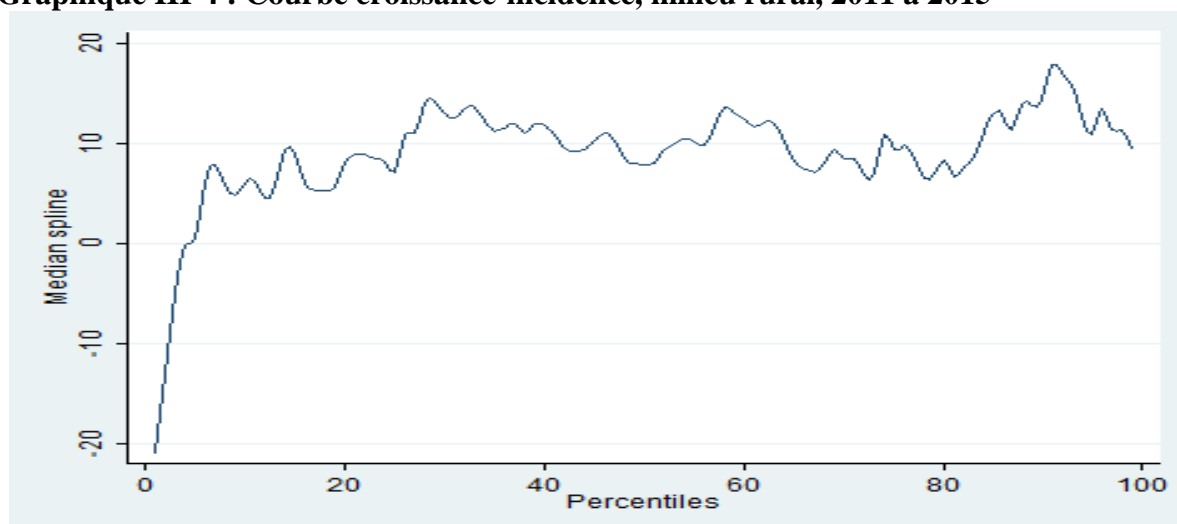
Graphique III-3 : Courbe d'Incidence de Croissance, Autres urbains, 2011 à 2015



Sources: QUIBB 2011, 2015, estimations INSEED

En milieu rural, seuls les 5% des ménages les plus pauvres n'ont pas bénéficié de la croissance économique.

Graphique III-4 : Courbe croissance-incidence, milieu rural, 2011 à 2015



Sources: QUIBB 2011, 2015, estimations INSEED

III.3 Evolution de l'indice de Gini et de la part des déciles et quartiles des plus pauvres

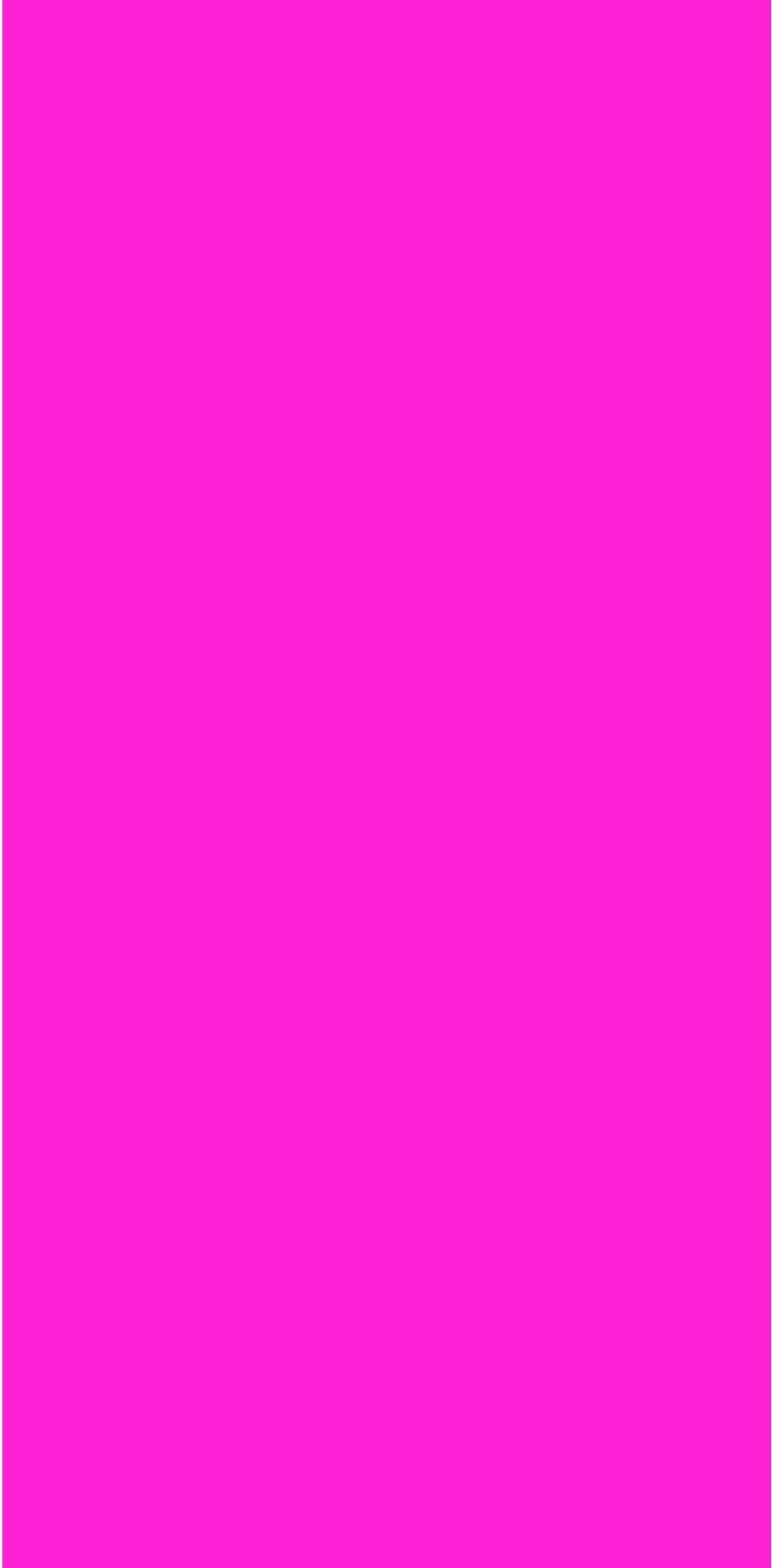
Le **Tableau III-** contient les indicateurs permettant d'apprécier l'évolution de l'inégalité. Ces indicateurs ont tous diminué entre 2011 et 2015. Par exemple, l'indice de Gini est passé de 0,393 à 0,380, soit une réduction de 0,013 point. L'amélioration de ces indicateurs traduit un recul des inégalités dans les dépenses. Toutefois, le niveau des inégalités reste élevé.

En effet, pour 2015, les dépenses de consommation des 10% les plus riches sont 6 fois plus élevées que celles des 10% les plus pauvres.

Tableau III-2 : Mesure des inégalités des dépenses, 2006, 2011 et 2015

	2006	2011	2015
Indice de Gini	0,361	0,393	0,380
P90/P10	5,02	6,31	5,92
P75/P25	2,3	2,64	2,59

Sources: QUIBB 2011, 2015, estimations INSEED



CHAPITRE IV. POSSESSION DES BIENS DURABLES

Ce chapitre présente l'analyse descriptive des indicateurs sur la possession des biens durables de 2015 comparativement à 2006 et 2011. La possession des biens durables est considérée comme une mesure de bien-être alternative à la consommation totale des ménages. Les biens durables retenus dans ce profil de pauvreté sont les suivants : radio, téléviseur, antenne, téléphone fixe, téléphone mobile, réfrigérateur, ventilateur, climatiseur, ordinateur, vélo, moto et voiture.

L'analyse est présentée par type de possessions des biens et affinée, selon le milieu de résidence, le domaine, le quintile d'appartenance des différents ménages et le statut de pauvreté.

IV.1 Réfrigérateur, climatiseur et ventilateur

D'une manière générale, une faible proportion des ménages possèdent un réfrigérateur entre 2006 et 2015. Au niveau national, cet indicateur a augmenté entre 2006 et 2011 (passant de 2,7% à 3,9%) et une légère baisse entre 2011 et 2015 (3,5%). Ce constat est le même selon le milieu de résidence, le quintile et le statut de pauvreté

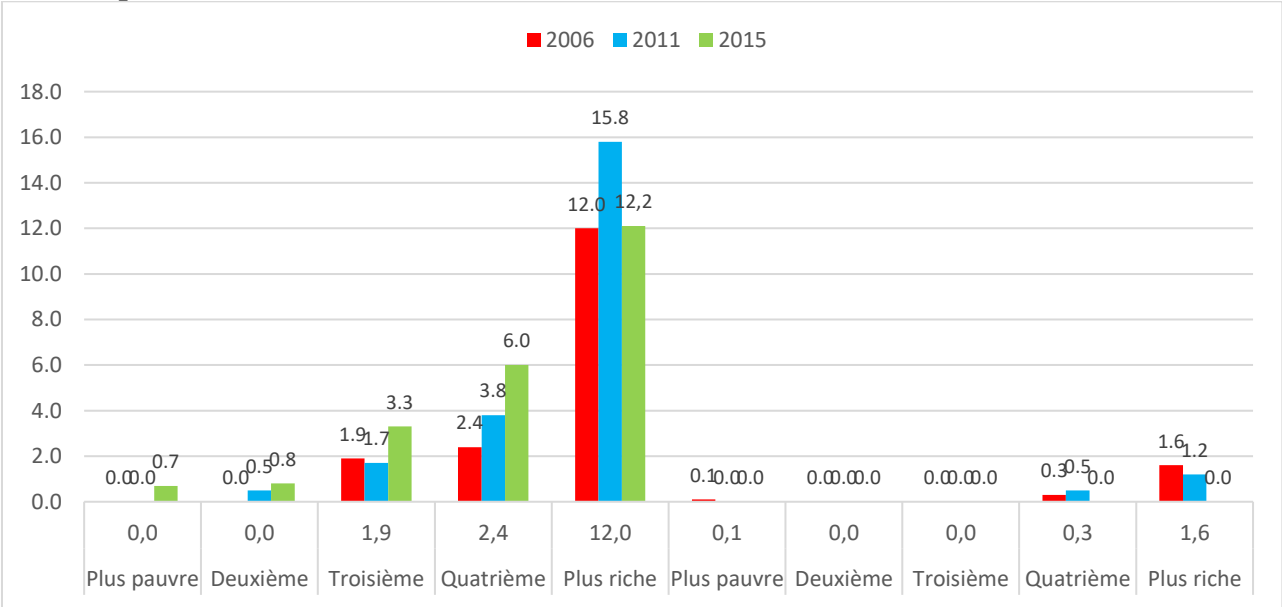
Selon le domaine le domaine d'étude, la proportion des ménages possédant un réfrigérateur est plus élevée en milieu urbain qu'en milieu rural. En effet, 7,2% des ménages urbains possèdent un réfrigérateur (elle s'élève à 10,3% dans le Grand Lomé et 1,8% dans les autres milieux urbains) contre 0,2% en milieu rural (cf. Annexe 5. 1 et Annexe 5. 2).

L'analyse selon le quintile et le milieu de résidence montre que ce type de bien durable est réservé aux ménages plus riches (appartenant au dernier quintile). Quel que soit le milieu de résidence, la proportion de ménages possédant un réfrigérateur augmente avec le degré du quintile. En milieu urbain, ce taux évolue de 0,7% à 12,2% du premier quintile (plus pauvre) au dernier quintile en 2015 (Annexe 5. 2).

Suivant le statut de pauvreté, il est à noter qu’une très faible proportion des ménages pauvres possèdent un réfrigérateur (0,6%) contre une proportion dix fois élevée au niveau des non pauvres (6,0%) en 2015. La même tendance est observée quelle que soit la période considérée (cf. Annexe 5. 2).

Le graphique suivant illustre de l’évolution de la proportion des ménages possédant un réfrigérateur de 2006 à 2015, selon le milieu de résidence et le quintile :

Graphique IV-1 : Evolution du pourcentage des ménages possédant le réfrigérateur selon le quintile et le milieu de résidence entre 2006,2011 et 2015



Sources : QUIBB 2006, 2011, 2015, estimations INSEED

En ce qui concerne la possession des biens durables comme le ventilateur et le climatiseur, au niveau national, 23,1% des ménages possèdent un ventilateur et une très faible proportion des ménages possèdent un climatiseur (0,5%). D’une manière générale, la possession de ces biens a augmenté entre 2006 et 2015. Ces taux étaient respectivement de 11,4% en 2006 et 19,3% en 2011 pour la possession d’un ventilateur et 0,2% en 2006, 0,8% en 2011 pour la possession d’un climatiseur.

La proportion des ménages qui possèdent un ventilateur est plus élevée en milieu urbain qu’en milieu rural. Plus de cinq ménages sur dix (54,3%) du Grand Lomé possèdent un ventilateur contre près de trois ménages sur dix des autres urbains (27,9%) et moins d’un ménage sur dix (3,6%) dans le milieu rural. Il n’est toutefois pas inutile de faire le lien avec la disponibilité de l’énergie électrique. (Annexe 5. 1).

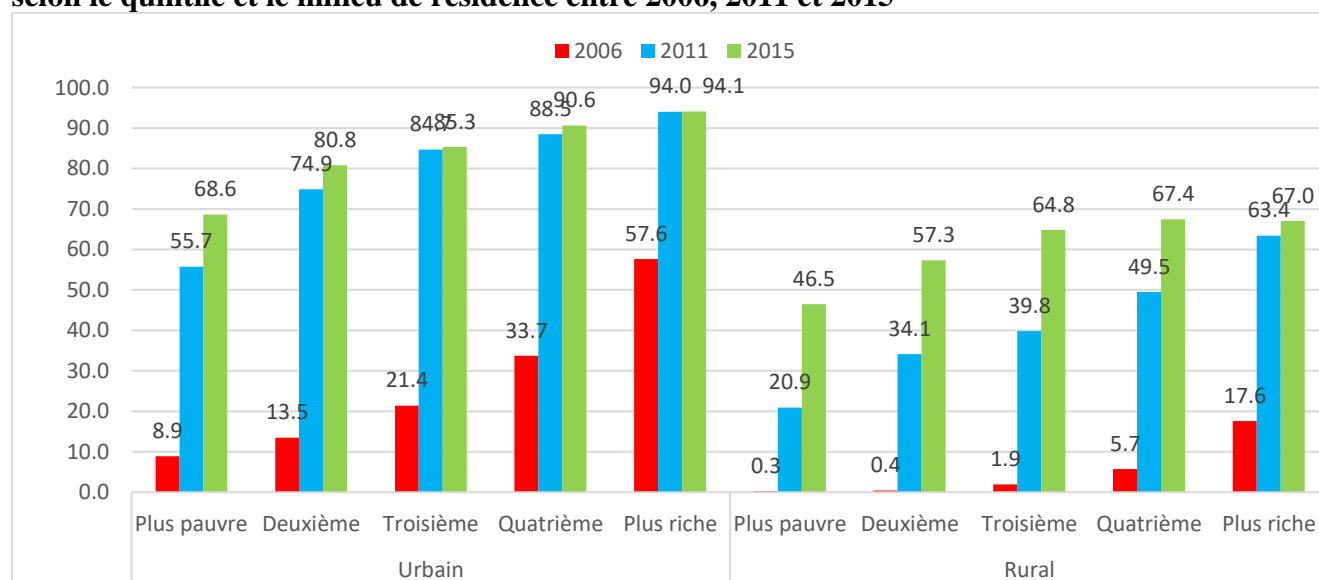
IV.2 Téléphone mobile et Téléphone fixe

La possession du téléphone mobile dans les ménages continue à se généraliser par rapport à la situation de référence de 2006. La proportion des ménages possédant un téléphone mobile est passée de 18,2% en 2006 à 60,7% en 2011, pour s'établir à 73,5% en 2015. (Annexe 5. 1). Ce constat est le même selon le milieu, le quintile ou le statut de pauvreté. Plus de neuf ménages sur dix du Grand Lomé (91,1%) possèdent un téléphone mobile ; plus de huit ménages sur dix dans les autres milieux urbains (84,8%) et six ménages sur dix ménages en milieu rural (59,6%) possèdent ce bien durable.

Suivant le statut de pauvreté, la proportion des ménages pauvres possédant un téléphone mobile a augmenté entre 2006 et 2015. En effet, elle est passée de 4,7% en 2006 à 42,3% en 2011 et à 62,4% en 2015. Il en est de même pour les ménages non pauvres dont le taux de possession a augmenté de quarante-neuf (49) points de pourcentage sur cette période (Annexe 5. 2).

Le Graphique IV-2 illustre l'évolution de cet indicateur selon le milieu de résidence et le quintile sur cette période (2006 - 2015).

Graphique IV-2 : Evolution du pourcentage de ménages possédant un téléphone mobile, selon le quintile et le milieu de résidence entre 2006, 2011 et 2015



Sources : QUIBB 2006, 2011, 2015, estimations INSEED.

En ce qui concerne, le téléphone fixe, l'analyse de l'Annexe 5. 1 ressort qu'une faible proportion des ménages possède des téléphones fixes. Ce taux est moins élevé que celui de 2011. En effet, 1,0 % des ménages possèdent un téléphone fixe en 2015, contre 2,4% en 2011

et 1,7% en 2006. Ceci vient du fait que le téléphone fixe conventionnel est de plus en plus remplacé par le téléphone mobile dans les ménages.

IV.3 Téléviseur et radio

IV.3.1 Téléviseur

L'analyse de l'Annexe 5. 1 révèle que la proportion de ménages possédant un poste téléviseur a connu une augmentation entre 2006 et 2015. Elle est passée de 20,2% en 2011 à 38,8% en 2015. Cette tendance demeure quel que soit le milieu de résidence, le quintile et le statut de résidence.

Selon le milieu de résidence, la proportion des ménages possédant un poste téléviseur est plus élevée en milieu urbain qu'en milieu rural. En milieu urbain sept ménages sur dix (70,1%) possèdent un téléviseur tandis qu'en milieu rural un ménage sur dix (10,4%) en possède.

Quel que soit le milieu de résidence, la proportion de ménages possédant un poste téléviseur augmente avec le degré du quintile. En 2015, elle varie du premier quintile au dernier quintile respectivement de 41,7% à 79,9% en milieu urbain et de 1,1% à 20,5% en milieu rural (Annexe 5. 2).

Suivant le statut de pauvreté ce taux a augmenté de treize (13) points pour les ménages pauvres et dix-neuf (19) points pour les ménages non pauvres entre 2006 et 2015.

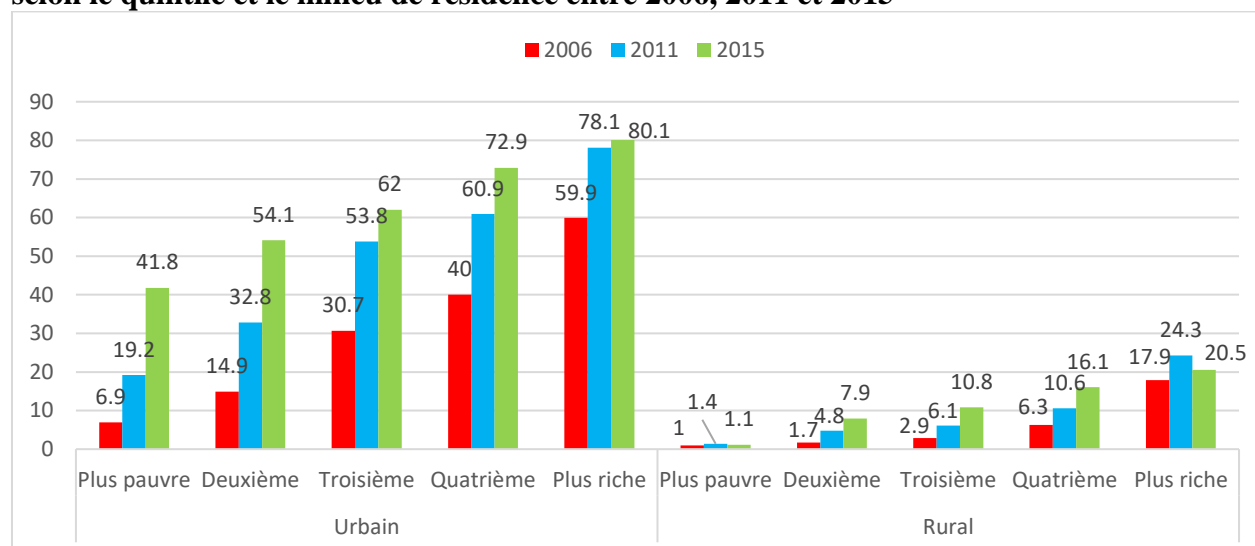
IV.4 Radio

Au niveau national, la possession d'un poste radio dans les ménages a augmenté entre 2006 et 2011 ; et a baissé entre 2011 et 2015. Cette proportion était de 42,6% en 2006 et de 59,9% en 2011 et s'élève à 50,1% en 2015. Ce constat est le même selon le milieu de résidence, le quintile et le statut de pauvreté.

Selon le milieu de résidence, la proportion des ménages possédant un poste radio est plus élevée en milieu urbain qu'en milieu rural. Plus de la moitié des ménages urbains (53,4%) et moins de la moitié des ménages ruraux (47,1%) possèdent un poste radio.

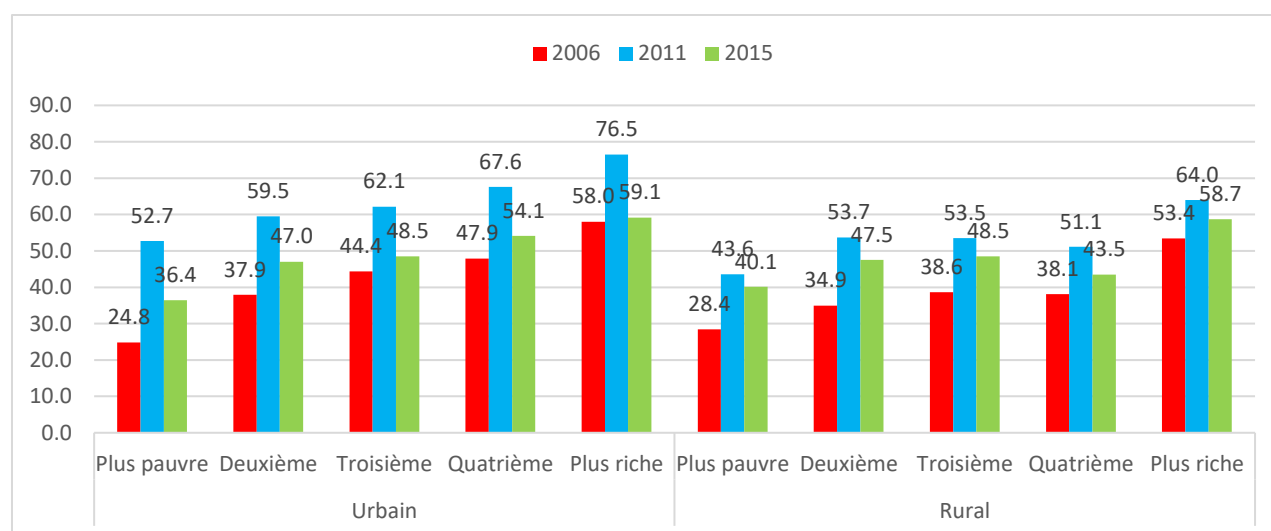
L'analyse du Graphique IV-3 ci-dessous montre que la proportion de ménages possédant un poste radio augmente avec le degré du quintile, quel que soit le milieu de résidence. En 2015, elle passe de 36,4% à 59,1% en milieu urbain et de 40,1% à 58,7% en milieu rural pour les ménages du premier quintile (plus pauvre) à ceux du dernier quintile (plus riche) (Annexe 5. 2).

Graphique IV-3 : Evolution du pourcentage de ménages possédant un poste téléviseur, selon le quintile et le milieu de résidence entre 2006, 2011 et 2015



Sources : QUIBB 2006, 2011, 2015, estimations INSEED.

Graphique IV-4 : Evolution du pourcentage de ménages possédant un poste radio, selon le quintile et le milieu de résidence entre 2006, 2011 et 2015



Sources : QUIBB 2006, 2011, 2015, estimations INSEED.

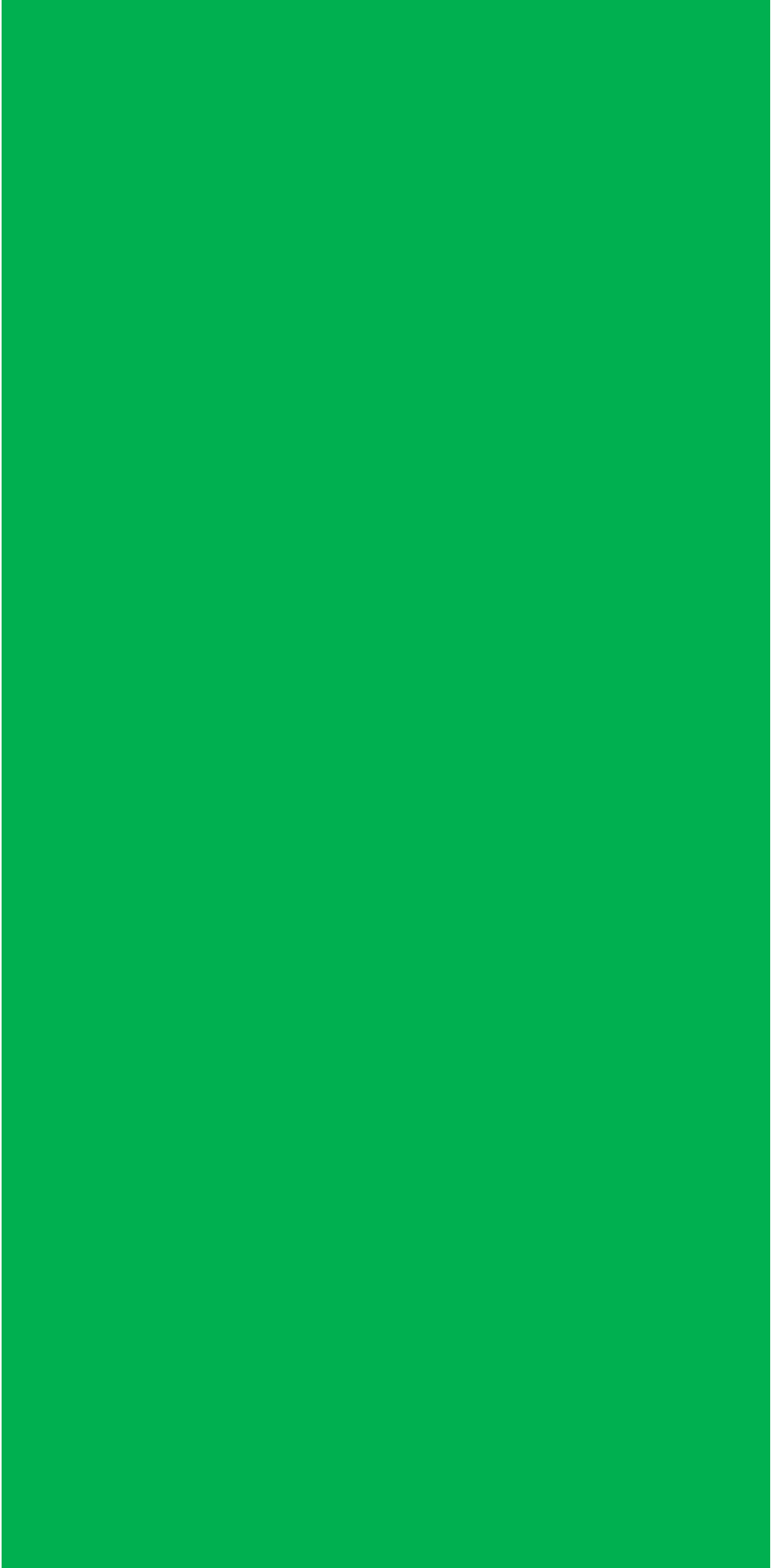
IV.5 Possession de moto, voiture et vélo

Au niveau national, près de trois ménages sur dix possèdent une moto (28,3%). Cette proportion a augmenté de six (6) points par rapport à celle de 2011 et de quinze (15) points par rapport à celle de 2006. Cette tendance demeure selon le milieu de résidence, le quintile, le statut de pauvreté. En ce qui concerne le Grand Lomé, ce taux est passé 17,3% en 2006, 28,1% en 2011, à 35,2% en 2015.

L'analyse selon le domaine montre que la proportion des ménages qui possèdent une moto est plus élevée en milieu urbain (34,1%) qu'en milieu rural (23,1%). L'analyse selon le quintile et le milieu de résidence montre que la proportion de ménages possédant une moto a augmenté en milieu rural, quel que soit le quintile. En 2015, elle est passée de 12,7% pour les plus pauvres (premier quintile) à 33,2% pour les plus riches (dernier quintile) en milieu rural. (Annexe 5. 2)

L'analyse de l'Annexe 5. 1 révèle qu'au niveau national, 22,8% des ménages possèdent un vélo et 2,2% des ménages possèdent une voiture. A l'inverse de la possession des autres biens durables, la proportion des ménages possédant ces biens a baissé entre 2011 et 2015. En 2011, 27,0% des ménages possédaient un vélo et 3,1% une voiture.

D'une manière générale, l'analyse de la possession des biens durables révèle que la proportion des ménages non pauvres possédant les différents biens est plus élevée que celle des ménages pauvres à l'exception du vélo. Ce constat est le même en 2006 et 2011.



CHAPITRE V. ACCÈS AUX SERVICES SOCIAUX DE BASE

Ce chapitre examine le niveau de vie des ménages à travers leur accès aux principaux services de base. Ainsi, l'accès à l'eau potable, les pratiques d'hygiène appréhendées par les types de toilette utilisés par les ménages, les principales sources d'énergie utilisées pour la cuisson et l'accès à l'électricité sont analysés dans le détail selon le milieu de résidence (domaine d'analyse) et les quintiles de niveau de vie. .

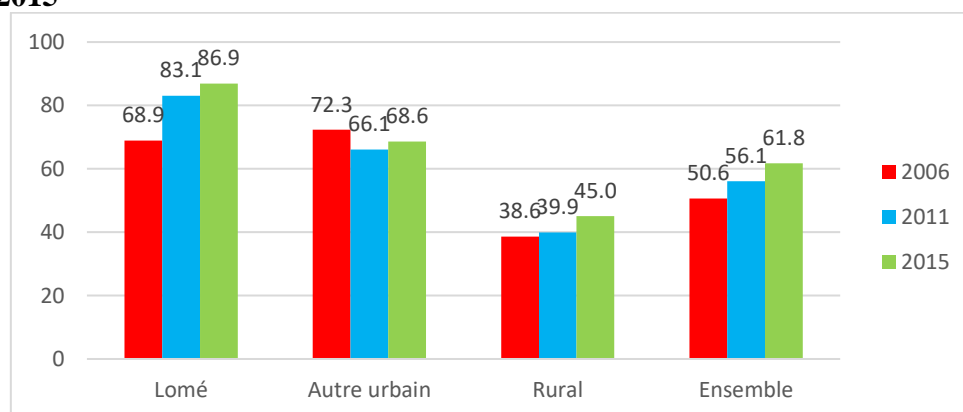
La première section de ce chapitre examine l'accès à l'eau potable, la deuxième appréhende les pratiques d'hygiène tandis que les deux dernières abordent respectivement les sources d'énergie utilisées pour la cuisson et l'accès à l'électricité.

V.1 Eau potable

Cette analyse considère comme eau potable l'eau du robinet et de forage.

Dans l'ensemble du pays, depuis 2006, le taux d'accès à l'eau potable connaît une tendance haussière. Ainsi, la proportion des ménages utilisant l'eau potable est passée de 50,6% en 2006 pour s'établir à 56,1% en 2011 et 61,8% en 2015.

Graphique V-1 : Pourcentage des ménages ayant accès à l'eau potable par milieu, 2006, 2011 et 2015

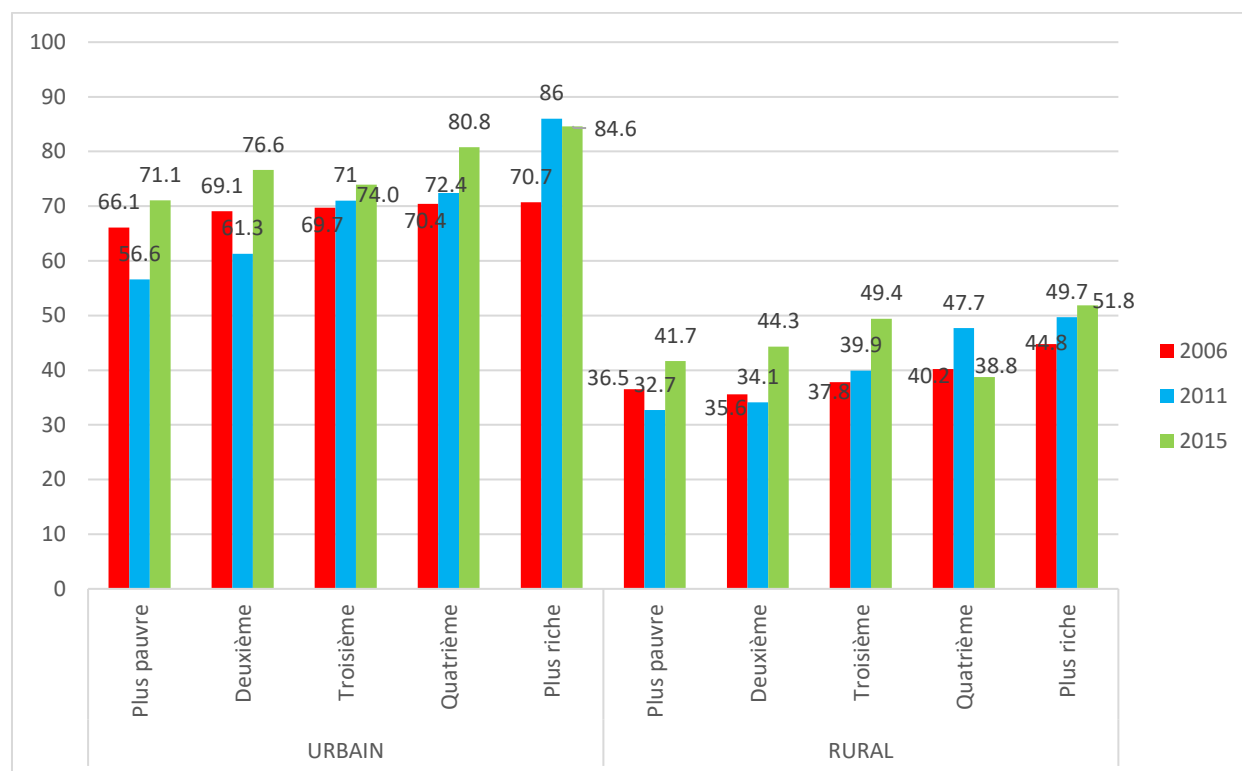


Sources : QUIBB 2006, 2011, 2015, estimations INSEED

L'analyse selon le milieu de résidence montre que les ménages de Lomé ont plus accès à l'eau potable que ceux des autres milieux (Autres urbains et Rural). La tendance haussière constatée dans l'ensemble du pays est également observée dans le Grand Lomé et dans le milieu rural. Malgré cette tendance, en milieu rural, plus de la moitié des ménages n'ont toujours pas accès à l'eau potable (Graphique V-1).

L'observation des quintiles de niveau de vie, montre que l'accès à l'eau potable est indépendant des quintiles. Il est plus lié au milieu de résidence. En effet, il ressort du Graphique V-2 qu'un ménage classé plus riche en milieu rural a moins de chances d'accéder à une source d'eau potable qu'un ménage classé plus pauvre en milieu urbain quelle que soit la période.

Graphique V-2 : Pourcentage des ménages ayant accès à l'eau potable par quintile et milieu, 2006, 2011 et 2015



Sources : QUIBB 2006, 2011, 2015, estimations INSEED.

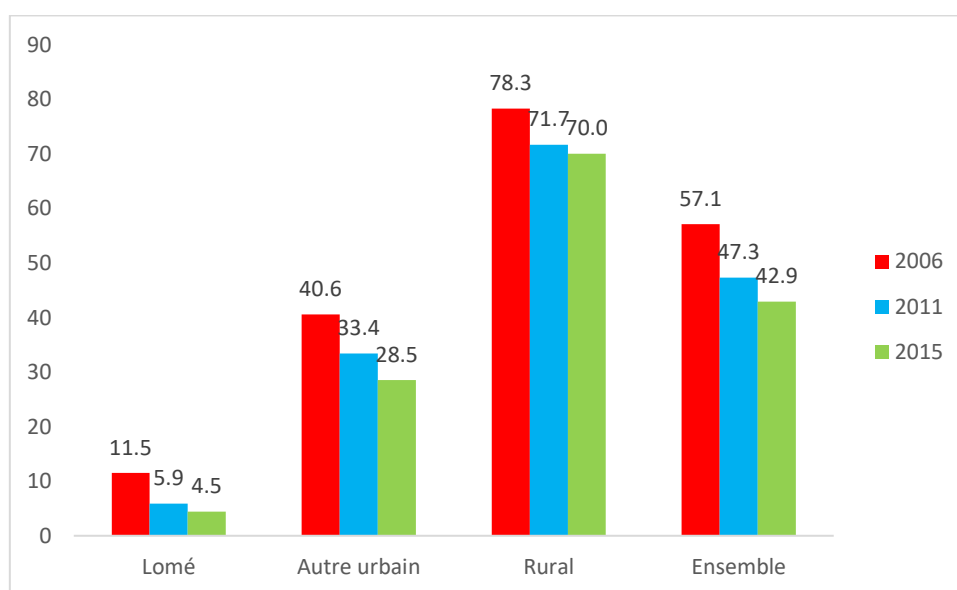
Indépendamment du milieu de résidence, il ressort de l'analyse qu'il y a moins de disparités en termes d'accès à l'eau potable entre les différents quintiles.

V.2 Hygiène

Les ménages dans l'ensemble du pays ont de moins en moins recours à la nature comme lieu d'aisance. En effet, tandis que 57,1% des ménages utilisaient la nature comme lieu d'aisance en 2006, cette proportion a considérablement baissé en 2011 passant à 47,3% pour s'établir à 42,9% en 2015 (Graphique V-3).

Cette tendance baissière est observée dans tous les milieux de résidence. Toutefois, la proportion de ménages qui utilisent la nature comme lieu d'aisance reste relativement élevée dans les milieux ruraux. En 2015, sept ménages ruraux sur dix utilisent encore la nature comme lieu d'aisance. Il convient de noter que les ménages résidant dans le Grand Lomé n'utilisent quasiment plus la nature comme lieu d'aisance. En effet, seulement 4,5% des ménages du Grand Lomé utilisent la nature en 2015 (Graphique V-3).

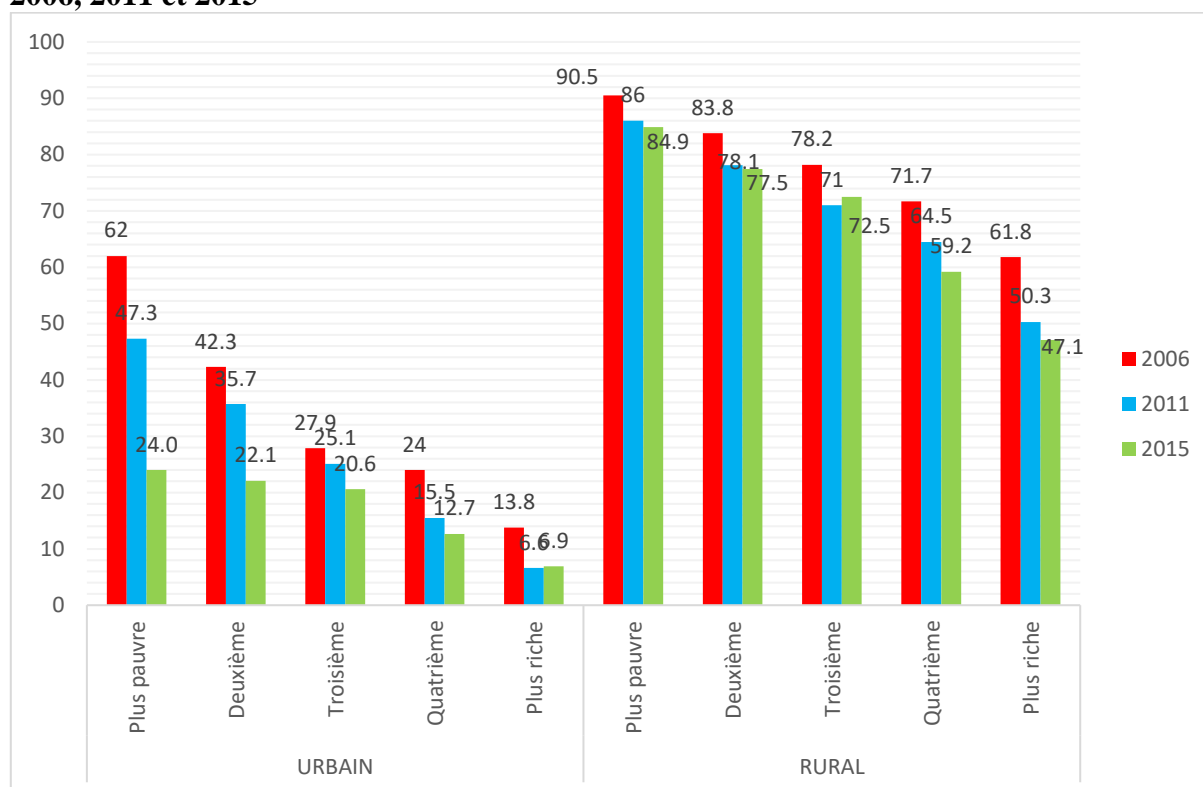
Graphique V-3 : Pourcentage des ménages utilisant la nature par milieu, 2006, 2011 et 2015



Sources : QUIBB 2006, 2011, 2015, estimations INSEED.

Il ressort de l'analyse du Graphique V-4 ci-dessous que l'utilisation de la nature comme lieu d'aisance diminue au fur et à mesure que le niveau de vie du ménage s'améliore. Cette tendance est indépendante du temps et du milieu de résidence. Par contre, l'utilisation de la nature est liée au milieu de résidence. En effet, la proportion des ménages utilisant la nature comme lieu d'aisance est relativement élevée en milieu rural pour tous les quintiles du bien-être.

Graphique V-4 : Pourcentage des ménages utilisant la nature par quintile et milieu, 2006, 2011 et 2015



Sources : QUIBB 2006, 2011, 2015, estimations INSEED

V.3 Combustible pour la cuisson

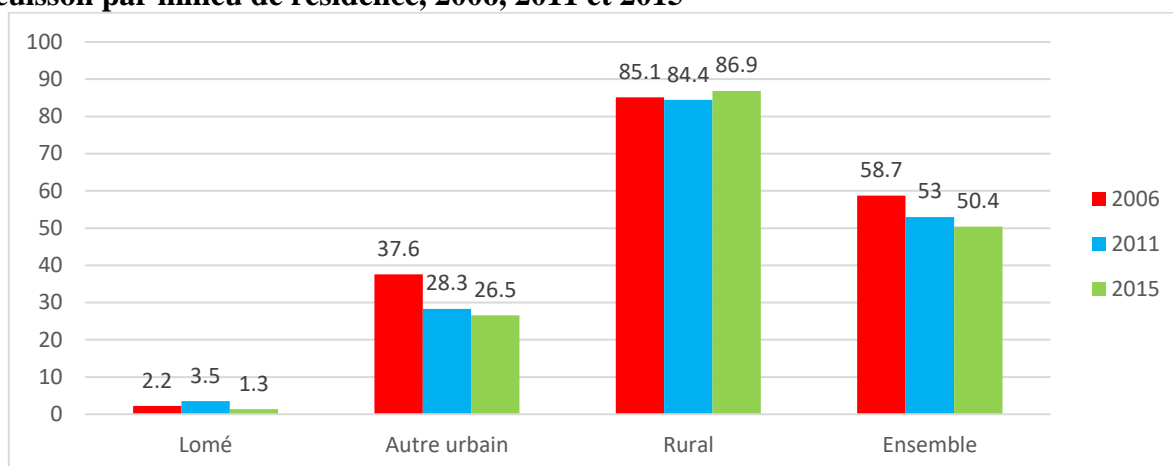
Les principales sources d'énergie utilisées par les ménages pour la cuisson sont regroupées en trois grands groupes à savoir :

- L'électricité ou le gaz domestique,
- le charbon de bois, et
- le bois de chauffe.

Au niveau national, le bois de chauffe demeure la principale source d'énergie pour la cuisson depuis 2006.

Toutefois, cette source d'énergie est de moins en moins utilisée par les ménages au profit des autres sources d'énergie. En effet, près de six ménages sur dix (58,7%) utilisaient le bois pour la cuisson en 2006, cette proportion s'est établie à 53,0% et à 50,4% respectivement en 2011 et en 2015.

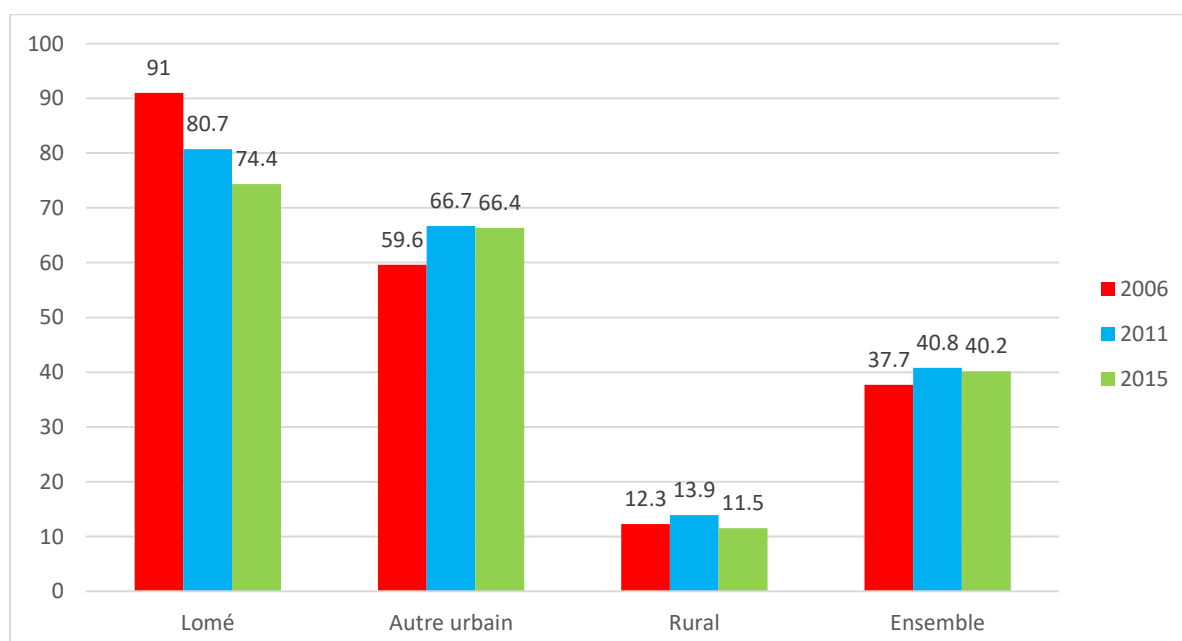
Graphique V-5 : Pourcentage des ménages utilisant du bois comme énergie pour la cuisson par milieu de résidence, 2006, 2011 et 2015



Sources : QUIBB 2006, 2011, 2015, estimations INSEED.

L'analyse suivant le milieu de résidence révèle que le bois n'est quasiment pas utilisé à Lomé comme source d'énergie pour la cuisson et qu'il est beaucoup moins utilisé dans les autres milieux urbains (autre que Lomé) qu'en milieu rural. En effet, plus de huit ménages sur dix l'utilisent en milieu rural. Son utilisation dans ce milieu a même augmenté en 2015 (86,9%) en comparaison à 2011 (84,4%) et à 2006 (85,1%).

Graphique V-6 : Pourcentage des ménages utilisant du charbon de bois comme énergie pour la cuisson par milieu de résidence, 2006, 2011 et 2015

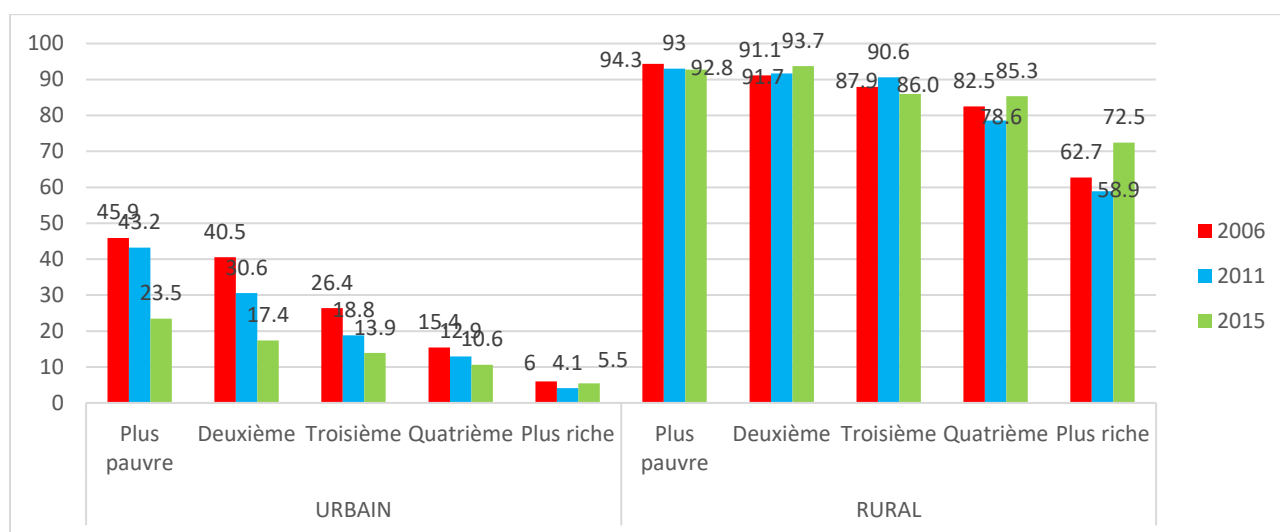


Sources : QUIBB 2006, 2011, 2015, estimations INSEED.

Par contre, le charbon de bois est la source d'énergie la plus utilisée pour la cuisson dans le Grand Lomé où en moyenne, plus des trois quarts des ménages l'utilisent depuis 2006 (Graphique V-6).

L'utilisation du bois par les ménages comme source d'énergie pour la cuisson diminue avec le niveau de richesse quelle que soit la période de l'étude en milieu urbain alors qu'en milieu rural, il n'y a pas de différence considérable entre les quintiles.

Graphique V-7 : Pourcentage des ménages utilisant du bois comme énergie pour la cuisson par quintile et milieu, 2006, 2011 et 2015

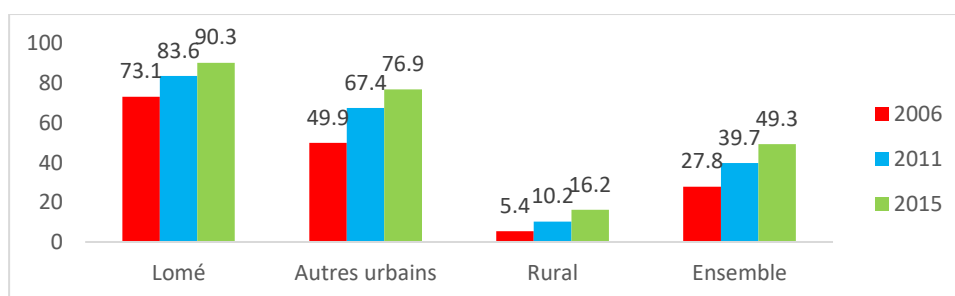


Sources : QUIBB 2006, 2011, 2015, estimations INSEED

V.4 Accès à l'électricité

L'accès à l'électricité par les populations est l'un des défis à relever en matière de développement, comme le révèle l'analyse des résultats obtenus dans la présente section.

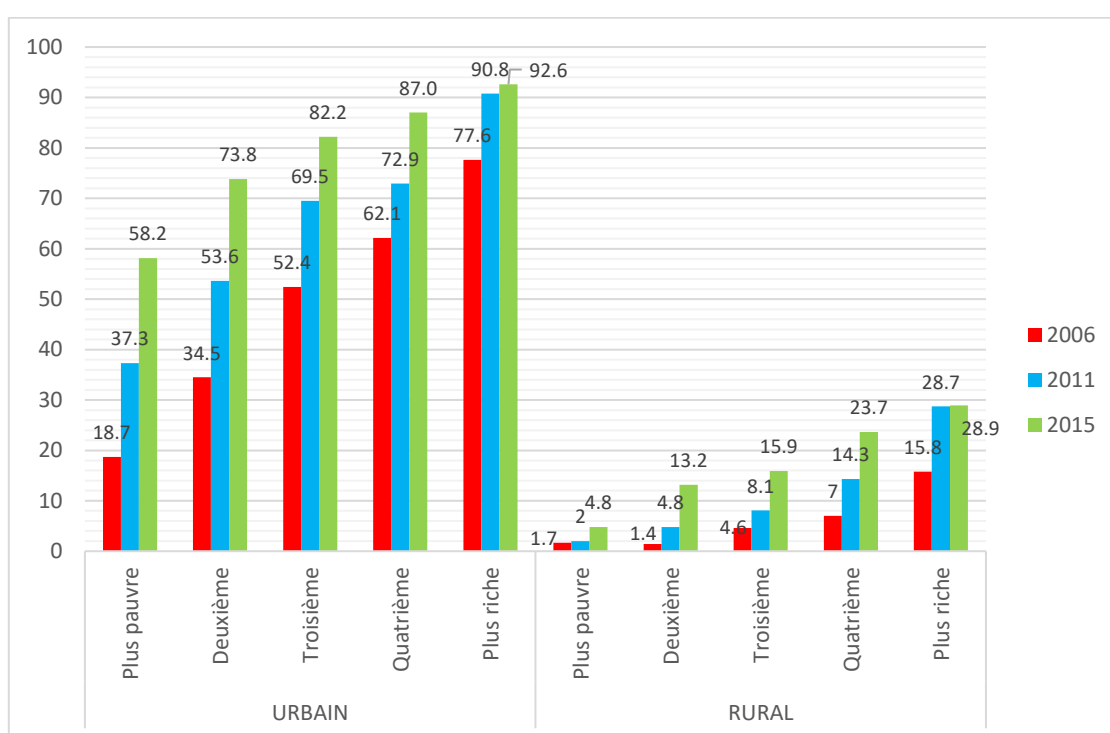
Graphique V-8 : Pourcentage de ménages utilisant l'électricité par région, 2006, 2011 et 2015



Sources : QUIBB 2006, 2011, 2015, estimations INSEED.

Au niveau national, le taux d'accès des ménages à l'électricité a augmenté au fil du temps même si jusqu'en 2015 plus de la moitié des ménages n'ont pas accès à l'électricité. En effet, en 2015, 49,3% des ménages ont accès à l'électricité alors que ce taux s'établissait à 39,7% et 27,8% respectivement en 2011 et en 2006. Les ménages résidant en milieu rural sont les plus défavorisés en matière d'accès à l'électricité comparativement aux ménages du Grand Lomé et à ceux des autres milieux urbains. En 2015, seulement 16,2% des ménages du milieu rural ont accès à l'électricité alors que ce taux s'établit à 90,3% et 76,9% respectivement dans le Grand Lomé et dans les autres milieux urbains.

Graphique V-9 : Pourcentage des ménages utilisant l'électricité par quintile et milieu, 2006, 2011 et 2015



Sources : QUIBB 2006, 2011, 2015, estimations INSEED.

L'écart entre riches et pauvres en matière d'accès à l'électricité est plus remarquable en milieu rural qu'en milieu urbain.

CHAPITRE VI. EDUCATION ET ALPHABETISATION

L'éducation est par excellence un vecteur de transmission de potentialités, ce qui la met ainsi au cœur de toute analyse de pauvreté³. En d'autres termes, il existe un lien entre le niveau d'éducation et le niveau de vie des ménages qui peut être mesuré à partir de plusieurs indicateurs tel que le taux net de scolarisation (TNS).

Le taux net de scolarisation au primaire est la proportion des enfants âgés de 6 à 11 ans fréquentant l'école primaire au moment de l'enquête. Le taux net de scolarisation au secondaire est la proportion des enfants âgés de 12 à 18 ans fréquentant l'école secondaire au moment de l'enquête. L'école secondaire comprend le premier cycle et le second cycle de l'enseignement. Afin de mieux percevoir ce lien entre éducation et pauvreté, le TNS a été désagrégé par niveau d'éducation, milieu de résidence, domaine, sexe et quintile de niveau de vie tout en comparant les résultats de 2006, 2011 et 2015.

VI.1 Niveau primaire

L'analyse selon le taux net de scolarisation au primaire montre que ce taux a connu une amélioration au cours des années 2006, 2011 et 2015. En effet, ce taux est passé respectivement de 74,5% en 2006 à 81,8% en 2011 pour s'établir à 84,8% en 2015 (Annexe 7. 2).

L'analyse selon le milieu de résidence, fait ressortir d'une part une forte disparité en faveur du Grand Lomé et les autres urbains par rapport au milieu rural et, d'autre part, une amélioration du TNS dans les différents domaines entre 2006 et 2015. En effet, le TNS est de 91,2 % dans le Grand Lomé, 91,9% dans les autres villes alors qu'il se situe à 81,5% dans le milieu rural. Des performances moins élevées étaient obtenus en 2006 et 2011, où les niveaux du TNS étaient

³ La pauvreté selon l'approche des capacités, Sen (1985, 1987)

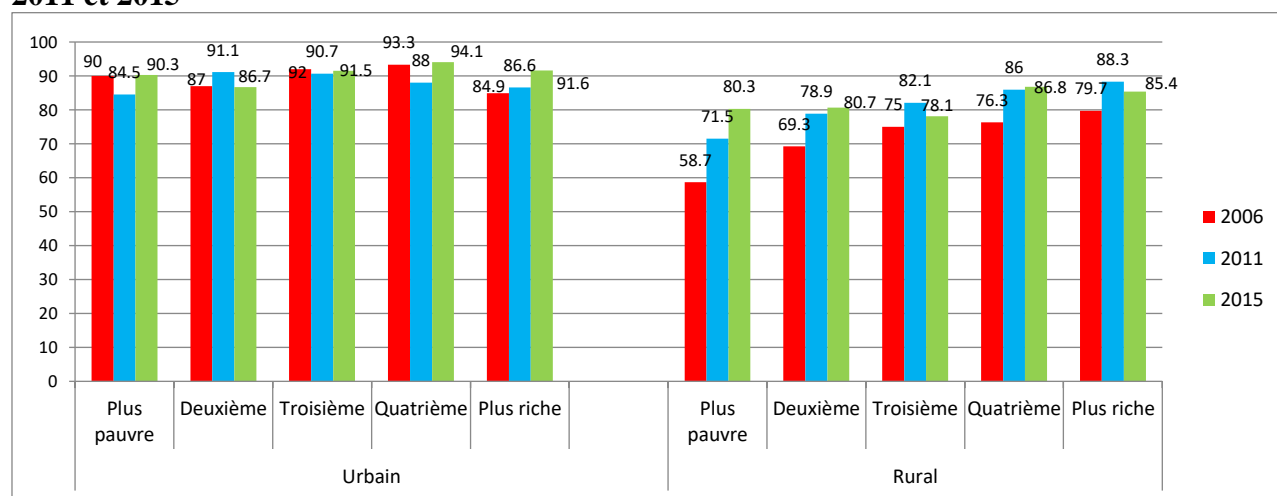
respectivement de 90,3% et de 87,8% dans le Grand Lomé, de 88,0% et de 89,1% dans les autres milieux urbains contre seulement 68,8% et 78,9% dans le milieu rural. Toutefois, il convient de signaler que l'amélioration est plus marquée en milieu rural qui semble rattraper plus vite son retard, soit 12,5 points sur neuf ans contre 3,9 points dans les autres milieux urbains.

De plus, l'analyse du taux net de scolarisation révèle une disparité en faveur des garçons par rapport aux filles en 2006, 2011 et 2015. En effet, au niveau secondaire, la proportion des garçons scolarisés (86,3%) est un peu plus élevée que celle des filles (83,6%) en 2015. Ces taux étaient respectivement de 76,3% et 84,5% en 2006 et 2011 pour les garçons contre 72,6% et 79,0% pour les filles.

Indépendamment du niveau de vie, il ressort que l'amélioration du TNS est plus marquée parmi les enfants issus des ménages les plus pauvres, passant de 61,0 % en 2006 à 72,6% en 2011 pour se situer à 81,6% en 2015, soit une hausse de 20,6 points sur neuf ans. De même, parmi les enfants issus des ménages les plus riches, le TNS est passé de 83,0% en 2006 à 87,2% en 2011 et a atteint 89,0% en 2015. Toutefois, il est à signaler une prédominance des ménages les plus riches sur les ménages les plus pauvres en matière de scolarisation au primaire pour toutes les années (Annexe 7. 3).

De plus l'analyse selon le niveau de bien-être et le milieu de résidence montre globalement que quel que soit le niveau de vie, le taux net de scolarisation au secondaire est toujours plus élevé dans les milieux urbains (Graphique VI-1).

Graphique VI-1 : Taux net de scolarisation au primaire par quintile et milieu en 2006, 2011 et 2015



Sources : QUIBB 2006, 2011 et 2015, estimations INSEED

VI.2 Niveau Secondaire

A l'instar du niveau primaire, le taux net de scolarisation a également connu une amélioration entre 2006 et 2015, passant de 35,2% en 2006, à 41,0% en 2011 pour se situer à 49,1% en 2015 (Annexe 7. 6).

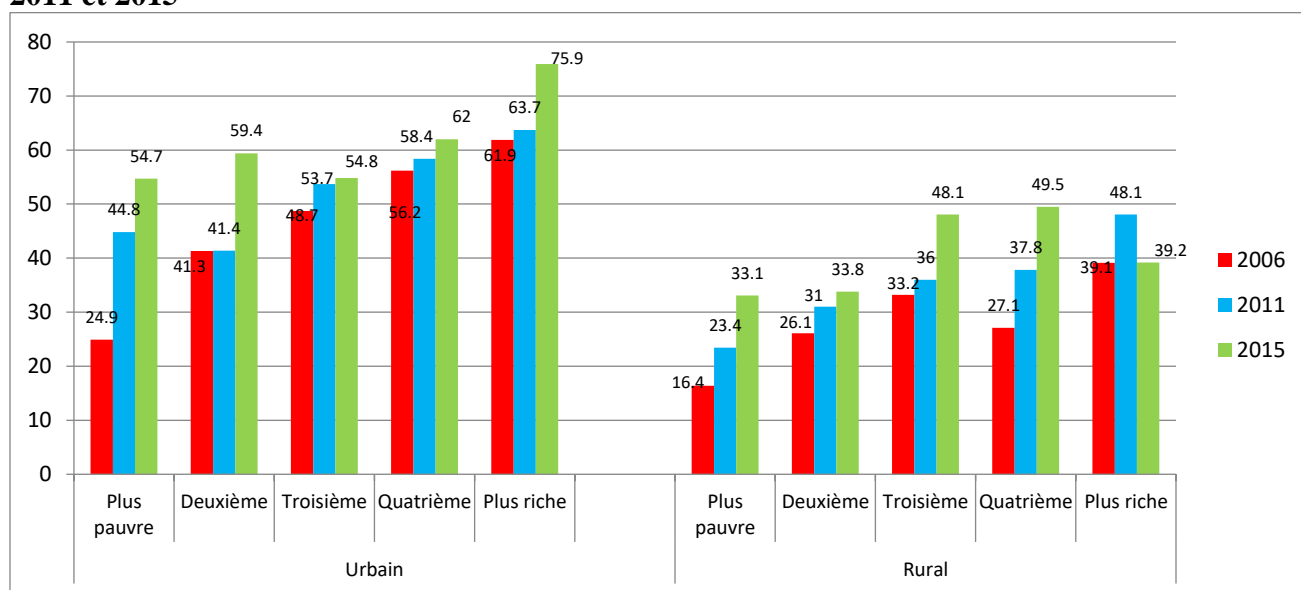
De plus, l'analyse du taux net de scolarisation révèle une disparité en faveur des garçons par rapport aux filles en 2006, 2011 et 2015. En effet, au niveau secondaire, la proportion des garçons scolarisés (54,9%) est plus élevée que celle des filles (42,1%) en 2015. Ces taux étaient respectivement de 39,1% et 47,9% en 2006 et 2011 pour les garçons contre 30,9% et 33,5% pour les filles.

Selon le milieu de résidence, il ressort d'une part une forte disparité en faveur du Grand Lomé et des autres milieux urbains par rapport au milieu rural et, d'autre part, une amélioration du TNS dans les différents domaines entre 2006 et 2015. En effet, le TNS est de 65,9% dans le Grand Lomé, 58,5% dans les autres villes alors qu'il se situe à 39,1% dans le milieu rural. Des taux moins élevés étaient obtenus en 2006 et 2011, où les niveaux du TNS étaient respectivement de 53,5% et de 57,1% dans le Grand Lomé, de 50,3% et de 55,4% dans les autres milieux urbains contre 25,6% et 32,0% dans le milieu rural.

L'analyse selon le niveau de vie montre que quel que soit le niveau de vie, il y a une amélioration entre 2011 et 2015. La plus forte augmentation du TNS sur les neuf ans est enregistrée au niveau des enfants issus des ménages les plus pauvres (20 points). Le TNS est passé de 17,3% en 2006 à 37,4% en 2015. La plus faible est obtenue chez les enfants des ménages les plus riches. Le TNS est passé de 54,7% en 2006 à 62,0% en 2015, soit une augmentation de 7,3%. Les enfants des ménages des deuxième, troisième et quatrième quintiles de niveau de vie ont vu leur condition s'améliorer respectivement de 12,7 points, de 12 points et de 13,9 points sur les neuf ans.

De plus l'analyse selon le niveau de vie et le milieu de résidence montre que la tendance en milieu urbain est similaire à celle observée au niveau national. Par contre en milieu rural, les TNS se sont améliorés aux niveaux de tous les quintiles à l'exception du quintile des enfants issus des ménages les plus riches où le TNS s'est dégradé entre 2011 et 2015, passant de 48,1% à 39,2% (Graphique VI-2).

Graphique VI-2 : Taux net de scolarisation au secondaire par quintile et milieu, 2006, 2011 et 2015



Sources : QUIBB 2006, 2011 et 2015, estimations INSEED

VI.3 Alphabétisation

L'alphabétisation se définit dans le cadre de cette étude comme la capacité d'un individu de 15 ans ou plus, à lire et écrire des mots simples dans une langue quelconque. Les résultats de l'enquête montrent que 63,3% des individus âgés de 15 ou plus sont alphabétisés. Cette proportion a connu une amélioration par rapport à celles de 2006 et 2011 qui étaient respectivement de 58,1% et de 60,4% (Annexe 7. 11).

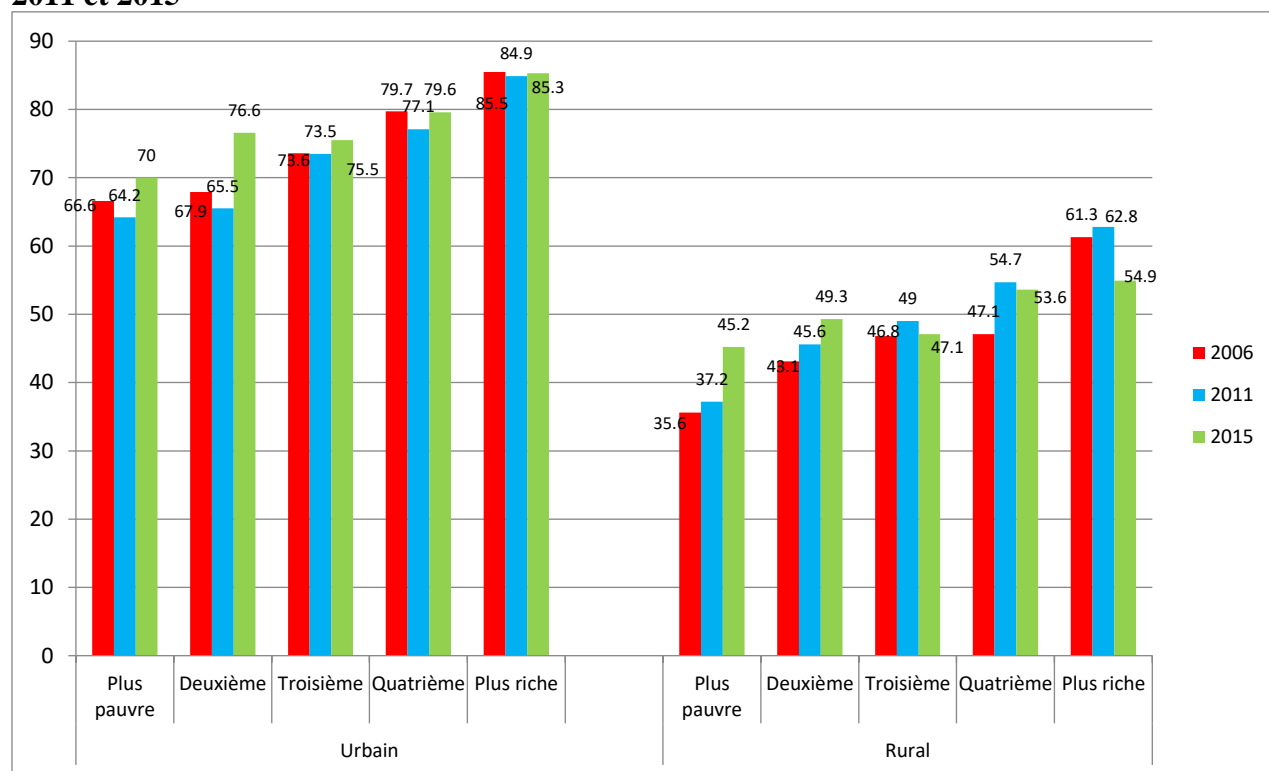
L'analyse selon le domaine révèle de fortes disparités entre Grand Lomé, les autres urbains et le milieu rural. Dans le Grand Lomé, 84,4% des adultes sont alphabétisés alors que dans les autres milieux urbains, ils sont 72,2% à être alphabétisés. Cette proportion est seulement de 49,2% en milieu rural.

Selon le sexe, les résultats de l'enquête indiquent que les hommes sont plus alphabétisés que les femmes. En effet, il ressort que 76,6% des hommes âgés de 15 ans ou plus sont alphabétisés contre seulement 50,9% des femmes de la même tranche d'âge en 2015. Toutefois, il est à noter que globalement une nette amélioration de ces indicateurs par rapport à 2011.

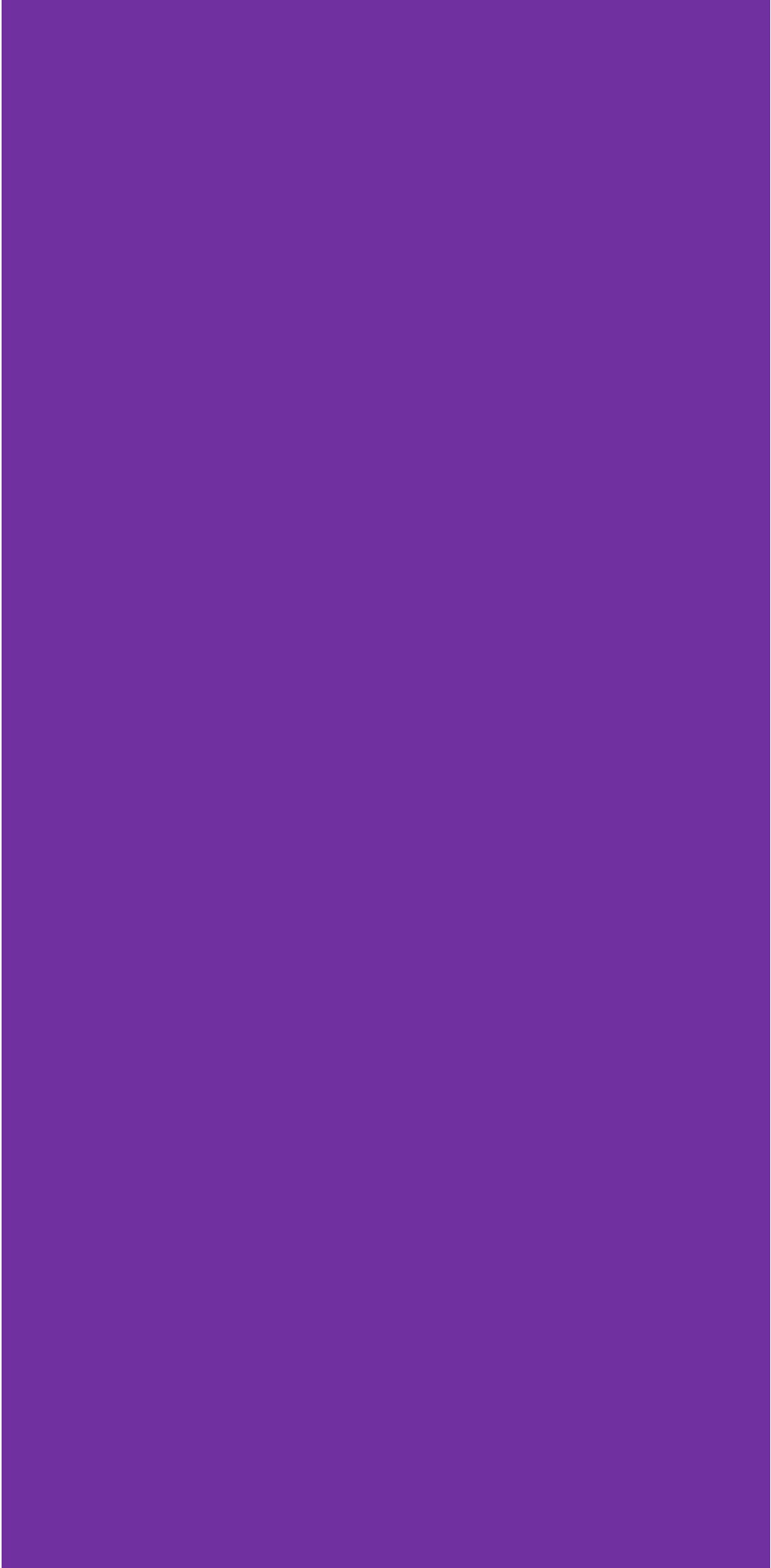
L'analyse par rapport au niveau de vie montre qu'en 2015, la moitié (50,1%) des individus les plus pauvres âgés de 15 ans ou plus sont alphabétisés contre une proportion de 40,3% en 2011,

soit une augmentation de près de dix points. Toutefois, il convient de signaler que les individus des ménages les plus riches de 15 ans ou plus ont vu leur taux d’alphabétisation baisser de 3,1 points. Il est passé de 78,8% en 2011 à 75,7% en 2015 (Annexe 7. 11). De plus, les résultats du Graphique VI-3 révèlent qu’indépendamment des quintiles de niveaux de vie, le taux d’alphabétisation est toujours plus élevé dans les milieux urbains. En milieu rural, les individus des troisième et quatrième quintiles et ceux vivant dans des ménages les plus riches ont connu une baisse de leurs taux d’alphabétisation par rapport à 2011.

Graphique VI-3 : Taux d’alphabétisation des 15 ans et plus par quintile et milieu, 2006 2011 et 2015



Sources : QUIBB 2006,2011 et 2015, estimations INSEED



CHAPITRE VII. SANTE

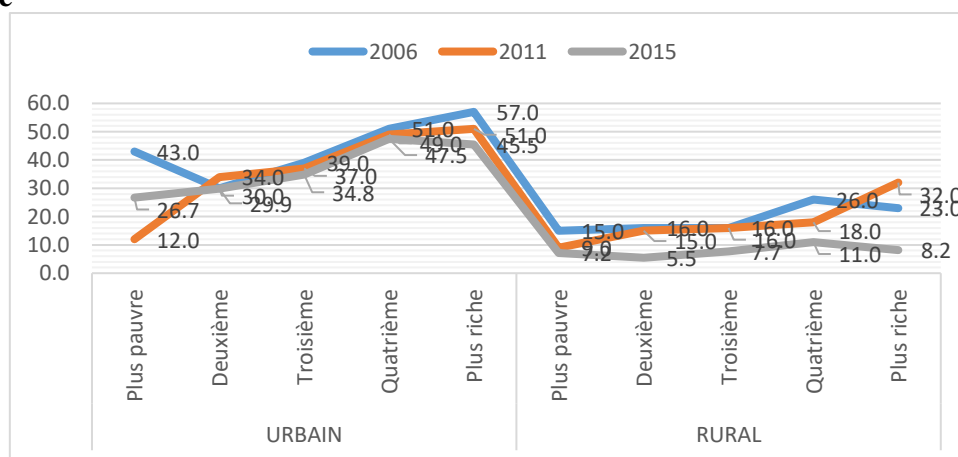
Ce chapitre est consacré à l'accès aux services de santé (structures et personnels) par les individus malades durant les quatre dernières semaines ayant précédé l'enquête. L'analyse est faite suivant le milieu de résidence et le quintile de bien-être. Le Togo étant un pays dont plus de la moitié de la population est constituée de pauvres, ces indicateurs pourraient permettre de mesurer la situation du pays sur le plan sanitaire.

VII.1 Recours aux hôpitaux ou cliniques en cas de maladie

Au niveau national, il est à noter une diminution de la proportion des malades ayant eu recours aux hôpitaux ou cliniques au profit des dispensaires. De 2011 à 2015, elle est passée de 28,8% à 20,2% pour les hôpitaux ou cliniques et de 28,6% à 38,3% pour les dispensaires. Cette tendance est la même dans les trois domaines de l'étude : Grand Lomé, Autres urbains et Rural.

Dans le Grand Lomé, 40,2% des malades ont eu recours aux hôpitaux ou cliniques alors seulement 18,4% des malades fréquentent les dispensaires. Dans les autres milieux urbains, ces proportions sont respectivement de 41,1% et 16,7%. En milieu rural, seulement 7,6% des malades fréquentent les hôpitaux ou cliniques alors que 50,9% des malades se font soigner dans les dispensaires (Annexe 8. 1).

Graphique VII-1 : Services de santé consultés par quintile de bien-être et par milieu de résidence



Sources: QUIBB 2006, 2011, 2015, estimations INSEED

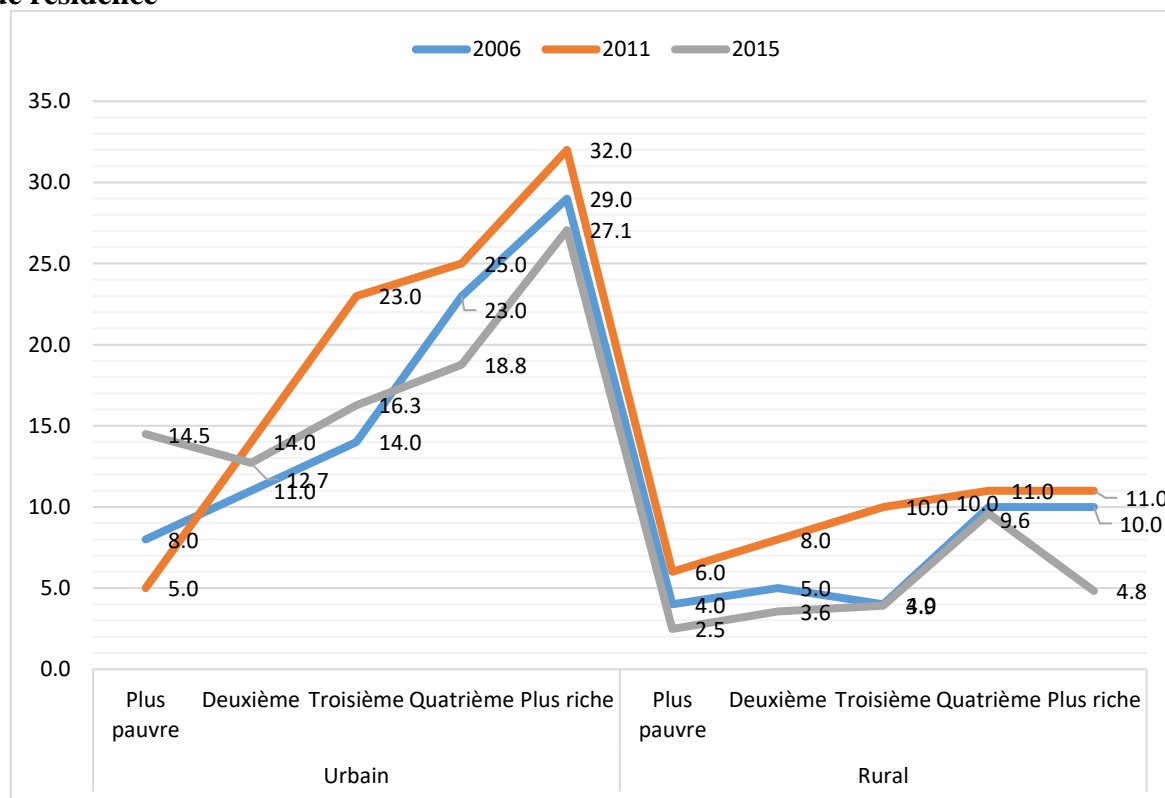
La diminution de la proportion de malades ayant eu recours aux hôpitaux ou cliniques est vérifiée pour tous les quintiles exceptés, les plus pauvres résidant en milieu urbain. Par ailleurs, la proportion de malades ayant eu recours aux hôpitaux ou cliniques est plus élevée en milieu urbain qu'en milieu rural pour tous les quintiles de bien-être (**Error! Reference source not found.** ci-dessus).

VII.2 Recours aux médecins en cas de maladie

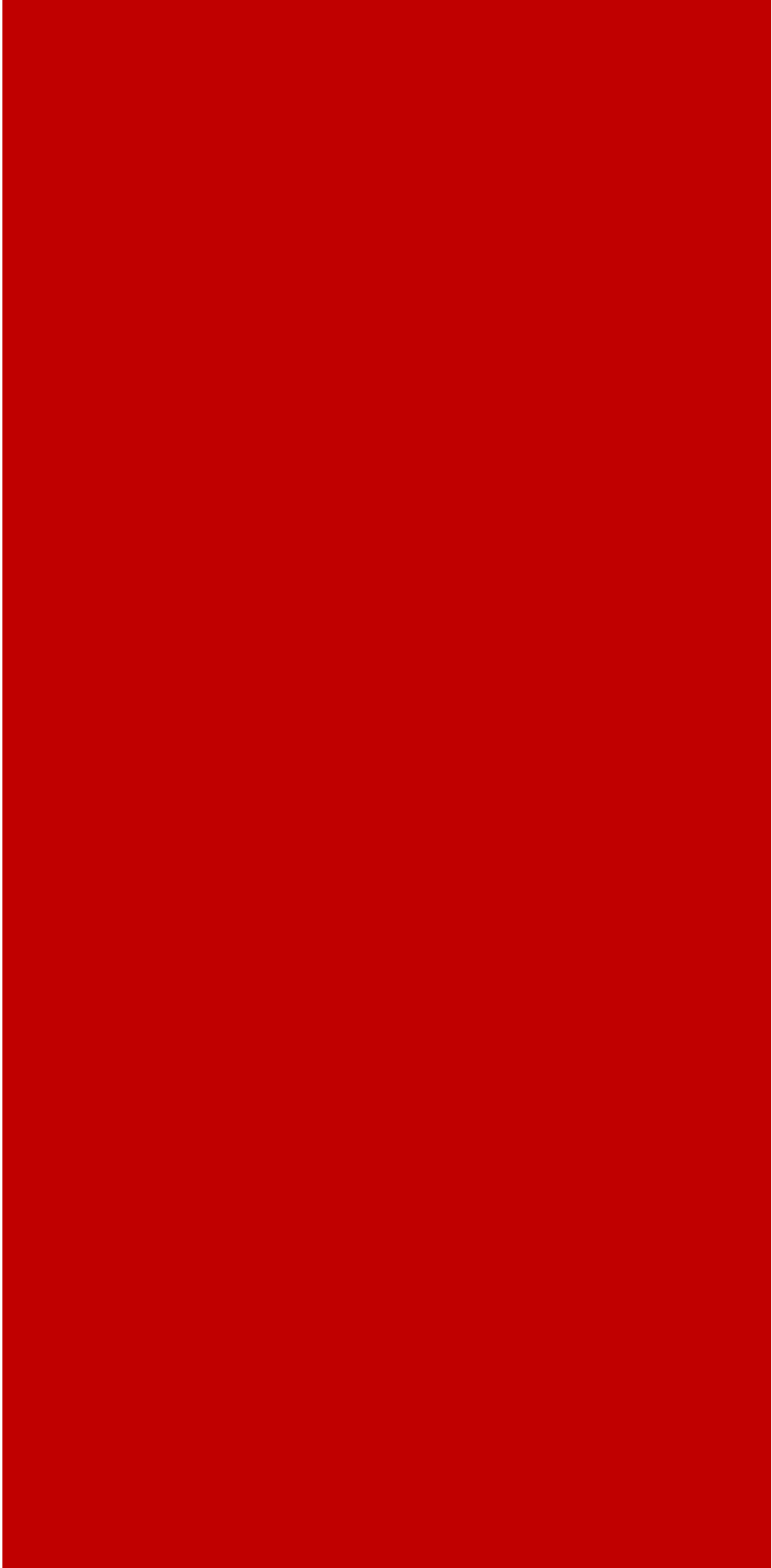
Au niveau national, les résultats révèlent une diminution de plus de 4 points de pourcentage de la proportion de malades ayant eu recours aux médecins au profit des infirmiers entre 2011 et 2015. Ce constat est le même quel que soit le milieu de résidence. (Annexe 8. 2)

L'observation selon le milieu de résidence et le quintile, révèle que la proportion de malades ayant eu recours aux médecins n'a connu une augmentation entre 2011 et 2015 que pour les ménages les plus pauvres résidant en milieu urbain (Annexe 8. 4).

Graphique VII-2 : Personnels de santé consultés par quintile de bien-être et par milieu de résidence



Sources: QUIBB 2006, 2011, 2015, estimations INSEED



CHAPITRE VIII. CAUSES DE LA PAUVRETE EN 2015

Les chapitres précédents décrivent de façon sommaire la relation entre la pauvreté et les caractéristiques socio démographiques des ménages. Le présent chapitre permet d'expliquer la probabilité d'être pauvre selon une série de caractéristiques telles que le milieu de résidence, le niveau d'éducation, le groupe socio-économique, le sexe, la situation matrimoniale du chef de ménage (CM) et la taille du ménage.

VIII.1 Spécification du modèle

Cette analyse est basée sur les résultats d'un modèle linéaire. Les régressions ont été estimées séparément au niveau national, et par domaine (Grand Lomé, Autres urbains et rural) avec le logarithme de la consommation par tête comme variable dépendante. Ce type de modèle a été adopté afin de permettre une comparaison temporelle, entre 2006, 2011 et 2015, des déterminants de la consommation des ménages. Il explique les chances ou la probabilité que les dépenses de consommation d'un groupe d'individu augmentent par rapport à un groupe de référence.

VIII.2 Présentation des résultats

Les résultats sont présentés par rapport aux principaux déterminants de la pauvreté abordés au chapitre II.

VIII.2.1 Caractéristiques démographiques

Au niveau national, l'analyse selon le sexe du chef du ménage montre qu'un ménage dont le chef est de sexe masculin a plus de chance (19,2%) d'être non pauvre qu'un ménage dirigé par une femme. Il en est de même en milieu rural. A l'inverse, en milieu urbain, un ménage dirigé

par un homme a en moyenne beaucoup moins de chance d'être non pauvre (52,7%) que celui dirigé par une femme.

Selon le domaine, un ménage urbain a en moyenne plus de chance d'augmenter sa consommation par tête que celui résidant an un milieu rural. Cette chance est plus élevée dans les autres urbains (31,1%) que dans Grand Lomé (17,1%).

D'une manière générale, en ce qui concerne la taille du ménage, l'ajout d'une personne supplémentaire dans le ménage a un impact négatif sur le bien-être des membres du ménage. Cet impact est plus élevé quand il s'agit d'un enfant de moins de 5 ans ou d'une personne âgée de 5 à 14 ans. En effet, l'ajout d'une personne âgée de moins de 15 ans dans un ménage diminue la chance d'être non pauvre (37,2% pour les enfants âgés de moins de 4 ans et 38,6% pour ceux âgés de 5 à 14 ans). Cela s'explique par le fait que ces personnes ne sont pas actives et ne contribuent pas à la création de revenu.

L'analyse selon la situation matrimoniale du chef de ménage, montre qu'un ménage dirigé par un chef marié polygame a en moyenne plus de chance d'avoir les dépenses de consommation par tête plus élevée que celui dirigé par un marié monogame. Il en est de même pour les ménages ruraux et urbains. A ceci, il faut ajouter l'effet taille qui pourrait atténuer ce constat.

VIII.2.2 Niveau d'instruction

Le chapitre 7 a déjà montré une relation positive entre le niveau d'éducation du CM et le statut de pauvreté. Le modèle multilinéaire confirme cette corrélation. En général, il ressort du Tableau VIII-1 que la chance pour un ménage d'être non pauvre augmente avec le niveau d'instruction du chef.

Par exemple, un ménage dont le chef a un niveau d'éducation primaire a en moyenne plus de chances d'être non pauvre que celui dirigé par un chef sans instruction. Cet impact est plus important en milieu rural qu'en milieu urbain. Les ménages ruraux dont les chefs ont un niveau primaire ont 15,9% de chance d'être non pauvres que leurs semblables sans instruction ; contre 9,9% pour les ménages urbains.

Le modèle révèle aussi qu'un ménage dont le chef possède un niveau secondaire complet a en moyenne 47,5% de chance d'avoir des dépenses de consommation par tête plus élevées que celui dirigé par son semblable sans niveau d'instruction.

VIII.2.3 Groupe socio-économique du Chef de Ménage

Un ménage dirigé par un chef appartenant un groupe socio-économique autre qu'un agriculteur indépendant a plus de chances d'être non pauvre que celui dirigé par un agriculteur.

Par exemple, les ménages dirigés par les salariés du public ont en moyenne 24,9% de chance d'être non pauvres que ceux dirigés par les agriculteurs indépendants. Cette relation est plus importante en milieu rural qu'en milieu urbain. En effet, les ménages ruraux dirigés par les salariés du public ont 44,9% de chance d'avoir des dépenses de consommation par tête plus élevées que ceux des agriculteurs indépendants, tandis que les ménages urbains ont 16,5% plus de chance d'être non pauvres que leurs semblables agriculteurs indépendants.

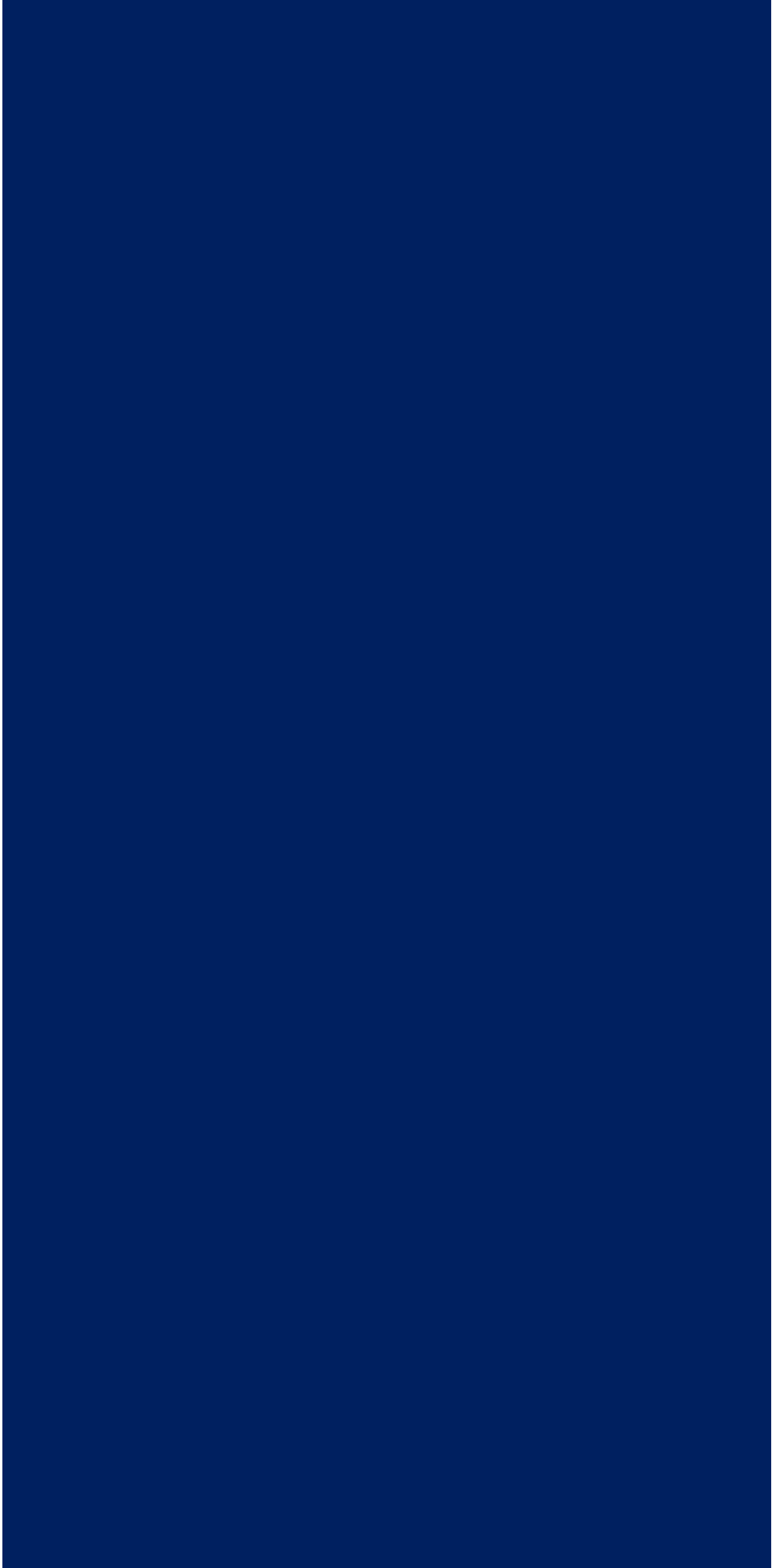
Tableau VIII-1 : Résultats du modèle multivarié par domaine et au niveau national

.Variables explicatives	Ensemble	Grand Lomé	Autres urbains	Ensemble urbains	Rural
Constante	12,190***	12,622***	13,585***	13,192***	11,170***
Domaine					
Milieu rural	ref	Ref	ref	ref	ref
Grand Lomé	0,171***	----	----	----	----
Autres urbains	0,311***	---	----	----	----
Groupe d'âge des individus dans le ménage					
Age 0 à 4 ans	-0,372***	-0,437***	-0,418***	-0,425***	-0,404***
Age 5 à 14 ans	-0,389***	-0,508***	-0,397***	-0,463***	-0,376***
Age 15 à 59 ans	-0,364***	-0,285***	-0,458***	-0,363***	-0,348***
Plus de 60 ans	-0,309***	-0,150***	-0,325***	-0,217***	-0,366***
Age 0 à 4 ans carré	0,040***	0,088***	0,078***	0,082***	0,043***
Age 5 à 14 ans carré	0,027***	0,051***	0,024***	0,041***	0,026***
Age 15 à 59 ans carré	0,018***	0,011***	0,027***	0,018***	0,016***
Plus de 60 ans carré	0,080***	-0,028***	0,049***	0,005	0,123***
Sexe du chef de ménage					
Femme	ref	Ref	ref	ref	ref

.Variables explicatives	Ensemble	Grand Lomé	Autres urbains	Ensemble urbains	Rural
Homme	0,192***	-0,112***	-0,751***	-0,527***	1,219***
Niveau d'instruction du chef de ménage					
Sans instruction	ref	Ref	ref	ref	ref
Primaire	0,127***	0,006	0,023***	0,026***	0,169***
Secondaire (partiel)	0,105***	-0,011	0,202***	0,062***	0,078***
Secondaire (complète)	0,475***	0,439***	0,534***	0,481***	0,109***
Supérieur	0,018**	0,040**	-0,196***	-0,012	-0,002
Niveau d'éducation du conjoint du Chef de ménage					
Sans instruction	ref	Ref	ref	ref	Ref
Primaire	-0,069***	-0,007	0,028***	0,012***	-0,113***
Post primaire,,	0,251***	0,333***	0,186***	0,283***	0,233***
Situation matrimoniale du chef ménage					
Marié monogame	ref	Ref	ref	ref	Ref
Marié (polygame)	0,219***	0,253***	0,281***	0,244***	0,191***
Veuf	0,425***		0,707***	0,508***	
Groupe socio-économique du chef ménage					
Agriculteur indépendant	ref	Ref	ref	ref	Ref
Salarié-secteur public	0,249***	0,133***	0,222***	0,165***	0,449***
Salarié-secteur privé	0,125***	0,136***	0,122***	0,101***	0,102***
Autre indépendants	0,165***	0,248***	0,115***	0,179***	0,045***
Sans travail	0,107***	0,054***	0,183***	0,067***	0,107***
R2	0,627	0,657	0,509	0,552	0,6090

Sourcess : QUIBB 2015, estimations INSEED

*Note : *, **, *** signifient que les coefficients sont significativement différents de zéro à respectivement 90%, 95% et 99%, les coefficients non significatifs ont été remplacés par « ... ».*



CONCLUSION

Ce rapport analyse les tendances de la pauvreté au Togo sur les périodes de 2006 à 2011 et de 2011 à 2015 à partir des données des trois enquêtes QUIBB 2006, 2011 et 2015. Le profil de la pauvreté selon les milieux de résidence, domaine d'analyse et selon certaines caractéristiques socio-économiques est également abordé. Avec un taux de croissance économique annuelle per capita moyen d'environ 1,2% sur la période de 2006-2015 et un taux de croissance démographique de 2,4 entre 2010 et 2015, le Togo a vu son niveau de pauvreté diminuer de 61,7 pourcent en 2006 à 58,7 en 2011 et à 55,1 en 2015. Néanmoins, ces taux pour l'ensemble du pays cachent des disparités entre milieux de résidence et domaines d'étude. En 2011, la réduction de la pauvreté s'était concentrée à Lomé, dans les régions Maritime et de Kara dans une moindre mesure. Cependant, en 2015 force est de constater que le taux de pauvreté a considérablement augmenté dans le Grand Lomé (la capitale et ses périphéries), passant de 28,5% en 2011 à 34,8% en 2015.

L'utilisation d'un seuil de pauvreté alimentaire afin de définir la pauvreté extrême démontre que cette pauvreté a augmenté légèrement entre 2006 et 2011 avant de chuter en 2015 pratiquement dans la même proportion. Si en 2011, trois personnes sur dix (30,0%) parmi les populations les plus pauvres ont vu leur niveau de vie diminuer significativement montrant ainsi que la croissance économique ne pouvait pas être qualifiée de pro-pauvre, en 2015, dans l'ensemble du pays, l'étude aboutit à une conclusion encourageante. Autrement dit, en 2015, l'inégalité des revenus a diminué ces dernières années au Togo par le fait que la croissance économique a aussi bénéficié aux ménages les moins pauvres de la société même si le Grand Lomé présente malheureusement une situation contraire.

L'examen de la possession de biens durables comme mesure alternative de bien-être des ménages est globalement très encourageant. En effet, entre autres, la possession de biens durables tels que les postes téléviseurs, téléphones mobiles et motocyclettes a augmenté significativement pour toutes les strates de la population.

La pauvreté étant assurément un phénomène multidimensionnel, l'analyse a aussi porté sur l'accès aux services de base comme mesure de la pauvreté. Ainsi, il a été constaté que l'accès à l'eau potable a globalement augmenté, même cette amélioration est essentiellement plus

remarquable à Lomé. De même, l'utilisation de l'électricité a fortement augmenté pour tous les différents groupes étudiés, même le milieu rural demeure largement en retard par rapport au milieu urbain. En ce qui concerne la fréquentation scolaire au niveau primaire, les taux ont augmenté en milieu rural, surtout au niveau des ménages les plus pauvres.

L'analyse a également permis de caractériser la pauvreté selon les grands groupes de la population togolaise en considérant les domaines d'étude. En effet, il convient de noter que le profil actuel permet de constater le niveau élevé de pauvreté dans les milieux ruraux mais sans autres précisions. Il faut également noter que de 2011 à 2015, la pauvreté a diminué de plus de 3 points. Il est possible qu'il existe des cantons mieux nantis que les autres. Similairement, il est permis de croire que certains quartiers de Lomé soient très pauvres malgré le fait que la capitale le soit moins que le reste du pays. Sur la base de ces résultats, il serait opportun de mener une enquête légère complémentaire, en vue de produire une carte de pauvreté au niveau des régions, préfectures et cantons afin de disposer d'estimations désagrégées et plus détaillées pour mener de nouvelles politiques de développement ciblées ou continuer les politiques de développement actuelles si nécessaire. Une telle carte de la pauvreté devrait être vue comme le prolongement du profil et sera une façon d'opérationnaliser les résultats du profil en faveur des politiques de développement ciblées.

ANNEXES

Annexe 3. 1 : Indices de pauvreté et contribution à la pauvreté selon le milieu de résidence 2006, 2011 et 2015

Indices + contributions	Population %	Indicateurs de pauvreté %				Contribution à la pauvreté nationale %		
Milieu	Pop.	P0	P1	P2	P1/P0	C0	C1	C2
2006								
Lomé urbain	21,0	30,8	8,2	3,2	26,6	10,5	7,3	5,9
Autres urbains	14,1	46,4	14,2	5,9	30,6	10,6	8,5	7,1
Rural	64,9	75,1	30,6	15,6	40,7	78,9	84,2	87,0
Ensemble	100,0	61,7	23,6	11,6	38,2	100,0	100,0	100,0
2011								
Lomé urbain	23,5	28,5	6,9	2,6	24,2	11,4	6,6	4,6
Autres urbains	14,5	44,7	15,3	7,1	34,2	11,0	9,1	7,9
Rural	62,0	73,4	33,1	18,4	45,1	77,6	84,3	87,5
Ensemble	100,0	58,7	24,4	13,1	41,6	100,0	100,0	100,0
2015								
Lomé urbain	25,8	34,8	12,1	5,9	34,7	16,3	14,1	13,1
Autres urbains	15,9	37,9	12,0	5,3	31,7	10,9	8,7	7,3
Rural	58,3	68,7	29,2	15,9	42,5	72,8	77,2	79,6
Ensemble	100,0	55,1	22,1	11,7	40,1	100,0	100,0	100,0

Annexe 3. 2 : Indices de pauvreté et contribution à la pauvreté par groupe socio-économique du chef de ménage 2006, 2011 et 2015

Indices + contributions	Population %	Indicateurs de pauvreté %				Contribution à la pauvreté nationale %		
Groupe socioéconomique	Pop.	P0	P1	P2	P1/P0	C0	C1	C2
2006								
Salariés secteur public	8,0	34,9	9,2	3,5	26,4	4,5	3,1	2,4
Salariés secteur privé	8,3	41,4	12,0	4,9	29,0	5,6	4,2	3,5
Indépendants agricole	47,9	79,5	33,6	17,4	42,3	61,7	68,2	71,7
Autres indépendants	24,7	44,7	13,8	5,9	30,9	17,9	14,5	12,6
Sans Travail	11,1	57,3	21,2	10,2	37,0	10,3	10,0	9,8
Ensemble	100,0	61,7	23,6	11,6	38,2	100,0	100,0	100,0
2011								
Salariés secteur public	6,8	27,4	8,5	3,9	31,0	3,2	2,3	2,0
Salariés secteur privé	10,8	44,1	15,1	7,1	34,2	8,1	6,7	5,9
Indépendants agricole	47,9	77,8	35,7	20,1	45,9	63,6	70,2	73,6
Autres indépendants	25,7	39,7	12,6	5,7	31,7	17,4	13,3	11,2
Sans Travail	8,8	51,5	20,6	10,9	40,0	7,7	7,5	7,3
Ensemble	100,0	58,7	24,4	13,1	41,6	100,0	100,0	100,0
2015								
Salarié du public	6,0	28,0	10,3	5,0	10,3	3,0	2,8	2,6
Salarié du privé	17,3	49,0	18,5	9,1	18,5	15,4	14,6	13,7
Agriculteur indépendant	38,2	72,6	31,7	17,7	31,7	50,4	55,2	58,4
Autres indépendants	16,1	46,1	16,6	7,9	16,6	13,5	12,2	10,9
actifs saisonniers	2,8	52,3	16,6	6,8	16,6	2,6	2,1	1,6
Apprentis, Aides familiaux, autres actif	6,7	40,3	13,3	6,4	13,3	4,9	4,0	3,7
Chômeurs	2,1	53,1	25,1	14,8	25,1	2,0	2,4	2,6
Inactifs	10,6	42,2	14,3	7,3	14,3	8,1	6,9	6,7
Non déclaré	0,2	83,7	18,6	6,3	18,6	0,3	0,2	0,1
Ensemble	100,0	55,1	22,0	11,6	22,0	100,0	100,0	100,0

Annexe 3. 3 : Indices de pauvreté et contribution à la pauvreté selon le sexe du chef de ménage 2006, 2011 et 2015

Indice + contribution	Population %	Indicateurs de pauvreté %				Contribution à la pauvreté nationale %		
Sexe	Pop.	P0	P1	P2	P1/P0	C0	C1	C2
2006								
Homme	82,0	62,9	24,2	12,0	38,5	83,5	84,2	84,7
Femme	18,0	56,5	20,7	9,9	36,6	16,5	15,8	15,3
Ensemble	100,0	61,7	23,6	11,6	38,2	100,0	100,0	100,0
2011								
Homme	83,0	59,6	24,9	13,4	41,8	84,3	84,9	84,9
Femme	17,0	54,3	21,7	11,6	40,0	15,7	15,1	15,1
Ensemble	100,0	58,7	24,4	13,1	41,6	100,0	100,0	100,0
2015								
Homme	80,0	54,5	21,7	11,4	21,7	79,2	79,0	78,8
Femme	20,0	57,4	23,1	12,3	23,1	20,8	21,0	21,2
Ensemble	100,0	55,1	22,0	11,6	22,0	100,0	100,0	100,0

Annexe 3. 4 : Indices de pauvreté et contribution à la pauvreté selon la scolarisation du chef de ménage 2006, 2011 et 2015

Indice + contribution	Population %	Indicateurs de pauvreté %				Contribution à la pauvreté nationale %		
Scolarisation	Pop.	P0	P1	P2	P1/P0	C0	C1	C2
2006								
Sans instruction	39,1	76,8	32,4	16,8	42,2	48,6	53,7	56,5
Primaire	32,3	63,5	23,4	11,3	36,9	33,2	32,1	31,3
Secondaire partiel	16,2	48,5	15,5	6,8	32	12,8	10,6	9,4
Secondaire complet	8,1	34,7	9,2	3,5	26,5	4,6	3,1	2,5
Supérieur	4,3	12,0	2,4	0,7	20,0	0,8	0,4	0,3
Ensemble	100,0	61,7	23,6	11,6	38,2	100,0	100,0	100,0
2011								
Sans instruction	36,8	77,3	36,4	20,9	47,1	48,5	54,9	58,7
Primaire	32,6	59,2	22,4	11,4	37,8	32,8	30,0	28,4
Secondaire partiel	18,0	44,6	15,7	7,3	35,2	13,7	11,6	10,1
Secondaire complet	8,1	30,0	9,0	4,0	30,0	4,2	3,1	2,5
Supérieur	4,5	10,1	2,4	0,8	23,8	0,8	0,4	0,3
Ensemble	100,0	58,7	24,4	13,1	41,6	100,0	100,0	100,0
2015								
Sans instruction	34,5	69,8	30,5	17,0	30,5	43,6	47,6	50,5
Primaire	29,1	56,8	21,0	10,2	21,0	30,0	27,6	25,6
Secondaire partiel	26,8	47,9	18,2	9,3	18,2	23,3	22,2	21,4
Secondaire complet	4,8	25,5	9,3	5,3	9,3	2,1	2,0	2,2
Supérieur	4,8	11,8	2,7	0,8	2,7	1,0	0,6	0,3
Ensemble	100,0	55,1	22,1	11,7	22,1	100,0	100,0	100,0

Annexe 3. 5 : Indices de pauvreté et contribution à la pauvreté selon le statut matrimonial du chef de ménage 2006, 2011 et 2015

Indice + contribution	Population %	Indicateurs de pauvreté %				Contribution à la pauvreté nationale %		
Statut matrimonial	Pop.	P0	P1	P2	P1/P0	C0	C1	C2
2006								
Jamais marié(e)	2,8	36,1	15,0	8,4	41,6	1,6	1,8	2,0
Marié(e) monogame	56,6	60,2	22,6	10,9	37,5	55,1	54,1	53,2
Marié(e) polygame	27,5	69,0	27,6	14,0	40,0	30,8	32,2	33,1
Divorcé(e)/Séparé(e)	4,1	47,9	16,6	8,0	34,7	3,2	2,8	2,8
Veuf/Veuve	9,0	63,6	23,8	11,5	37,4	9,3	9,1	8,9
Ensemble	100,0	61,7	23,6	11,6	38,2	100,0	100,0	100,0
2011								
Jamais marié(e)	3,2	34,3	14,9	8,4	43,4	1,9	2,0	2,1
Marié(e) monogame	55,7	56,3	22,3	11,5	39,6	53,4	51,0	49,2
Marié(e) polygame	29,2	65,5	29,2	16,4	44,6	32,6	35,0	36,5
Divorcé(e)/Séparé(e)	3,5	53,4	21,6	11,4	40,4	3,2	3,1	3,1
Veuf/Veuve	8,4	62,2	26,0	14,2	41,8	8,9	8,9	9,1
Ensemble	100,0	58,7	24,4	13,1	41,6	100,0	100,0	100,0
2015								
Jamais marié(e)	3,4	33,8	16,4	9,8	16,4	2,1	2,5	2,8
Marié(e) monogame	59,4	54,4	20,8	10,7	20,8	58,6	56,1	54,6
Marié(e) polygame	23,8	58,3	25,3	13,7	25,3	25,3	27,5	28,2
Divorcé(e)/Séparé(e)	4,1	45,8	18,4	9,8	18,4	3,4	3,4	3,4
Veuf/Veuve	9,3	63,0	24,7	13,1	24,7	10,6	10,5	10,4
Ensemble	100,0	55,1	22,1	11,7	22,1	100,0	100,0	100,0

Annexe 3. 6 : Indices de pauvreté et contribution à la pauvreté selon l'âge du chef de ménage 2006, 2011 et 2015

Indice + contribution	Population %	Indicateurs de pauvreté %				Contribution à la pauvreté nationale %		
Âge	Pop.	P0	P1	P2	P1/P0	C0	C1	C2
2006								
15-29	9,9	48	16,3	7,3	34	7,7	6,9	6,2
30-44	39,3	59,7	22,2	10,7	37,2	38	36,9	36,2
45-64	38,6	64,3	25,7	13,0	40,0	40,2	42,0	43,3
65 et plus	12,2	71,3	27,5	13,6	38,6	14,1	14,2	14,2
Ensemble	100,0	61,7	23,6	11,6	38,2	100,0	100,0	100,0
2011								
15-29	10,3	50,7	20,2	10,5	39,8	8,9	8,5	8,3
30-44	39,8	56,4	22,7	11,8	40,2	38,3	37	35,9
45-64	38,1	59,3	25,4	13,9	42,8	38,5	39,6	40,6
65 et plus	11,8	70,9	30,6	16,8	43,2	14,3	14,8	15,2
Ensemble	100,0	58,7	24,4	13,1	41,6	100,0	100,0	100,0
2015								
15 - 29	9,3	47,8	19,9	10,9	19,9	8,1	8,4	8,7
30 - 44	39,3	53,9	20,9	10,6	20,9	38,4	37,2	35,8
45 - 64	38,4	57,1	23,3	12,6	23,3	39,9	40,6	41,4
65 et +	13,0	57,8	23,0	12,1	23,0	13,7	13,5	13,5
Ensemble	100,0	55,1	22,1	11,7	22,1	100,0	100,0	100,0

**Annexe 3. 7 : Indices de pauvreté et contribution à la pauvreté selon la taille du ménage
2006, 2011 et 2015**

Indice + contribution	Population %	Indicateurs de pauvreté %				Contribution à la pauvreté nationale %		
Taille	Pop.	P0	P1	P2	P1/P0	C0	C1	C2
2006								
1 - 2	6,0	21,5	5,2	2,0	24,2	2,1	1,3	1,0
3 - 4	23,4	48,4	15,1	6,4	31,2	18,3	15,0	12,9
5 - 6	32,5	63,3	23,3	11,1	36,8	33,3	32,0	31,0
7 - 8	21,4	72,9	29,9	15,2	41,0	25,3	27,2	28,1
9 - 10	13,6	78,9	34,1	18,1	43,2	17,3	19,6	21,1
11 et plus	3,1	72,4	37,1	22,0	51,2	3,7	4,9	5,9
Ensemble	100,0	61,7	23,6	11,6	38,2	100,0	100,0	100,0
2011								
1 - 2	5,6	22,5	7,7	3,9	34,2	2,1	1,8	1,7
3 - 4	19,2	39,3	13,6	6,5	34,6	12,9	10,8	9,5
5 - 6	26,9	59,5	21,7	10,8	36,5	27,2	23,9	22,1
7 - 8	19,7	63,8	27,7	14,9	43,4	21,4	22,4	22,5
9 - 10	12,5	69,9	31,1	17,4	44,5	15,0	16,0	16,8
11 et plus	16,0	78,0	38,3	22,3	49,1	21,3	25,2	27,4
Ensemble	100,0	58,7	24,4	13,1	41,6	100,0	100,0	100,0
2015								
1 - 2	7,2	22,4	9,0	4,7	9,0	2,9	2,9	2,9
3 - 4	21,5	41,5	14,2	6,8	14,2	16,2	13,9	12,6
5 - 6	29,7	52,3	19,6	10,2	19,6	28,2	26,4	26,1
7 - 8	21,0	67,7	28,4	15,1	28,4	25,7	27,2	27,2
9 - 10	9,3	72,2	29,4	15,8	29,4	12,2	12,4	12,5
11 et plus	11,4	71,4	33,3	18,6	33,3	14,8	17,2	18,2
Ensemble	100,0	55,1	22,1	11,7	22,1	100,0	100,0	100,0

Annexe 3. 8 : Indices de l'extrême pauvreté et contributions par milieu de résidence, 2006 et 2011 et 2015

Indice + contribution	%	Indicateurs de l'extrême pauvreté				Contribution à l'extrême pauvreté nationale		
Milieu	Pop.	P ₀	P ₁	P ₂	P ₁ /P ₀	C ₀	C ₁	C ₂
2006								
Lomé urbain	21,0	7,4	1,5	0,5	20,3	5,4	4,3	3,6
Autre urbain	14,1	13,5	2,7	0,8	20	6,6	5,0	3,9
Rural	64,9	38,8	10,6	4,2	27,3	87,9	90,8	92,5
Ensemble	100,0	28,6	7,6	2,9	26,6	100,0	100,0	100,0
2011								
Lomé urbain	23,5	4,6	1,1	0,4	23,9	3,6	2,6	2,0
Autre urbain	14,5	16,3	4,5	1,7	27,6	7,8	6,6	5,9
Rural	62,0	43,4	14,3	6,3	32,9	88,7	90,8	92,1
Ensemble	100,0	30,4	9,8	4,3	32,2	100,0	100,0	100,0
2015								
Lomé urbain	25,8	13,7	3,9	1,9	3,9	12,3	10,5	11,1
Autres urbains	15,9	12,9	3,5	1,5	3,5	7,1	5,8	5,5
Rural	58,3	39,7	13,6	6,4	13,6	80,6	83,7	83,4
Ensemble	100,0	28,7	9,5	4,5	9,5	100,0	100,0	100,0

Annexe 3. 9 : Indices de l'extrême pauvreté et contribution selon le sexe du chef de ménage 2006, 2011 et 2015

	%	Indicateurs de l'extrême pauvreté				Contribution à l'extrême pauvreté nationale		
Sexe	Pop.	P ₀	P ₁	P ₂	P ₁ /P ₀	C ₀	C ₁	C ₂
2015								
Homme	80,0	28,4	9,3	4,4	9,3	79,1	78,7	78,3
Femme	20,0	30,1	10,1	4,8	10,1	20,9	21,3	21,7
Ensemble	100,0	28,7	9,5	4,5	9,5	100,0	100,0	100,0

Annexe 3. 10 : Indices de l'extrême pauvreté et contribution selon le groupe socioéconomique du chef de ménage 2006, 2011 et 2015

Indice + contribution	%	Indicateurs de l'extrême pauvreté				Contribution à l'extrême pauvreté nationale		
Groupe socioéconomique	Pop.	P ₀	P ₁	P ₂	P ₁ /P ₀	C ₀	C ₁	C ₂
2006								
Salariés secteur public	8,0	8,4	1,5	0,5	17,9	2,3	1,6	1,3
Salariés secteur privé	8,3	11,4	2,4	0,8	21,1	3,3	2,6	2,1
Indépendants agricoles	47,9	43,2	12,1	4,8	28,0	72,3	76,4	78,8
Autres indépendants	24,7	13,7	3,1	1,0	22,6	11,8	10,0	8,7
Sans Travail	11,1	26,3	6,5	2,4	24,7	10,2	9,5	9,0
Ensemble	100,0	28,6	7,6	2,9	26,6	100,0	100,0	100,0
2011								
Salariés secteur public	6,8	7,7	2,4	1,0	31,2	1,7	1,7	1,5
Salariés secteur privé	10,8	16,8	4,5	1,6	26,8	6,0	5,0	4,1
Indépendants agricoles	47,9	47,1	15,8	7,0	33,5	74,3	77,3	78,9
Autres indépendants	25,7	12,8	3,4	1,3	26,6	10,9	8,9	7,7
Sans Travail	8,8	24,4	7,9	3,7	32,4	7,1	7,2	7,7
Ensemble	100,0	30,4	9,8	4,3	32,2	100,0	100,0	100,0
2015								
Salarié du public	6,0	12,4	3,8	1,4	3,8	3,0	2,8	2,6
Salarié du privé	17,3	25,1	7,0	2,8	7,0	15,4	14,6	13,7
Agriculteur indépendant	38,2	41,9	15,2	7,5	15,2	50,4	55,2	58,4
Autres indépendants	16,1	21,0	5,5	2,4	5,5	13,5	12,2	10,9
actifs saisonniers	2,8	20,4	4,4	1,5	4,4	2,6	2,1	1,6
Apprentis, Aides familiaux, autres actif	6,7	16,1	4,6	2,5	4,6	4,9	4,0	3,7
Chômeurs	2,1	33,1	13,0	7,2	13,0	2,0	2,4	2,6
Inactifs	10,6	18,5	5,8	2,8	5,8	8,1	6,9	6,7
Non déclaré	0,2	18,5	4,3	1,0	4,3	0,3	0,2	0,1
Ensemble	100,0	28,7	9,5	4,5	9,5	100,0	100,0	100,0

Annexe 3. 11 : Indices de l'extrême pauvreté et contribution selon le niveau d'instruction du chef de ménage en 2015

Indice + contribution	%	Indicateurs de l'extrême pauvreté				Contribution à l'extrême pauvreté nationale		
		P0	P1	P2	P1/P0	C0	C1	C2
Scolarisation	Pop.							
2015								
Sans instruction	34,4	41,1	14,8	7,3	14,8	49,4	53,4	56,0
Primaire	29,1	28,4	7,6	3,1	7,6	28,3	23,4	20,0
Secondaire partiel	26,9	21,3	7,3	3,5	7,3	20,0	20,9	21,1
Secondaire complet	4,8	12,8	4,5	2,8	4,5	2,1	2,3	2,9
Supérieur	4,8	1,2	0,1	0,0	0,1	0,2	0,0	0,0
Ensemble	100,0	28,7	9,5	4,5	9,5	100,0	100,0	100,0

Annexe 3. 12 : Indices de l'extrême pauvreté et contribution selon le statut matrimonial du chef de ménage en 2015

Indice + contribution	%	Indicateurs de l'extrême pauvreté				Contribution à l'extrême pauvreté nationale		
		P0	P1	P2	P1/P0	C0	C1	C2
Statut matrimonial	Pop.							
2015								
Jamais marié(e)	3,4	23,2	8,8	4,8	8,8	2,7	3,1	3,6
Marié(e) monogame	59,4	25,8	8,5	4,1	8,5	53,4	53,5	54,0
Marié(e) polygame	23,9	35,8	11,5	5,3	11,5	29,8	29,2	28,6
Divorcé(e)/Separé(e)	4,1	23,7	8,5	3,6	8,5	3,3	3,6	3,3
Veuf/Veuve	9,3	33,3	10,8	5,0	10,8	10,8	10,7	10,5
Ensemble	100,0	28,7	9,5	4,5	9,5	100,0	100,0	100,0

Annexe 3. 13 : Indices de l'extrême pauvreté et contribution selon l'âge du chef de ménage en 2015

	%	Indicateurs de l'extrême pauvreté				Contribution à l'extrême pauvreté nationale		
Age	Pop.	P0	P1	P2	P1/P0	C0	C1	C2
2015								
15 – 29	9,3	26,4	8,9	4,6	8,9	8,5	8,8	9,6
30 – 44	39,3	27,3	8,5	3,7	8,5	37,3	35,1	32,4
45 – 64	38,4	30,0	10,5	5,1	10,5	40,1	42,7	43,9
65 et +	13,0	31,1	9,7	4,8	9,7	14,1	13,4	14,1
Ensemble	100,0	28,7	9,5	4,5	9,5	100,0	100,0	100,0

Annexe 3. 14 : Indices de l'extrême pauvreté et contribution selon la taille du ménage en 2015

	%	Indicateurs de l'extrême pauvreté				Contribution à l'extrême pauvreté nationale		
Taille	Pop.	P0	P1	P2	P1/P0	C0	C1	C2
2015								
1 – 2	7,2	12,1	3,9	1,8	3,9	3,0	2,9	2,8
3 – 4	21,5	17,4	5,1	2,2	5,1	13,0	11,6	10,6
5 – 6	29,7	23,8	8,2	4,1	8,2	24,6	25,8	27,4
7 – 8	21,0	37,0	12,5	5,6	12,5	27,1	27,8	26,5
9 – 10	9,3	41,5	12,7	6,4	12,7	13,4	12,5	13,3
11 et plus	11,4	47,9	16,1	7,5	16,1	19,0	19,4	19,3
Ensemble	100,0	28,7	9,5	4,5	9,5	100,0	100,0	100,0

Annexe 5. 1 : Pourcentage des ménages possédant des biens durables par domaine entre 2006, 2011 et 2015

	Lomé urbain	Autres urbains	Rural	<i>Ensemble</i>
2006				
Radio	53.9	45.2	37.8	42.6
Télévision	55.1	28.2	5.2	20.2
Antenne	1.3	0.9	0.3	0.6
Téléphone fixe	5.3	1.6	0.3	1.7
Téléphone mobile	52.7	21.6	4.3	18.2
Frigo	8.5	3.6	0.3	2.7
Ventilateur	35.8	14.3	1.4	11.4
Climatiseur	0.7	0.2	0.0	0.2
Ordinateur	1.5	0.7	0.0	0.5
Vélo	7.3	25.7	39.8	30.1
Moto	17.3	16.3	11.2	13.4
Voiture	5.3	2.4	0.4	1.9
2011				
Radio	70.1	69.0	52.4	59.9
Télévision	72.5	48.6	8.3	32.6
Antenne	9.1	8.3	0.7	4.2
Téléphone fixe	5.0	2.8	0.9	2.4
Téléphone mobile	92.4	80.4	39.5	60.7
Frigo	11.7	3.0	0.3	3.9
Ventilateur	50.5	23.9	2.5	19.3
Climatiseur	2.5	0.5	0.0	0.8
Ordinateur	6.6	2.6	0.1	2.3
Vélo	9.8	26.3	35.8	27.0
Moto	28.1	28.3	17.7	22.2
Voiture	8.7	2.6	0.4	3.1
2015				
Radio	53,4	53,5	47,1	50,1
Téléviseur	80,9	51,5	10,4	38,8

Antenne	16,8	15,7	2,0	8,8
Téléphone fixe	2,0	0,9	0,6	1,0
Téléphone mobile	91,1	84,8	59,6	73,5
Frigo	10,3	1,8	0,2	3,5
Ventilateur	54,3	27,9	3,6	23,1
Climatiseur	1,5	0,2	0,0	0,5
Ordinateur	13,4	3,4	0,4	4,8
Vélo	8,6	17,2	32,8	22,8
Moto	35,2	32,3	23,1	28,3
Voiture	6,1	1,7	0,1	2,2

Annexe 5. 2 : Pourcentage des ménages possédant des biens durables par quintile et statut de pauvreté en entre 2006, 2011 et 2015

Ensemble	Quintile					Statut		
	Plus pauvre	Deuxième	Troisième	Quatrième	Plus riche	Pauvre	Non pauvre	Ensemble
2006								
Radio	28,1	35,5	40,2	42,6	56,4	35,5	50,5	42,6
Télévision	1,5	4,3	10,7	21,7	45,5	6,4	35,5	20,2
Antenne	0,0	0,0	0,0	0,2	2,1	0,0	1,3	0,6
Téléphone fixe	0,1	0,1	0,3	0,5	5,4	0,1	3,4	1,7
Téléphone mobile	1,1	2,9	7,4	18,4	43,9	4,7	33,0	18,2
Frigo	0,1	0,0	0,5	1,3	8,4	0,2	5,5	2,7
Ventilateur	0,1	1,3	3,7	11,0	29,1	2,1	21,6	11,4
Climatiseur	0,0	0,0	0,0	0,1	0,6	0,0	0,4	0,2
Ordinateur	0,0	0,0	0,0	0,5	1,2	0,0	1,0	0,5
Vélo	43,3	37,4	34,6	26,3	18,4	37,7	21,7	30,1
Moto	2,8	5,7	11,2	14,9	24,1	7,1	20,4	13,4
Voiture	0,0	0,2	0,1	0,4	6,2	0,1	3,8	1,9
2011								
Radio	44,6	54,9	56,7	59,6	72,9	52,2	67,1	59,9
Télévision	3,3	10,9	23,7	36,6	62,5	13,3	50,6	32,6
Antenne	0,0	0,8	0,9	2,4	11,7	0,6	7,5	4,2
Téléphone fixe	0,0	0,6	1,1	1,7	5,9	0,6	4,0	2,4
Téléphone mobile	24,7	42,9	56,3	69,6	85,1	42,3	77,9	60,7
Frigo	0,0	0,1	0,6	2,2	11,5	0,2	7,3	3,9
Ventilateur	0,7	3,8	10,1	19,8	43,2	5,1	32,6	19,3
Climatiseur	0,0	0,0	0,1	0,1	2,6	0,0	1,5	0,8
Ordinateur	0,0	0,0	0,2	0,9	7,2	0,1	4,4	2,3
Vélo	38,7	33,9	29,1	23,1	18,9	33,6	20,9	27,0
Moto	8,9	14,4	19,8	23,9	33,7	14,6	29,4	22,2
Voiture	0,0	0,0	0,4	1,1	9,5	0,2	5,7	3,1
2015								
Radio	39,6	47,0	48,2	49,7	59,1	44,0	55,3	50,1
Télévision	8,8	22,8	32,1	48,9	61,8	19,9	54,6	38,8
Antenne	0,6	2,4	3,9	10,8	18,9	1,9	14,6	8,8
Téléphone fixe	0,1	1,0	0,9	0,6	2,0	0,5	1,4	1,0
Téléphone mobile	50,9	64,9	73,3	80,6	85,8	62,4	82,8	73,5

Frigo	0,1	0,2	1,4	3,4	8,8	0,6	6,0	3,5
Ventilateur	3,5	7,3	16,2	28,6	43,8	8,2	35,6	23,1
Climatiseur	0,0	0,0	0,0	0,2	1,6	0,0	0,9	0,5
Ordinateur	0,6	1,0	0,5	4,2	12,7	0,8	8,2	4,8
Vélo	27,7	28,8	25,7	20,3	16,5	27,9	18,6	22,8
Moto	13,6	20,6	24,1	33,8	39,7	19,0	36,2	28,3
Voiture	0,0	0,0	0,2	1,4	6,5	0,0	4,0	2,2

Annexe 6. 1 : Principale source d'eau des ménages par milieu de résidence

	Lomé	Autre urbain	Rural	Ensemble
2006				
Robinet	60,7	55,5	15,9	32,2
Forages	8,2	16,8	22,7	18,4
Puits	5,8	13,7	29,8	21,8
Sources non améliorées	25,4	14,1	31,6	27,6
Ensemble	100,0	100,0	100,0	100,0
2011				
Robinet	51,5	55,4	14,8	31,4
Forages	31,6	10,7	25,1	24,7
Puits	16,1	29,6	31,7	27,0
Sources non améliorées	0,9	4,4	28,4	17,0
Ensemble	100,0	100,0	100,0	100,0
2015				
Robinet	43,6	48,9	19,6	32,0
Forages	43,3	19,8	25,5	29,9
Puits	12,2	27,1	28,1	23,1
Sources non améliorées	0,9	4,3	26,8	15,0
Ensemble	100,0	100,0	100,0	100,0

Sources : QUIBB 2006, 2011, 2015, estimations INSEED.

Annexe 6. 2 : Principale source d'eau des ménages par milieu et par quintile

URBAIN									
		Quintile				Statut			
		Plus pauvre	Deuxième	Troisième	Quatrième	Plus riche	Pauvre	Non pauvre	Ensemble
2006									
	Robinet	41,6	50,7	56,0	60,0	61,5	52,2	61,3	58,7
	Forages	24,5	18,4	13,7	10,4	9,2	16,2	9,6	11,5
	Puits	22,6	15,2	11,5	8,2	6,1	14,4	6,6	8,8
	Sources non améliorées	11,4	15,7	18,7	21,4	23,2	17,3	22,5	21,0
	Ensemble	100,0	100,0	100,0	100,0	100,0	100,0	100,0	100,0
2011									
	Robinet	26,5	33,8	41,2	47,2	65,3	36,9	58,5	52,8
	Forages	30,1	27,5	29,8	25,2	20,7	28,9	22,5	24,2
	Puits	42,1	37,0	25,6	25,2	12,4	31,7	17,0	20,9
	Sources non améliorées	1,3	1,7	3,5	2,4	1,6	2,4	2,0	2,1
	Ensemble	100,0	100,0	100,0	100,0	100,0	100,0	100,0	100,0
2015									
Lomé	Robinet	38,8	31,3	34,9	40,5	52,7	33,3	47,5	43,6
	Forages	45,3	54,5	47,4	47,2	36,2	50,6	40,6	43,3
	Puits	13,5	14,2	16,2	12,3	9,9	15,1	11,1	12,2
	Sources non améliorées	2,3	0,0	1,5	0,0	1,2	1,0	0,8	0,9
	Ensemble	100,0	100,0	100,0	100,0	100,0	100,0	100,0	100,0
Autre Urbain	Robinet	29,9	38,5	41,0	49,8	56,8	37,9	53,5	48,9
	Forages	18,2	22,3	18,9	18,6	20,4	20,0	19,7	19,8
	Puits	48,9	38,1	36,5	28,0	16,7	39,2	22,0	27,1
	Sources non améliorées	3,0	1,0	3,5	3,6	6,1	2,9	4,9	4,3
	Ensemble	100,0	100,0	100,0	100,0	100,0	100,0	100,0	100,0
Ensemble Urbain	Robinet	35,6	34,0	37,2	43,9	54,2	35,0	49,6	45,5
	Forages	35,5	42,7	36,8	36,9	30,4	39,0	33,1	34,7
	Puits	26,3	23,0	23,8	17,9	12,4	24,2	15,0	17,6
	Sources non améliorées	2,6	0,4	2,3	1,3	3,0	1,8	2,3	2,1
	Ensemble	100,0	100,0	100,0	100,0	100,0	100,0	100,0	100,0

RURAL

	Quintile					Statut		Ensemble
	Plus pauvre	Deuxième	Troisième	Quatrième	Plus riche	Pauvre	Non pauvre	
2006								
Robinet	10,9	14,0	15,2	19,0	22,7	13,4	21,0	15,9
Forages	25,6	21,6	22,6	21,2	22,1	23,3	21,5	22,7
Puits	31,3	30,2	30,4	29,6	26,6	30,7	28,0	29,8
Sources non améliorées	32,2	34,1	31,8	30,2	28,6	32,6	29,6	31,6
Ensemble	100,0	100,0	100,0	100,0	100,0	100,0	100,0	100,0
2011								
Robinet	6,7	10,3	16,8	18,1	26,9	10,9	22,0	14,7
Forages	26,0	23,8	23,1	29,6	22,8	24,4	26,5	25,1
Puits	37,1	31,6	28,9	26,8	34,2	32,7	29,9	31,7
Sources non améliorées	30,2	34,3	31,2	25,5	16,2	32,0	21,6	28,4
Ensemble	100,0	100,0	100,0	100,0	100,0	100,0	100,0	100,0
2015								
Robinet	14,2	14,6	25,1	18,2	28,2	16,1	25,1	19,6
Forages	27,5	29,7	24,3	20,6	23,7	28,2	21,1	25,5
Puits	28,0	24,5	25,0	35,2	29,6	26,2	31,1	28,1
Sources non améliorées	30,3	31,2	25,6	26,0	18,6	29,5	22,7	26,8
Ensemble	100,0	100,0	100,0	100,0	100,0	100,0	100,0	100,0

Ensemble

	Quintile					Statut		
	Plus pauvre	Deuxième	Troisième	Quatrième	Plus riche	Pauvre	Non pauvre	Ensemble
2006								
Robinet	13,8	21,1	26,8	37,7	48,2	21,4	44,0	32,2
Forages	25,5	21,0	20,1	16,3	13,6	21,8	14,7	18,4
Puits	30,5	27,3	25,1	19,9	13,1	27,3	15,7	21,8
Sources non améliorées	30,3	30,6	28,1	26,2	25,1	29,4	25,5	27,6
Ensemble	100,0	100,0	100,0	100,0	100,0	100,0	100,0	100,0
2011								
Robinet	8,8	15,4	25,7	33,1	54,1	17,1	44,6	31,3
Forages	26,5	24,6	25,6	27,3	21,3	25,4	24,0	24,7
Puits	37,6	32,8	27,7	26,0	18,8	32,5	21,9	27,0
Sources non améliorées	27,1	27,2	21,0	13,6	5,9	25,0	9,5	16,9
Ensemble	100,0	100,0	100,0	100,0	100,0	100,0	100,0	100,0

2015								
Robinet	18,3	20,9	30,1	32,9	46,3	21,8	40,5	32,0
Forages	29,0	33,8	29,4	29,9	28,3	31,4	28,6	29,9
Puits	27,7	24,0	24,5	25,3	17,6	25,6	21,0	23,1
Sources non améliorées	25,0	21,3	16,0	11,8	7,7	21,2	9,9	15,0
Ensemble	100,0	100,0	100,0	100,0	100,0	100,0	100,0	100,0

Annexe 6. 3 : Type de toilette utilisé par les ménages par milieu de résidence

	Lomé	Autre urbain	Rural	Ensemble
2006				
Chasse	28,7	7,3	1,0	8,4
Fosses/Latrines	59,9	52,1	20,7	34,5
Nature	11,5	40,6	78,3	57,1
Ensemble	100,0	100,0	100,0	100,0
2011				
Chasse	50,2	16,3	2,0	17,8
Fosses/Latrines	43,9	50,3	26,3	34,9
Nature	5,9	33,4	71,7	47,3
Ensemble	100,0	100,0	100,0	100,0
2015				
Chasse	55,5	14,8	1,7	20,3
Fosses/Latrines	40,0	56,7	28,3	36,9
Nature	4,5	28,5	70,0	42,9
Ensemble	100,0	100,0	100,0	100,0

Annexe 6. 4 : Type de toilette utilisée par les ménages par quintile et par milieu

URBAIN		Quintile					Statut		
		Plus pauvre	Deuxième	Troisième	Quatrième	Plus riche	Pauvre	Non pauvre	Ensemble
2006									
Chasse		3,1	9,4	14,8	17,1	27,3	12,1	23,8	20,5
Fosses/Latrines		34,9	48,2	57,3	58,9	58,9	51,6	59,0	56,9
Nature		62,0	42,3	27,9	24,0	13,8	36,4	17,2	22,6
Ensemble		100,0	100,0	100,0	100,0	100,0	100,0	100,0	100,0
2011									
Chasse		9,5	17,5	22,0	35,2	51,2	18,7	45,2	38,2
Fosses/Latrines		43,2	46,8	52,9	49,4	42,2	49,6	44,9	46,2
Nature		47,3	35,7	25,1	15,5	6,6	31,7	9,9	15,6
Ensemble		100,0	100,0	100,0	100,0	100,0	100,0	100,0	100,0
2015									
Lomé	Chasse	36,8	35,8	51,0	55,8	65,1	41,5	60,9	55,5
	Fosses/Latrines	48,1	58,8	40,8	41,1	32,9	50,3	36,1	40,0
	Nature	15,1	5,4	8,3	3,2	2,0	8,2	3,0	4,5
	Ensemble	100,0	100,0	100,0	100,0	100,0	100,0	100,0	100,0
Autre Urbain	Chasse	,8	2,3	5,4	13,8	24,3	4,0	19,3	14,8
	Fosses/Latrines	59,6	47,0	53,1	56,7	60,3	49,7	59,7	56,7
	Nature	39,7	50,7	41,5	29,4	15,4	46,3	21,1	28,5
	Ensemble	100,0	100,0	100,0	100,0	100,0	100,0	100,0	100,0
Ensemble Urbain	Chasse	23,7	23,5	34,1	40,6	50,2	27,2	45,9	40,6
	Fosses/Latrines	52,2	54,4	45,4	46,7	43,0	50,1	44,6	46,1
	Nature	24,0	22,1	20,6	12,7	6,9	22,7	9,5	13,3
	Ensemble	100,0	100,0	100,0	100,0	100,0	100,0	100,0	100,0

RURAL								
	Quintile					Statut		
	Plus pauvre	Deuxième	Troisième	Quatrième	Plus riche	Pauvre	Non pauvre	Ensemble
2006								
Chasse	0,1	0,1	1,1	1,0	3,3	0,4	2,1	0,9
Fosses/Latrines	9,5	16,2	20,7	27,4	34,9	15,8	30,7	20,7
Nature	90,5	83,8	78,2	71,7	61,8	83,8	67,2	78,3
Ensemble	100,0	100,0	100,0	100,0	100,0	100,0	100,0	100,0

2011								
Chasse	0,7	0,6	0,7	2,3	7,9	0,7	4,6	2,0
Fosses/Latrines	13,3	21,4	28,3	33,3	41,8	20,8	36,5	26,3
Nature	86,0	78,1	71,0	64,5	50,3	78,6	58,9	71,7
Ensemble	100,0	100,0	100,0	100,0	100,0	100,0	100,0	100,0
2015								
Chasse	0,3	0,0	1,8	2,0	5,2	0,5	3,5	1,7
Fosses/Latrines	14,9	22,5	25,7	38,8	47,7	21,1	39,7	28,3
Nature	84,9	77,5	72,5	59,2	47,1	78,4	56,8	70,0
Ensemble	100,0	100,0	100,0	100,0	100,0	100,0	100,0	100,0

Ensemble

	Quintile					Statut		
	Plus pauvre	Deuxième	Troisième	Quatrième	Plus riche	Pauvre	Non pauvre	Ensemble
2006								
Chasse	0,3	1,9	4,9	8,3	19,1	2,8	14,5	8,4
Fosses/Latrines	11,8	22,4	31,0	41,7	50,7	23,2	46,9	34,5
Nature	87,8	75,8	64,1	50,0	30,2	74,0	38,5	57,1
Ensemble	100,0	100,0	100,0	100,0	100,0	100,0	100,0	100,0
2011								
Chasse	1,7	4,2	8,6	19,2	38,6	5,0	29,7	17,8
Fosses/Latrines	16,6	26,9	37,4	41,6	42,1	27,6	41,8	34,9
Nature	81,8	68,9	54,1	39,2	19,3	67,4	28,5	47,3
Ensemble	100,0	100,0	100,0	100,0	100,0	100,0	100,0	100,0
2015								
Chasse	4,7	7,6	15,0	24,1	36,5	8,5	30,1	20,3
Fosses/Latrines	22,0	32,8	33,8	43,4	44,4	29,8	42,8	36,9
Nature	73,3	59,6	51,2	32,5	19,1	61,8	27,1	42,9
Ensemble	100,0	100,0	100,0	100,0	100,0	100,0	100,0	100,0

Annexe 6. 5 : Principale source d'énergie utilisée pour la cuisson par les ménages par milieu de résidence

	Lomé	Autre urbain	Rural	Ensemble
2006				
Electricité/Gaz	5,4	2,7	2,3	3,1
Charbon	91	59,6	12,3	37,7
Bois	2,2	37,6	85,1	58,7
Autres	1,5	0,1	0,3	0,5
Ensemble	100,0	100,0	100,0	100,0
2011				
Electricité/Gaz	14,6	4,1	0,9	5,3
Charbon	80,7	66,7	13,9	40,8
Bois	3,5	28,3	84,4	53
Autres	1,2	1,1	0,8	0,9
Ensemble	100,0	100,0	100,0	100,0
2015				
Electricité/Gaz	23,3	5,7	0,9	8,5
Charbon	74,4	66,4	11,5	40,2
Bois	1,3	26,5	86,9	50,4
Autres	1,0	1,4	0,7	0,9
Ensemble	100,0	100,0	100,0	100,0

Annexe 6. 6 : Principale source d'énergie utilisée pour la cuisson par les ménages par milieu de résidence et par quintile

URBAIN								
		Quintile					Statut	
		Plus pauvre	Deuxième	Troisième	Quatrième	Plus riche	Pauvre	Non pauvre
Ensemble								
2006								
	Electricité/Gaz	1,1	1,4	0,6	1,7	7,6	0,9	5,7
	Charbon	52,2	58,1	72,6	82,2	84,9	66,1	84
	Bois	45,9	40,5	26,4	15,4	6,0	32,6	9,1
	Autres	0,8	0,0	0,4	0,7	1,5	0,4	1,2
	Ensemble	100,0	100,0	100,0	100,0	100,0	100,0	100,0
2011								
	Electricité/Gaz	1,6	4,1	1,2	5,6	19	2,2	14,0
	Charbon	54,3	63,8	78,6	80,8	75,7	70,4	77,6
	Bois	43,2	30,6	18,8	12,9	4,1	25,9	7,3
	Autres	0,9	1,5	1,5	0,7	1,2	1,5	1,0
	Ensemble	100,0	100,0	100,0	100,0	100,0	100,0	100,0
2015								
Lomé	Electricité/Gaz	6,6	10,8	9,3	15,3	39,2	9,3	28,6
	Charbon	86,8	86,6	90,7	84,1	57,2	88,1	69,1
	Bois	6,6	2,6	0,0	0,6	1,2	2,5	0,9
	Autres	0,0	0,0	0,0	0,0	2,5	0,0	1,4
	Ensemble	100,0	100,0	100,0	100,0	100,0	100,0	100,0
Autre Urbain	Electricité/Gaz	0,0	0,0	0,0	3,7	11,4	0,0	8,0
	Charbon	44,8	57,3	60,9	67,9	73,1	55,7	70,8
	Bois	53,2	42,7	37,4	28,4	13,0	43,4	19,5
	Autres	2,0	0,0	1,7	0,0	2,5	0,9	1,7
	Ensemble	100,0	100,0	100,0	100,0	100,0	100,0	100,0
Ensemble Urbain	Electricité/Gaz	4,2	6,8	5,9	11,1	29,0	5,8	21,2
	Charbon	71,6	75,8	79,6	78,2	63,0	75,8	69,7
	Bois	23,5	17,4	13,9	10,6	5,5	18,0	7,6
	Autres	0,7	0,0	0,6	0,0	2,5	0,3	1,5
	Ensemble	100,0	100,0	100,0	100,0	100,0	100,0	100,0

RURAL

	Quintile					Statut		
	Plus pauvre	Deuxième	Troisième	Quatrième	Plus riche	Pauvre	Non pauvre	Ensemble
2006								
Electricité/								
Gaz	1,9	2,0	1,9	2,8	3,5	1,9	3,1	2,3
Charbon	3,3	6,8	9,9	14,8	33,5	6,9	23,4	12,3
Bois	94,3	91,1	87,9	82,5	62,7	90,9	73,3	85,1
Autres	0,6	0,1	0,4		0,3	0,3	0,2	0,3
Ensemble	100,0	100,0	100,0	100,0	100,0	100,0	100,0	100,0
2011								
Electricité/								
Gaz	0,6	0,7	0,7	0,3	2,8	0,7	1,3	0,9
Charbon	5,8	6,8	8,7	20,2	36,5	7,1	26,5	13,9
Bois	93	91,7	90,6	78,6	58,9	91,7	70,9	84,4
Autres	0,6	0,8	0,1	1,0	1,8	0,5	1,3	0,8
Ensemble	100,0	100,0	100,0	100,0	100,0	100,0	100,0	100,0
2015								
Electricité/Gaz	0,5	1,2	0,0	0,0	3,0	0,6	1,3	0,9
Charbon	5,7	5,2	14,0	13,9	22,4	7,6	17,7	11,5
Bois	92,8	93,7	86,0	85,3	72,5	91,4	79,7	86,9
Autres	1,0	0,0	0,0	0,8	2,2	0,4	1,3	0,7
Ensemble	100,0	100,0	100,0	100,0	100,0	100,0	100,0	100,0

Ensemble

	Quintile					Statut		
	Plus pauvre	Deuxième	Troisième	Quatrième	Plus riche	Pauvre	Non pauvre	Ensemble
2006								
Electricité/Gaz	1,8	1,8	1,5	2,3	6,2	1,7	4,6	3,1
Charbon	7,9	16,7	27,6	45,5	67,3	19,1	58,1	37,7
Bois	89,8	81,4	70,5	51,9	25,5	78,9	36,5	58,7
Autres	0,6	0,1	0,4	0,3	1,1	0,3	0,8	0,5
Ensemble	100,0	100,0	100,0	100,0	100,0	100,0	100,0	100,0
2011								
Electricité/								
Gaz	0,7	1,5	0,9	3	14,3	1,1	9,2	5,3

Charbon	11,1	19,1	34,4	51,5	64,3	22,2	58,2	40,8
Bois	87,6	78,5	64,2	44,7	20	76	31,5	53
Autres	0,6	0,9	0,6	0,8	1,4	0,7	1,1	0,9
Ensemble	100,0	100,0	100,0	100,0	100,0	100,0	100,0	100,0

2015								
Electricité/Gaz	1,2	3,0	2,4	6,4	21,1	2,2	13,8	8,5
Charbon	18,2	27,9	41,0	50,8	50,7	27,9	50,4	40,2
Bois	79,6	69,1	56,4	42,5	25,8	69,5	34,4	50,4
Autres	,9	0,0	,3	,3	2,4	,4	1,4	,9
Ensemble	100,0	100,0	100,0	100,0	100,0	100,0	100,0	100,0

Annexe 6. 7 : Pourcentage des ménages utilisant l'électricité par milieu de résidence

	Lomé	Autres urbains	Rural	Ensemble
2006	73,1	49,9	5,4	27,8
2011	83,6	67,4	10,2	39,7
2015	90,3	76,9	16,2	49,3

Annexe 6. 8 : Pourcentage des ménages utilisant l'électricité par milieu de résidence et par quintile

	Quintile					Statut		
	Plus pauvre	Deuxième	Troisième	Quatrième	Plus riche	Pauvre	Non pauvre	Ensemble
2006								
Urbain	18,7	34,5	52,4	62,1	77,6	42,6	72,7	64,2
Rural	1,7	1,4	4,6	7	15,8	2,6	11,2	5,4
Ensemble	3,3	7,8	18,1	32,1	56,4	10,9	46,4	27,8
2011								
Urbain	37,3	53,6	69,5	72,9	90,8	59,5	84,4	77,8
Rural	2	4,8	8,1	14,3	28,7	5	19,9	10,2
Ensemble	5,8	15,3	30,7	44,5	72,7	18	59,9	39,7
2015								
Urbain	58,2	73,8	82,2	87,0	92,6	73,4	90,1	85,3
Rural	4,8	13,2	15,9	23,7	28,9	10,1	25,7	16,2
Ensemble	15,0	32,8	43,1	60,0	73,3	29,0	66,1	49,3

Annexe 7.1 : Taux brut de scolarisation au primaire par domaine

	Lomé urbain	Autres urbains	Rural	Ensemble
2006				
Homme	133.6	135.8	118.7	122.8
Femme	125.6	126.3	102	109.1
Total	129.1	131.1	111	116.1
2011				
Homme	123.3	126.5	124.4	124.5
Femme	117.6	126.9	116.7	118.3
Total	120.1	126.8	121	121.4
2015				
Homme	117.6	128.1	125.8	124.3
Femme	120.5	123.9	117.0	118.7
Total	119.0	125.8	121.5	122.5

Annexe 7.2 : Taux net de scolarisation au primaire par domaine

	Lomé urbain	Autres urbains	Rural	Ensemble
2006				
Homme	90.6	89.6	71.5	76.3
Femme	90.1	86.3	65.7	72.6
Total	90.3	88.0	68.8	74.5
2011				
Homme	91.4	90.2	82.0	84.5
Femme	84.9	88.0	75.3	79.0
Total	87.8	89.1	78.9	81.8
2015				
	Grand Lomé	Autre urbain	Rural	Ensemble
Homme	92.5	90.8	83.4	86.3
Femme	89.8	92.9	79.6	83.6
Total	91.2	91.9	81.5	84.8

Sources : QUIBB 2006, 2011 et 2015, estimation INSEED

Annexe 7.3 : Taux net de scolarisation au primaire par quintile, par milieu et par domaine

		Quintile					Statut		Ensemble
		Plus pauvre	Deuxième	Troisième	Quatrième	Plus riche	Pauvre	Non pauvre	
2006									
Urbain	Homme	88,3	86,2	95,8	92,9	85,9	91,3	89,1	90,1
	Femme	91,9	87,8	87,9	93,6	84,0	88,8	88,4	88,6
	Total	90,0	87,0	92,0	93,3	84,9	90,1	88,7	89,3
Rural	Homme	62,8	73,1	75,9	75,0	88,6	69,7	79,7	71,5
	Femme	54,1	65,2	73,9	77,6	71,9	63,2	75,3	65,7
	Total	58,7	69,3	75,0	76,3	79,7	66,6	77,5	68,8
Ensemble	Homme	64,6	75,2	81,1	82,3	86,9	73,2	84,5	76,3
	Femme	56,8	69,0	77,7	85,2	79,7	67,7	82,6	72,6
	Total	61,0	72,2	79,5	83,8	83,0	70,5	83,5	74,5
2011									
Urbain	Homme	84,9	90,7	94,2	89,8	91,0	91,8	90,3	90,9
	Femme	84,2	91,4	87,6	86,3	83,5	88,0	85,0	86,1
	Total	84,5	91,1	90,7	88,0	86,6	89,8	87,4	88,3
Rural	Homme	75,0	82,6	85,0	87,3	92,8	79,8	89,2	82,0
	Femme	67,5	74,6	78,8	84,5	84,0	72,9	83,1	75,3
	Total	71,5	78,9	82,1	86,0	88,3	76,6	86,3	78,9
Ensemble	Homme	75,7	83,8	88,0	88,4	91,7	81,9	89,7	84,5
	Femme	69,0	78,0	82,1	85,3	83,6	76,1	84,2	79,0
	Total	72,6	81,0	85,1	86,9	87,2	79,1	86,9	81,8
2015									

Domaine									
Grand Lomé	Homme	88,6	88,6	93,3	92,9	93,6	92,1	91,3	91,8
	Femme	100,0	82,7	87,4	95,2	90,2	91,6	87,3	89,9
	Total	91,6	85,8	90,3	93,8	91,4	91,8	89,5	90,9
Autre urbain	Homme	91,5	87,2	92,5	92,5	90,8	92,4	89,3	91,0
	Femme	84,9	88,9	94,3	96,3	92,7	95,2	89,6	92,8
	Total	88,0	88,1	93,5	94,6	91,9	93,9	89,5	92,0
Urbain	Homme	89,3	88,1	93,0	92,8	92,5	92,2	90,6	91,5
	Femme	92,0	85,2	90,1	95,7	91,0	93,0	88,3	91,1
	Total	90,3	86,7	91,5	94,1	91,6	92,6	89,5	91,3
Rural	Homme	81,6	83,7	82,4	87,4	85,7	86,5	82,3	83,4
	Femme	79,0	77,3	73,0	86,2	85,2	85,1	76,6	79,2
	Total	80,3	80,7	78,1	86,8	85,4	85,8	79,6	81,3
Ensemble	Homme	82,8	84,9	85,9	90,2	89,6	89,5	84,3	86,1
	Femme	80,2	79,7	79,5	90,7	88,6	89,1	79,4	83,4
	Total	81,6	82,5	82,8	90,5	89,0	89,3	82,0	84,8

Sources : QUIBB 2006,2011 et 2015, estimations INSEED

Annexe 7. 4 : Taux brut de scolarisation au primaire par quintile, par milieu et par domaine

		Quintile					Statut		
		Plus pauvre	Deuxième	Troisième	Quatrième	Plus riche	Pauvre	Non pauvre	Ensemble
2006									
Urbain	Homme	159,8	139,7	140,6	143,0	114,8	144,3	126,8	134,6
	Femme	140,0	135,3	136,0	122,4	117,7	134,7	120,2	125,8
	Total	150,6	137,5	138,4	131,4	116,4	139,6	123,2	130,0
Rural	Homme	113,0	124,7	117,8	118,1	129,3	117,8	122,8	118,7
	Femme	85,4	104,3	109,1	118,6	113,2	98,2	116,4	102,0
	Total	100,1	114,9	113,8	118,3	120,8	108,6	119,6	110,7
Ensemble	Homme	116,3	127,1	123,7	128,2	120,2	122,1	124,8	122,8
	Femme	89,3	109,6	116,4	120,4	116,1	104,5	118,5	109,1
	Total	103,7	118,6	120,3	124,1	118,0	113,7	121,5	116,1
2011									
Urbain	Homme	119,6	144,3	130,0	121,0	117,2	131,9	119,8	124,7
	Femme	126,2	124,7	131,9	124,2	110,3	129,7	116,1	121,3
	Total	123,0	133,4	131,0	122,6	113,2	130,7	117,7	122,9
Rural	Homme	119,4	126,7	120,2	134,2	129,8	122,3	131,5	124,4
	Femme	107,2	113,2	128,5	122,5	127,2	114,8	122,6	116,7
	Total	113,7	120,5	124,1	128,7	128,5	118,9	127,3	120,8
Ensemble	Homme	119,4	129,3	123,3	128,6	121,7	124,0	125,6	124,5
	Femme	109,0	115,5	129,8	123,3	115,4	117,9	118,9	118,3
	Total	114,5	122,8	126,5	126,0	118,2	121,1	122,1	121,4

2015									
Domaine									
Grand Lomé	Homme	116,0	130,6	112,1	113,7	117,5	112,7	122,8	117,3
	Femme	138,1	118,4	123,2	142,4	101,8	117,9	124,8	120,7
	Total	121,9	124,8	117,7	125,6	107,5	115,4	123,7	118,9
Autre urbain	Homme	118,8	131,1	142,5	129,9	118,7	128,1	130,8	129,3
	Femme	118,7	123,8	123,5	124,4	129,9	125,1	124,6	124,9
	Total	118,8	127,4	131,9	126,9	125,0	126,4	127,5	126,9
Urbain	Homme	116,8	130,8	122,3	119,3	118,0	118,1	125,5	121,5
	Femme	127,8	120,6	123,3	133,7	111,1	120,8	124,7	122,4
	Total	120,8	125,8	122,9	126,1	113,8	119,5	125,2	121,9
Rural	Homme	124,0	141,1	114,7	123,3	140,0	124,9	127,7	127,0
	Femme	116,4	126,7	106,6	117,2	132,7	122,2	116,9	118,5
	Total	120,2	134,5	111,0	120,1	135,5	123,4	122,5	122,8
Ensemble	Homme	122,8	138,2	117,2	121,2	127,4	121,4	127,2	125,1
	Femme	117,5	124,8	113,0	125,1	120,2	121,5	118,7	119,9
	Total	120,3	131,9	115,2	123,1	123,0	121,4	123,2	122,5

Sources : QUIBB 2006,2011 et 2015, estimations INSEED

Annexe 7. 5 : Taux net de scolarisation au secondaire par quintile, par milieu et par domaine

		Quintile				
		Plus pauvre	Deuxième	Troisième	Quatrième	Plus riche
Urbain	Homme	29,0	49,2	56,7	64,0	74,3
	Femme	19,2	34,1	40,1	50,4	54,0
	Total	24,9	41,3	48,7	56,2	61,9
Rural	Homme	20,3	29,6	41,0	31,0	41,7
	Femme	10,7	21,1	22,3	23,0	37,2
	Total	16,4	26,1	33,2	27,1	39,1
Ensemble	Homme	21,3	33,5	46,1	47,8	63,4
	Femme	11,7	24,8	29,3	39,5	48,9
	Total	17,3	29,7	38,7	43,3	54,7
Urbain	Homme	55,3	43,0	65,3	71,0	78,3
	Femme	33,3	39,3	42,5	47,9	53,7
	Total	44,8	41,4	53,7	58,4	63,7
Rural	Homme	27,1	37,0	47,1	42,9	65,5
	Femme	18,3	22,9	26,4	31,7	25,2
	Total	23,4	31,0	36,0	37,8	48,1
Ensemble	Homme	30,1	38,2	54,4	55,7	73,7
	Femme	20,2	26,2	32,5	40,5	47,2
	Total	25,9	33,1	42,9	48,1	59,2
Domaine						
Grand Lomé	Homme	63,9	55,7	60,5	76,3	84,4
	Femme	41,5	72,8	49,6	51,9	77,1

Autre urbain	Total	54,5	64,6	55,4	64,2	80,3
	Homme	64,5	60,3	60,6	61,3	78,2
	Femme	42,5	36,7	47,8	56,3	60,5
Urbain	Total	55,2	50,8	54,0	58,9	68,5
	Homme	64,1	57,7	60,5	69,9	82,0
	Femme	41,8	61,3	48,8	53,7	71,1
Rural	Total	54,7	59,4	54,8	62,0	75,9
	Homme	41,6	35,9	57,3	60,9	49,4
	Femme	22,0	30,9	32,5	33,2	29,7
Ensemble	Total	33,1	33,8	48,1	49,5	39,2
	Homme	46,2	42,8	58,4	66,1	68,9
	Femme	25,9	41,9	39,8	46,7	56,2
	Total	37,4	42,4	50,7	57,2	62,0

Sources : QUIBB 2006,2011 et 2015, estimations INSEED

Annexe 7. 6 : Taux net de scolarisation au secondaire par domaine

	Lomé urbain	Autres urbains	Rural	Ensemble
2006				
Homme	66.1	51.9	29.7	39.1
Femme	43.8	48.9	20.1	30.9
Total	53.5	50.3	25.6	35.2
2011				
Homme	68.0	65.4	38.7	47.9
Femme	48.9	44.8	23.9	33.5
Total	57.1	55.4	32.0	41.0
2015				
Homme	70.2	65.5	47.0	55.2
Femme	61.1	51.9	28.9	42.0
Total	65.6	58.9	39.3	49.1

Sources : QUIBB 2006,2011 et 2015, estimations INSEED

Annexe 7.7 : Taux net de scolarisation au secondaire par quintile, par milieu et par domaine

		Quintile					Statut		Ensemble
		Plus pauvre	Deuxième	Troisième	Quatrième	Plus riche	Pauvre	Non pauvre	
2006									
Urbain	Homme	47,7	86,4	89,0	112,0	137,2	82,9	124,6	103,5
	Femme	36,9	45,0	61,6	67,0	81,4	52,8	74,7	66,4
	Total	43,2	64,7	75,7	86,0	103,1	68,5	94,4	83,1
Rural	Homme	34,1	47,9	63,0	51,5	74,4	46,2	59,5	48,4
	Femme	15,4	31,1	29,8	27,5	55,4	24,2	40,4	28,1
	Total	26,4	41,0	49,1	39,9	63,3	37,1	49,4	39,6
Ensemble	Homme	35,7	55,6	71,5	82,3	116,2	54,2	96,9	65,7
	Femme	17,9	35,1	42,2	51,2	73,4	31,8	62,7	44,1
	Total	28,3	46,7	58,6	65,6	90,5	44,6	77,2	55,4
2011									
Urbain	Homme	89,6	75,7	102,4	118,1	132,7	91,2	125,8	110,9
	Femme	47,4	55,6	62,5	76,2	92,8	57,1	85,9	76,3
	Total	69,6	67,1	82,1	95,3	109,0	75,1	102,9	92,4
Rural	Homme	46,3	62,4	83,9	68,5	103,4	59,3	82,4	64,9
	Femme	25,6	31,5	31,6	40,5	37,5	29,1	39,6	31,7
	Total	37,6	49,2	55,9	55,9	74,9	45,8	63,1	50,0
Ensemble	Homme	50,9	65,0	91,4	91,1	122,1	66,2	105,6	80,0
	Femme	28,4	36,2	43,3	60,0	80,2	35,7	69,9	50,0
	Total	41,4	52,7	66,1	75,6	99,2	52,4	86,9	65,6

2015									
Domaine									
Grand Lomé	Homme	82,5	70,4	75,8	99,6	120,0	105,1	76,2	92,1
	Femme	50,4	86,9	82,5	70,5	105,4	88,1	77,7	83,9
	Total	69,1	78,9	78,9	85,0	111,7	96,1	76,9	88,0
Autre urbain	Homme	104,4	82,9	117,5	97,0	122,6	106,8	100,5	104,0
	Femme	58,5	56,9	67,0	88,1	86,8	90,0	55,7	76,4
	Total	84,9	72,5	91,6	92,7	103,1	98,4	80,0	90,6
Urbain	Homme	89,8	75,8	92,9	98,5	121,0	105,8	85,9	96,9
	Femme	53,1	77,3	75,4	77,7	98,6	88,8	69,3	81,0
	Total	74,4	76,5	84,4	88,2	108,5	97,0	78,1	89,0
Rural	Homme	59,5	52,0	81,4	88,3	79,5	89,5	59,8	68,0
	Femme	30,2	39,1	44,5	51,2	36,5	45,3	35,9	38,5
	Total	46,7	46,5	67,6	73,1	57,4	70,5	49,7	55,5
Ensemble	Homme	65,7	59,5	85,3	94,2	104,4	98,6	67,1	79,1
	Femme	34,7	53,0	58,3	68,5	76,4	73,2	46,5	57,9
	Total	52,3	56,6	74,1	82,4	89,2	86,4	58,1	69,5

Sources : QUIBB 2006,2011 et 2015, estimations INSEED

Annexe 7. 8 : Taux d'alphabétisation par domaine des individus âgés de 15 ans ou plus

	Lomé urbain	Autres urbains	Rural	Ensemble
2006				
Homme	95,1	83,4	59,8	71,4
Femme	75,7	58,1	30,4	45,6
Total	84,8	70,0	44,8	58,1
2011				
Homme	91,5	83,3	63	74
Femme	72,3	60	33,7	48
Total	81,5	71,4	47,5	60,4
2015				
Homme	93,6	84,1	65,3	76,7
Femme	76	61,1	34,1	51
Total	84,4	72,2	49,2	63,3

Sources : QUIBB 2006,2011 et 2015, estimations INSEED

Annexe 7. 9 : Taux d'alphabétisation par domaine de résidence des individus âgés de 15-24 ans

	Lomé urbain	Autres urbains	Rural	Ensemble
2006				
Homme	96,8	93,3	79,6	85,7
Femme	87,1	80,6	56,6	69,3
Total	91,5	86,6	68,7	77,5
2011				
Homme	94,6	90,8	82	86,6
Femme	86,4	78	63,3	72,6
Total	90,2	84,5	73,2	79,7
2015				
Homme	96,9	93,1	83,9	88,8
Femme	90,6	84,0	65,6	77,7
Total	93,3	88,8	76,1	83,5

Sources : QUIBB 2006,2011 et 2015, estimations INSEED

Annexe 7. 10 : Taux d'alphabétisation par domaine des individus âgés de 25-64 ans

	Lomé urbain	Autres urbains	Rural	Ensemble
2006				
Homme	94,9	81	54,4	68,1
Femme	71,1	48	22,1	37,6
Total	82,4	63,5	37,3	52
2011				
Homme	90,7	80,8	57	71
Femme	66,5	53,1	24,2	39,7
Total	78,5	66,5	38,7	54,2
2015				
Homme	93	80	60,2	74,4
Femme	71,2	55,1	28,1	45,2
Total	82	66,8	42,4	58,8

Sources : QUIBB 2006, 2011 et 2015, estimations INSEED

Annexe 7. 11 : Taux d'alphabétisation par quintile des individus âgés de 15 ans ou plus

		Quintile					Statut		
		Plus pauvre	Deuxième	Troisième	Quatrième	Plus riche	Pauvre	Non pauvre	Ensemble
2006									
Urbain	Masculin	77,4	81,1	86,6	92,5	95,5	83,8	94,3	90,5
	Féminin	54,1	56,2	62,5	68,3	76,9	60,1	73,5	68,8
	Total	66,6	67,9	73,6	79,7	85,5	71,4	83,1	79,0
Rural	Masculin	49,6	58,4	61,9	63,6	76,3	56,2	69,8	59,8
	Féminin	21,5	28,2	31,8	32,4	47,3	26,9	39,2	30,4
	Total	35,6	43,1	46,8	47,1	61,3	41,5	53,7	44,8
Ensemble	Masculin	53,0	63,5	69,5	78,2	89,0	62,6	84,3	71,4
	Féminin	25,0	35,0	42,2	50,5	67,5	34,9	59,8	45,6
	Total	39,1	48,8	55,5	63,5	77,6	48,5	71,3	58,1
2011									
Urbain	Masculin	77,7	78,7	84,2	89,9	93,2	81,6	91,8	88,5
	Féminin	50,4	53,3	63,5	65,3	77,0	58,4	72,2	67,9
	Total	64,2	65,5	73,5	77,1	84,9	69,8	81,7	77,9
Rural	Masculin	51,1	62,6	63,0	70,0	79,9	58,1	74,3	63,0
	Féminin	25,1	30,8	36,6	41,2	45,5	30,2	42,5	33,7
	Total	37,2	45,6	49,0	54,7	62,8	43,2	57,9	47,5
Ensemble	Masculin	54,4	66,3	71,7	80,8	89,5	64,1	85,3	74,0
	Féminin	27,8	35,8	47,2	54,0	68,6	37,0	61,3	48,0
	Total	40,3	50,1	58,8	66,7	78,8	49,8	72,9	60,4
2015									

Domaine									
Grand Lomé	Homme	91,4	98,4	89,4	95,9	92,5	93,8	93,0	93,6
	Femme	55,3	74,5	69,5	75,0	84,3	79,4	68,8	76,0
	Total	73,1	85,4	78,8	84,9	88,3	86,3	80,2	84,4
Autre urbain	Homme	77,9	75,5	85	86,2	87,2	87,4	78,4	84,1
	Femme	50,9	51,8	57,5	58,6	72,1	65,8	52,5	61,1
	Total	64,9	63,2	70,8	71,4	79,6	76,2	65,2	72,2
Urbain	Homme	86,1	89,0	87,6	92,1	90,6	91,5	86,9	90,0
	Femme	53,7	65,7	64,6	68,4	80,1	74,5	62,2	70,5
	Total	70,0	76,6	75,5	79,6	85,3	82,6	74,0	79,8
Rural	Homme	61,4	64,0	62,1	72,2	72,4	72,0	61,8	65,3
	Femme	31,3	35,6	32,1	36,2	38,2	36,0	33,2	34,1
	Total	45,2	49,3	47,1	53,6	54,9	53,7	46,9	49,2
Ensemble	Homme	66,6	72,3	71,8	84,2	84,9	84,1	69,4	76,6
	Femme	35,5	46,0	45,4	55,9	67,0	60,4	41,9	50,9
	Total	50,1	58,6	58,3	69,4	75,7	71,9	55,0	63,3

Sources : QUIBB 2006,2011 et 2015, estimations INSEED

Annexe 7. 12 : Taux d'alphabétisation par quintile des individus âgés de 15-24 ans

		Quintile					Statut		
		Plus pauvre	Deuxième	Troisième	Quatrième	Plus riche	Pauvre	Non pauvre	Ensemble
2006									
Urbain	Homme	83,7	94,6	93,4	98,2	97,6	92,3	97,8	95,4

	Femme	82,1	81,6	87,3	83,4	85,3	84,7	84,4	84,5
	Total	83,1	88,2	90,2	89,9	90,6	88,6	90,1	89,5
Rural	Homme	72,3	81,5	83,3	83,4	86,1	78,0	85,5	79,6
	Femme	49,3	58,4	57,9	53,8	68,8	54,8	61,0	56,6
	Total	62,7	71,2	71,1	67,2	76,2	67,7	71,7	68,7
Ensemble	Homme	74	84,9	86,9	92	94,1	81,7	93,4	85,7
	Femme	53,6	65,2	69,4	71,2	80,4	63,5	76,1	69,3
	Total	65,6	75,9	78,2	80,4	86,3	73,5	83,6	77,5

2011

Urbain	Homme	87,6	87,9	90,7	95,1	95,8	89,5	95,2	93,1
	Femme	76	79,3	80,4	82,0	87,4	79,4	85,2	83,4
	Total	82,8	84,3	85,2	88,1	91,1	84,7	89,7	88,0
Rural	Homme	72,4	84,4	83,3	86,0	95,2	79,0	89,8	82,0
	Femme	56	58,0	68,0	69,2	76,6	60,3	71,0	63,3
	Total	65,1	72,4	75,2	77,8	86,9	70,2	80,9	73,2
Ensemble	Homme	74,6	85,2	86,6	90,8	95,6	81,8	93,1	86,6
	Femme	58,6	62,6	73,5	76,5	85,1	65,5	80,7	72,6
	Total	67,6	75,1	79,7	83,5	90,0	74,1	86,6	79,7

2015

Domaine									
	Homme	96,7	100,0	87,4	98,7	98,8	98,8	93,8	96,9
Grand Lomé	Femme	77,0	94,9	87,1	89,1	94,2	91,1	89,4	90,6
	Total	88,0	97,2	87,3	93,5	95,9	94,3	91,6	93,3
Autre urbain	Homme	92,0	92,8	92,6	91,9	95,4	93,7	92,2	93,1
	Femme	86,5	72,5	89,1	86,1	83,9	86,3	80,2	84,0

Urbain	Total	89,9	83,0	90,9	89,1	89,8	90,1	86,7	88,8
	Homme	94.8	96.6	90.0	95.5	97.4	96,6	93,1	95,2
	Femme	80.3	86.0	88.0	87.9	91.2	89,5	85,7	88,2
Rural	Total	88,7	91,1	88,9	91,6	93,8	92,7	89,4	91,5
	Homme	76,8	83,6	83,4	90,2	95,9	93,1	79,9	83.9
	Femme	61,9	64,6	67,7	72,0	66,2	68,9	64,1	65.6
Ensemble	Total	70,2	75,2	77,9	82,0	82,3	82,6	73,2	76,1
	Homme	81.3	87.6	85.8	93.5	96.9	95.2	83.9	88,8
	Femme	66.1	72.7	78.6	82.9	85.3	83.5	71.9	77,7
	Total	74.7	80.7	82.7	88.3	90.6	89,2	78,5	83,5

Sources : QUIBB 2006,2011 et 2015, estimations INSEED

Annexe 7. 13 Taux d'alphabétisation par quintile des individus âgés de 25-64 ans

		Quintile					Statut		Ensemble
		Plus pauvre	Deuxième	Troisième	Quatrième	Plus riche	Pauvre	Non pauvre	
2006									
Urbain	Homme	75,2	77,5	84,1	90,8	95,1	81,3	93,5	89,7
	Femme	41,2	43,0	51,6	61,8	74,2	48,4	69,6	62,3
	Total	56,9	57,8	66,2	76,1	84,3	63,1	81,3	75,3
Rural	Homme	37,1	50,5	57,2	61,3	76,2	48,3	68,3	54,4
	Femme	10,8	18,8	23,8	28,2	42,2	17,4	34,5	22,1
	Total	22,4	33,2	40,1	44,0	59,8	31,7	51,3	37,3
Ensemble	Homme	41,1	56,1	65,3	76,0	88,7	55,6	83,2	68,1
	Femme	13,8	24,3	33,0	44,4	64,3	24,5	55,6	37,6
	Total	25,9	38,6	48,4	59,7	76,3	38,7	69,1	52,0
2011									
Urbain	Homme	71,2	74,4	82,1	88	92,9	78,3	91,0	87,4
	Femme	40,1	46,0	56,6	58,1	72,9	50,6	67,0	61,9
	Total	54,2	57,9	69,3	72,7	83,1	63,6	79,0	74,4
Rural	Homme	40,6	54,2	57,2	65,6	79,5	50,0	71,4	57,0
	Femme	13,8	22,0	25,1	33,5	39,7	19,6	35,7	24,2
	Total	24,8	35,6	39,9	48,3	59,2	32,6	52,6	38,7
Ensemble	Homme	44,1	58,9	67,4	78,1	89,4	57,5	84,2	71,0

Femme	16,4	27,5	36,8	46,6	63,8	26,8	55,4	39,7
Total	27,9	40,7	51,3	61,6	76,7	40,3	69,5	54,2

2015									
Domaine									
Grand Lomé	Homme	86,0	98,9	91	96,7	90,8	92,8	93,6	93,0
	Femme	46,5	66,4	63,8	70,7	81,3	75,5	61,8	71,2
	Total	64,6	81,4	76,8	83,1	86,3	84,3	76,7	82,0
Autre urbain	Homme	65,6	68,1	80,4	84,6	83,5	84,6	70,9	80,0
	Femme	36,7	46,7	42,9	50,1	72,2	61,3	42,7	55,1
	Total	50,7	56,7	61,0	65,3	77,7	72,2	56,1	66,8
Urbain	Homme	78.1	87.8	86.9	92.4	88.5	90,1	84,9	88,5
	Femme	42.9	59.4	55.8	62.8	78.1	70,4	54,6	65,3
	Total	59.4	72.6	70.7	76.5	83.4	80.1	68.8	76,6
Rural	Homme	53,2	54,2	58,2	70,7	72,4	70,5	54,5	60,2
	Femme	23,0	28,4	27,1	29,9	36,8	31,4	26,4	28,1
	Total	35,7	40,1	41,0	49,1	53,2	49,4	38,7	42,4
Ensemble	Homme	58.1	66.2	70.4	83.8	84.2	83.4	64.2	74.4
	Femme	26.4	39.2	38.3	50.0	65.1	56.0	34.6	45.2
	Total	40.0	51.5	53.1	65.8	74.6	69,1	47,8	58,8

Annexe 8. 1 : Service de santé consulté par milieu

	Lomé	Autres urbains	Rural	Ensemble
2006				
Hôpital/Clinique	54,8	40,5	19,0	30,1
Dispensaire	4,6	6,5	27,4	19,4
Autres	4,7	5,3	4,4	4,6
Pas de consultation	35,8	47,7	49,1	45,9
Ensemble	100,0	100,0	100,0	100,0
2011				
Hôpital/Clinique	45,3	43,9	17,3	28,8
Dispensaire	14,7	15,7	38,3	28,6
Autres	6,1	3,4	4,0	4,5
Pas de consultation	33,8	37	40,4	38,1
Ensemble	100,0	100,0	100,0	100,0
2015				
Hôpital/Clinique	40,2	41,1	7,6	20,2
Dispensaire	18,4	16,7	50,9	38,3
Autres	2,5	3,1	2,8	2,8
Pas de consultation	38,9	39,1	38,7	38,8
Ensemble	100,0	100,0	100,0	100,0

Sources: QUIBB 2006, 2011, 2015, estimations INSEED

Annexe 8. 2 : Personnel de santé consulté par milieu

	Lomé	Autres urbains	Rural	Ensemble
2006				
Médecin	26,7	15,9	6,2	12,2
Infirmier	12,7	11,5	27,8	22,1
Autres	24,8	24,8	16,8	19,7
Pas de consultation	35,8	47,7	49,1	45,9
Ensemble	100,0	100,0	100,0	100,0
2011				
Médecin	28,4	20,4	9,0	15,9
Infirmier	17,8	20,0	31,9	26,3
Autres	20,0	22,6	18,7	19,7
Pas de consultation	33,8	37,0	40,4	38,1
Ensemble	100,0	100,0	100,0	100,0
2015				
Médecin	22,9	16,7	4,5	10,4
Infirmier	16,9	21,2	41,3	32,8
Autres	21,2	22,9	15,4	17,9
Pas de consultation	39,1	39,2	38,8	38,9
Ensemble	100,0	100,0	100,0	100,0

Sources: QUIBB 2006, 2011, 2015, estimations INSEED

Annexe 8. 3 : Service de santé consulté par quintile

	Urbain					Statut		
	Quintile					Pauvre	Non pauvre	Ensemble
	Plus pauvre	Deuxième	Troisième	Quatrième	Plus riche			
2006								
Hôpital/Clinique	43,1	30,2	39	50,9	56,7	37,1	54,9	49,4
Dispensaire	3,9	8,9	8,2	5,5	3,7	8,2	4,1	5,3
Autres	8,6	3,9	3,0	4,4	5,8	3,9	5,4	4,9
Pas de consultation	44,5	56,9	49,8	39,2	33,8	50,8	35,7	40,3
Ensemble	100,0	100,0	100,0	100,0	100,0	100,0	100,0	100,0
2011								
Hôpital/Clinique	12,4	33,6	37,2	48,7	50,7	33,4	49,5	44,8
Dispensaire	15	21,5	13	17,1	13,3	16,1	14,7	15,1
Autres	5,5	3,9	6,7	3,6	5,6	5,1	5,1	5,1
Pas de consultation	67	40,9	43,1	30,6	30,4	45,5	30,7	35
Ensemble	100,0	100,0	100,0	100,0	100,0	100,0	100,0	100,0
2015								
Hôpital/Clinique	26,7	29,9	34,8	47,5	45,5	31,6	45,0	40,6
Dispensaire	15,2	20,2	20,9	13,4	19,0	17,9	17,5	17,6
Autres	5,1	3,3	2,5	1,4	3,3	3,0	2,7	2,8
Pas de consultation	53,0	46,7	41,9	37,8	32,2	47,5	34,8	39,0
Ensemble	100,0	100,0	100,0	100,0	100,0	100,0	100,0	100,0

Sources: QUIBB 2006, 2011, 2015, estimations INSEED

	Rural							
	Quintile					Statut		Ensemble
	Plus pauvre	Deuxième	Troisième	Quatrième	Plus riche	Pauvre	Non pauvre	
2006								
Hôpital/Clinique	15	15,9	16,4	25,9	23,4	16,2	24,6	19,0
Dispensaire	23,9	25,0	29,9	25,7	34,4	26,1	30,2	27,4
Autres	4,8	5,3	4,3	3,9	3,3	4,8	3,6	4,4
Pas de consultation	56,3	53,8	49,3	44,5	38,9	53,0	41,6	49,1
Ensemble	100,0	100,0	100,0	100,0	100,0	100,0	100,0	100,0
2011								
Hôpital/Clinique	8,5	15,4	15,8	18,0	32,1	13,7	23	17,3
Dispensaire	41,9	36,3	40,6	43,0	26,4	39,4	36,5	38,3
Autres	2,9	2,9	6,6	3,5	3,7	4,3	3,7	4,0

Pas de consultation	46,6	45,4	37	35,5	37,8	42,5	36,8	40,4
Ensemble	100,0	100,0	100,0	100,0	100,0	100,0	100,0	100,0

2015

Hôpital/Clinique	7,2	5,5	7,7	11,0	8,2	6,6	9,6	7,6
Dispensaire	44,0	47,2	55,9	57,3	55,0	47,9	56,7	50,9
Autres	1,8	1,5	2,8	4,1	5,2	2,0	4,2	2,8
Pas de consultation	47,0	45,8	33,6	27,7	31,6	43,5	29,5	38,7
Ensemble	100,0	100,0	100,0	100,0	100,0	100,0	100,0	100,0

Sources: QUIBB 2006, 2011, 2015, estimations INSEED

Ensemble

Quintile

Statut

Plus pauvre Deuxième Troisième Quatrième Plus riche Pauvre Non pauvre Ensemble

2006

Hôpital/Clinique	17,7	18,8	22,7	36,6	44,4	20,6	41,0	30,1
Dispensaire	22	21,7	23,9	17,0	15,1	22,3	16,0	19,4
Autres	5,2	5,0	4,0	4,1	4,9	4,6	4,6	4,6
Pas de consultation	55,2	54,4	49,4	42,2	35,7	52,5	38,4	45,9
Ensemble	100,0	100,0	100,0	100,0	100,0	100,0	100,0	100,0

2011

Hôpital/Clinique	9	19,4	23,5	33,0	44,5	18,7	38,3	28,8
Dispensaire	38,5	33,1	30,7	30,4	17,7	33,6	23,9	28,6
Autres	3,3	3,1	6,7	3,6	5,0	4,5	4,5	4,5
Pas de consultation	49,2	44,4	39,2	33,1	32,8	43,3	33,3	38,1
Ensemble	100,0	100,0	100,0	100,0	100,0	100,0	100,0	100,0

2015

Hôpital/Clinique	10,3	11,6	16,8	29,5	31,0	12,5	28,9	20,2
Dispensaire	39,4	40,4	44,2	35,0	33,0	40,9	35,3	38,3
Autres	2,3	2,0	2,7	2,7	4,1	2,3	3,4	2,8
Pas de consultation	48,0	46,0	36,4	32,8	32,0	44,4	32,4	38,8
Ensemble	100,0	100,0	100,0	100,0	100,0	100,0	100,0	100,0

Sources: QUIBB 2006, 2011, 2015, estimations INSEED

Annexe 8. 4 : Personnel de santé consulté par quintile

	Urbain					Statut		Ensemble
	Quintile					Pauvre	Non pauvre	
	Plus pauvre	Deuxième	Troisième	Quatrième	Plus riche			
2006								
Médecin	8,1	10,8	14,3	23,4	28,7	12,7	27,1	22,7
Infirmier	13,2	10,2	16,6	14,7	9,8	14,8	11,1	12,2
Autres	34,1	22,1	19,2	22,7	27,7	21,7	26,2	24,8
Pas de consultation	44,5	56,9	49,8	39,2	33,8	50,8	35,7	40,3
Ensemble	100,0	100,0	100,0	100,0	100,0	100,0	100,0	100,0
2011								
Médecin	4,7	13,7	22,5	24,6	31,6	17,8	28,6	25,5
Infirmier	14,9	29,2	20,6	18,6	15,8	22,2	17,1	18,6
Autres	13,4	16,2	13,8	26,2	22,2	14,6	23,6	21,0
Pas de consultation	67,0	40,9	43,1	30,6	30,4	45,5	30,7	35,0
Ensemble	100,0	100,0	100,0	100,0	100,0	100,0	100,0	100,0
2015								
Médecin	14,5	12,7	16,3	18,8	27,1	14,3	22,8	20,0
Infirmier	16,8	19,0	17,6	18,6	20,3	18,7	19,0	18,9
Autres	13,9	21,7	24,3	24,8	20,4	19,1	23,4	22,0
Pas de consultation	54,8	46,7	41,9	37,8	32,2	47,9	34,8	39,1
Ensemble	100,0	100,0	100,0	100,0	100,0	100,0	100,0	100,0

Sources: QUIBB 2006, 2011, 2015, estimations INSEED

	Rural					Statut		Ensemble
	Quintile					Pauvre	Non pauvre	
	Plus pauvre	Deuxième	Troisième	Quatrième	Plus riche			
2006								
Médecin	3,8	4,5	4,0	9,8	10,3	4,5	9,6	6,2
Infirmier	26,5	25,7	28,7	27,4	32,1	26,6	30,3	27,8
Autres	13,3	16,1	18,1	18,3	18,7	16,0	18,5	16,8
Pas de consultation	56,3	53,8	49,3	44,5	38,9	53,0	41,6	49,1
Ensemble	100,0	100,0	100,0	100,0	100,0	100,0	100,0	100,0
2011								
Médecin	5,5	8,0	9,7	11,0	11,0	7,9	10,9	9,0
Infirmier	30,0	31,8	34,6	32,3	29,6	32,6	30,7	31,9

Autres	17,9	14,9	18,7	21,3	21,6	17	21,6	18,7
Pas de consultation	46,6	45,4	37,0	35,5	37,8	42,5	36,8	40,4
Ensemble	100,0	100,0	100,0	100,0	100,0	100,0	100,0	100,0

2015								
Médecin	2,5	3,6	3,9	9,6	4,8	3,4	6,8	4,5
Infirmier	40,8	40,4	44,4	37,9	43,3	42,2	39,7	41,3
Autres	9,7	10,3	18,1	24,2	20,4	11,0	23,8	15,4
Pas de consultation	47,0	45,8	33,6	28,2	31,6	43,5	29,8	38,8
Ensemble	100,0	100,0	100,0	100,0	100,0	100,0	100,0	100,0

Sources: QUIBB 2006, 2011, 2015, estimations INSEED

	Ensemble					Statut		
	Quintile					Pauvre	Non pauvre	Ensemble
	Plus pauvre	Deuxième	Troisième	Quatrième	Plus riche			
2006								
Médecin	4,2	5,8	6,9	15,7	21,9	6,2	19,1	12,2
Infirmier	25,2	22,5	25,3	21,9	18,1	24,1	19,9	22,1
Autres	15,3	17,3	18,4	20,2	24,3	17,2	22,7	19,7
Pas de consultation	55,2	54,4	49,4	42,2	35,7	52,5	38,4	45,9
Ensemble	100,0	100,0	100,0	100,0	100,0	100,0	100,0	100,0
2011								
Médecin	5,4	9,2	14,3	17,6	24,8	10,4	21,1	15,9
Infirmier	28,1	31,2	29,6	25,6	20,4	30,0	22,9	26,3
Autres	17,4	15,2	17,0	23,7	22,0	16,4	22,7	19,7
Pas de consultation	49,2	44,4	39,2	33,1	32,8	43,3	33,3	38,1
Ensemble	100,0	100,0	100,0	100,0	100,0	100,0	100,0	100,0
2015								
Médecin	4,4	5,9	8,1	14,3	18,4	5,9	15,5	10,4
Infirmier	37,0	35,0	35,4	28,1	29,2	36,7	28,4	32,8
Autres	10,4	13,1	20,2	24,6	20,4	12,9	23,6	17,9
Pas de consultation	48,2	46,0	36,4	33,1	32,0	44,5	32,5	38,9
Ensemble	100,0	100,0	100,0	100,0	100,0	100,0	100,0	100,0

Sources: QUIBB 2006, 2011, 2015, estimations INSEED